Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS SPÉCIAL N° 84-2019-130

PUBLIÉ LE 22 NOVEMBRE 2019

Sommaire

84_ARS_Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes

84-2019-11-21-009 - Arrêté 2019 16 0170 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier Buis les baronnies (26) (2 pages) Page 9

84-2019-11-20-018 - Arrêté 2019 16 0123 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier de Bourg Saint Andeol (07) (2 pages) Page 11

84-2019-11-20-016 - Arrêté 2019 16 0125 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de Centre hospitalier Largentière (07) (2 pages) Page 13

84-2019-11-20-020 - Arrêté 2019 16 0126 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier de Saint Felicien (07) (2 pages) Page 15

84-2019-11-20-015 - Arrêté 2019 16 0127 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier de Serrieres (07) (2 pages) Page 17

84-2019-11-20-025 - Arrêté 2019 16 0128 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier de Tournon (07) (2 pages) Page 19

84-2019-11-20-021 - Arrêté 2019 16 0131 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier Vallon Pont d'Arc (07) (2 pages) Page 21

84-2019-11-20-022 - Arrêté 2019 16 0132 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier Villeneuve de Berg (07) (2 pages) Page 23

84-2019-11-20-023 - Arrêté 2019 16 0133 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre SSR le château (07) (2 pages) Page 25

84-2019-11-20-017 - Arrêté 2019 16 0134 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier des Cévennes ardéchoises (07) (2 pages) Page 27

84-2019-11-20-026 - Arrêté 2019 16 0135 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du CHS Sainte Marie Privas (07) (2 pages) Page 29

84-2019-11-20-019 - Arrêté 2019 16 0137 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Hôpital de Moze (07) (2 pages) Page 31

84-2019-11-20-014 - Arrêté 2019 16 0138 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Hôpital privé Drôme Ardèche (07) (2 pages) Page 33

84-2019-11-20-024 - Arrêté 2019 16 0139 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de la Maison de convalescence Condamine (07) (2 pages) Page 35
84-2019-11-20-027 - Arrêté 2019 16 0171 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier de Crest (26) (2 pages) Page 37
84-2019-11-21-010 - Arrêté 2019 16 0173 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier de Valence (26) (3 pages) Page 39
84-2019-11-21-011 - Arrêté 2019 16 0174 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier Die (26) (2 pages) Page 42
84-2019-11-21-012 - Arrêté 2019 16 0175 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier Drôme Vivarais (26) (2 pages) Page 44
84-2019-11-20-028 - Arrêté 2019 16 0176 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Clinique Kennedy (26) (2 pages) Page 46
84-2019-11-20-029 - Arrêté 2019 16 0177 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de la Clinique la Parisière (26) (2 pages) Page 48
84-2019-11-20-030 - Arrêté 2019 16 0178 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de la Clinique pneumologie Les Rieux (26) (2 pages) Page 50
84-2019-11-21-013 - Arrêté 2019 16 0179 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre de rééducation fonctionnelle Les Baumes (26) (2 pages) Page 52
84-2019-11-21-014 - Arrêté 2019 16 0180 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre de réadaptation cardio respiratoire Dieulefit (26) (2 pages) Page 54
84-2019-11-21-015 - Arrêté 2019 16 0181 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Etablissement médical La Teppe (26) (2 pages) Page 56
84-2019-11-21-016 - Arrêté 2019 16 0182 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Groupement hospitalier Portes Provence (26) (2 pages) Page 58
84-2019-11-21-017 - Arrêté 2019 16 0183 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Hôpitaux Drôme Nord (26) (2 pages) Page 60
84-2019-11-21-018 - Arrêté 2019 16 0184 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier de Modane (73) (2 pages) Page 62

84-2019-11-21-019 - Arrêté 2019 16 0185 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier Métropole Savoie (73) (2 pages) Page 64
84-2019-11-21-020 - Arrêté 2019 16 0188 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier de Bourg Saint Maurice (73) (2 pages) Page 66
84-2019-11-21-021 - Arrêté 2019 16 0189 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du CH Saint Jean de Maurienne (73) (2 pages) Page 68
84-2019-11-21-022 - Arrêté 2019 16 0190 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier spécialisé de Savoie (73) (2 pages) Page 70
84-2019-11-21-023 - Arrêté 2019 16 0191 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de la Clinique médicale Le Sermay (73) (2 pages) Page 72
84-2019-11-21-024 - Arrêté 2019 16 0192 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du CRF Saint Alban (73) (2 pages) Page 74
84-2019-11-21-025 - Arrêté 2019 16 0193 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du CRFS Le Zander (73) (2 pages) Page 76
84-2019-11-21-026 - Arrêté 2019 16 0194 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du GCS Clinique Herbert(73) (2 pages) Page 78
84-2019-11-21-027 - Arrêté 2019 16 0195 du 21 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Hôpital privé Médipole de Savoie (73) (2 pages) Page 80
84-2019-11-20-004 - Arrêté 2019 16 0239 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre hospitalier Lucien Hussel (38) (2 pages) Page 82
84-2019-11-20-012 - Arrêté 2019 16 0310 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Institut de cancérologie Lucien Neuwirth (42) (3 pages) Page 84
84-2019-11-20-013 - Arrêté 2019 16 0311 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de la Clinique de Saint Victor (42) (2 pages) Page 87
84-2019-11-20-011 - Arrêté 2019 16 0333du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'association Les Sapins (63) (2 pages) Page 89
84-2019-11-20-010 - Arrêté 2019 16 0334 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Hôpital privé La Chataigneraie (63) (2 pages) Page 91

84-2019-11-20-005 - Arrêté 2019 16 0335 du 20 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'ESMPI Bourgoin Jallieu (38) (2 pages) Page 93
84-2019-07-12-057 - ARRÊTÉ ARS n° 2019-05-0039 portant autorisation complémentaire délivrée au Centre de soins, d accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) sis 4 rue Ampère 26000 Valence, géré par l association Tempo Oppélia, de participer à l activité de dépistage par utilisation de tests rapides d orientation diagnostique (TROD) de l infection par les virus de l immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l infection par le virus de l hépatite C (VHC) (3 pages) Page 95
84-2019-07-12-056 - ARRÊTÉ ARS n°2019-05-0040 portant autorisation complémentaire délivrée au Centre d accueil et d accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) sis 4 rue Ampère 26000 Valence, géré par l association Tempo Oppélia, de participer à l activité de dépistage par utilisation de tests rapides d orientation diagnostique (TROD) de l infection par les virus de l immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l infection par le virus de l hépatite C (VHC) (3 pages) Page 98
84-2019-09-24-025 - Avis de classement de la commission d'information et de sélection du 24 septembre 2019 pour l'appel à projets conjoint ARS et Département de la Loire n° 2019-AJ-42 pour la création d'un accueil de jour pour personnes âgées dans le département de la Loire (1 page) Page 101
84-2019-11-21-002 - décision 2019-12-0165 portant modification de la DGS pour 2019 du SSIAD Mutualité des Savoie (3 pages) Page 102
84-2019-10-28-013 - Décision tarifaire modificative 2019 1966 ssiad albertville (3 pages) Page 105
84-2019-10-28-014 - Décision tarifaire modificative 2019 1967 ssiad cias de frontenex (3 pages) Page 108
84-2019-10-28-015 - Décision tarifaire modificative 2019 1968 ssiad arlysere (3 pages) Page 111
84-2019-11-20-007 - Décision tarifaire modificative 2019 2034 ssiad pays des bauges (3 pages) Page 114
84-2019-11-20-008 - Décision tarifaire modificative 2019 2035 ssiad CH St Jean de Maurienne (3 pages) Page 117
84-2019-11-19-004 - DECISION TARIFAIRE N°2257 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR 2019 DE L'UNITE TS2A – 690038013. (3 pages) Page 120

84_DIRECCTE_Direction régionale des entreprises de la concurrence de la consommation du travail et de l'emploi d'Auvergne-Rhône-Alpes

84-2019-11-18-024 - 2019-300_Actualisation de l'arrêté relatif à la composition du comité technique régional (CTR) en agriculture (4 pages) Page 123

84_DRDJSCS_Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes et du Rhône

84-2019-08-26-006 - Arrêté DRDJSCS 19- 188 tarification CHRS Espace Femmes G D Hte Savoie (4 pages) Page 127
84-2019-08-26-008 - Arrêté DRDJSCS 19- 189 tarification CHRS La Passerelle (4 pages) Page 131
84-2019-08-26-009 - Arrêté DRDJSCS 19- 190 tarification CHRS Foyer du Léman Hte Savoie (4 pages) Page 135

84-2019-08-26-010 - Arrêté DRDJSCS 19- 191 tarification CHRS Maison St (4 pages) Page 139
84-2019-08-26-011 - Arrêté DRDJSCS 19- 192 tarification CHRS Maison Coluche Hte Savoie (4 pages) Page 143
84-2019-08-26-012 - Arrêté DRDJSCS 19- 193 tarification CHRS ARIES Hte Savoie (4 pages) Page 147
84-2019-08-26-013 - Arrêté DRDJSCS 19- 194 tarification CHRS St François d'Assise Hte Savoie (4 pages) Page 151
84-2019-08-26-014 - Arrêté DRDJSCS 19- 195 tarification CHRS La Traverse Hte Savoie (4 pages) Page 155
84-2019-08-26-015 - Arrêté DRDJSCS 19- 196 tarification CHRS Les Bartavelles Hte Savoie (4 pages) Page 159
84-2019-08-26-016 - Arrêté DRDJSCS 19- 197 tarification CHRS Ma Bohème Hte Savoie (4 pages) Page 163
84-2019-08-26-017 - Arrêté DRDJSCS 19- 198 tarification CHRS Croix Rouge Hte Savoie (4 pages) Page 167
84-2019-09-13-038 - Arrêté DRDJSCS 19- 199 tarification CHRS EPV Loire (4 pages) Page 171
84-2019-09-13-039 - Arrêté DRDJSCS 19- 200 tarification CHRS RENAITRE Loire (4 pages) Page 175
84-2019-09-13-040 - Arrêté DRDJSCS 19- 201 tarification CHRS Phare en Roannais Loire (4 pages) Page 179
84-2019-09-13-041 - Arrêté DRDJSCS 19- 202 tarification CHRS S (4 pages) Page 183
84-2019-09-13-042 - Arrêté DRDJSCS 19- 203 tarification CHRS Foyer vers l'Avenir Loire (4 pages) Page 187
84-2019-09-13-043 - Arrêté DRDJSCS 19- 204 tarification CHRS ANEF Loire (4 pages) Page 191
84-2019-09-13-044 - Arrêté DRDJSCS 19- 205 tarification CHRS O (4 pages) Page 195
84-2019-09-13-045 - Arrêté DRDJSCS 19- 206 tarification CHRS ACARS Loire (4 pages) Page 199
84-2019-09-13-046 - Arrêté DRDJSCS 19- 211 tarification CHRS ANEF Cantal (4 pages) Page 203
84-2019-09-13-048 - Arrêté DRDJSCS 19- 217 tarification CHRS AREPI l'Etape Isère (4 pages) Page 207
84-2019-09-13-057 - Arrêté DRDJSCS 19- 225 tarification CHRS l'Appart ALTHEA Isère (4 pages) Page 211
84-2019-09-13-062 - Arrêté DRDJSCS 19- 230 tarification CHRS L'Oiseau Bleu Isère (4 pages) Page 215
84-2019-08-23-047 - Arrêté DRDJSCS 19-184 CHRS CARTERET (4 pages) Page 219
84-2019-08-23-048 - Arrêté DRDJSCS 19-185 Tarification CHRS CAO Le MAS Rhône (4 pages) Page 223
84-2019-08-23-049 - Arrêté DRDJSCS 19-186 Tarification CHRS Atelier SESAME Rhône (4 pages) Page 227
84-2019-08-23-050 - Arrêté DRDJSCS 19-187 Tarification CHRS VIFFIL SOS Femmes Rhône (4 pages) Page 231
84-2019-09-13-047 - Arrêté DRDJSCS 19-215 Tarification CHRS 2Choselune Isère (4 pages) Page 235

84-2019-09-13-049 - Arrêté DRDJSCS 19-216 Tarification CHRS ALPA Isère (4 pages) Page 239
84-2019-09-13-050 - Arrêté DRDJSCS 19-218 CHRS CAI Isère (4 pages) Page 243
84-2019-09-13-051 - Arrêté DRDJSCS 19-219 Tarification CHRS Foyer H TARZE Isère (4 pages) Page 247
84-2019-09-13-052 - Arrêté DRDJSCS 19-220 Tarification CHRS France Horizon Isère (4 pages) Page 251
84-2019-09-13-053 - Arrêté DRDJSCS 19-221 Tarification CHRS La Halte Isère (4 pages) Page 255
84-2019-09-13-054 - Arrêté DRDJSCS 19-222 Tarification CHRS La Relève Isère (4 pages) Page 259
84-2019-09-13-055 - Arrêté DRDJSCS 19-223 Tarification CHRS La Roseraie (4 pages) Page 263
84-2019-09-13-056 - Arrêté DRDJSCS 19-224 Tarification CHRS ALFA A3 Accueil Isère (4 pages) Page 267
84-2019-09-13-059 - Arrêté DRDJSCS 19-226 Tarification CHRS Le Cotentin Isère (4 pages) Page 271
84-2019-09-13-058 - Arrêté DRDJSCS 19-227 Tarification CHRS Le Rlais Ozanam Isère (4 pages) Page 275
84-2019-09-13-060 - Arrêté DRDJSCS 19-228 Tarification CHRS OASIS 38 Isère (4 pages) Page 279
84-2019-09-13-061 - Arrêté DRDJSCS 19-229 Tarification CHRS ODTI Isère (4 pages) Page 283
84-2019-09-13-063 - Arrêté DRDJSCS 19-231 Tarification CHRS OZANAM Isère (4 pages) Page 287
84-2019-09-13-064 - Arrêté DRDJSCS 19-232 Tarification CHRS SOLIDACTION Isère (4 pages) Page 291
84-2019-09-13-065 - Arrêté DRDJSCS 19-233 Tarification CHRS Milena Isère (4 pages) Page 295
84-2019-08-29-015 - Arrêté modificatif DRDJSCS 19-212 Tarification CHRS La CALADE (4 pages) Page 299
84-2019-08-29-016 - Arrêté modificatif DRDJSCS 19-213 Tarification CHRS La Chardonniere (4 pages) Page 303
84-2019-08-29-017 - Arrêté modificatif DRDJSCS 19-214 Tarification CHRS La Maison de Rodolphe (4 pages) Page 307

84_MNC_Mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale (antenne interrégionale de Lyon)

84-2019-11-20-003 - Arrêté n°50-2019 du 20 novembre 2019 portant modification de la composition de l'instance régionale de la protection sociale des travailleurs indépendants d'Auvergne Rhône-Alpes (1 page) Page 311

84_SGAMISE_Secrétariat Général pour l'Administration du Ministère de l'Intérieur Sud-Est

84-2019-11-21-006 - ARRETE PREFECTORAL n° SGAMISEDRH-BR-2019-11-15-03 fixant la liste des candidats retenus par le jury à l'issue de l'épreuve d'entretien avec le jury du recrutement à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale – session numéro 2019/4, organisée dans le ressort du SGAMI Sud-Est, pour la zone Sud-Est (3 pages) Page 312

84-2019-11-21-007 - ARRETE PREFECTORAL n° SGAMISEDRH-BR-2019-11-20-01 fixant la liste des candidats retenus par le jury à l'issue de l'épreuve d'entretien avec le jury du recrutement à l'emploi des adjoints de sécurité de la police nationale – session 2019/5 « AUVERGNE », organisée dans le ressort du SGAMI Sud-Est. (3 pages) Page 315
84-2019-11-21-005 - ARRETE PREFECTORAL N° SGAMISEDRH-BR-2019-11-21-03 fixant la liste des candidats agréés pour le recrutement sans concours d'adjoints techniques de la police nationale, spécialité « Hébergement et restauration » organisé dans le ressort du SGAMI Sud-Est – Session 2019. (2 pages) Page 318
84-2019-11-21-001 - Décision SGAMI SE_DAGF_2019_11_21_84 du 21 novembre 2019 portant subdélégation de signature aux agents du centre de services partagés pour la validation électronique dans le progiciel comptable intégré CHORUS – Service exécutant MI5PLTF069 (3 pages) Page 320
84_SGAR_Secrétariat général pour les affaires régionales d'Auvergne-Rhône-Alpes
84-2019-11-04-008 - Convention de délégation de gestion du 4 novembre 2019 entre le préfet d'Auvergne-Rhône-Alpes et la préfète du département de l'Ardèche. (4 pages) Page 323
84-2019-11-06-034 - Convention de délégation de gestion du 6 novembre 2019 entre le préfet d'Auvergne-Rhône-Alpes et le préfet du département de la Drôme. (4 pages) Page 327
84-2019-11-17-001 - Convention de délégation de gestion entre le préfet d'Auvergne-Rhône-Alpes et la préfète du département du Cantal. (4 pages) Page 331

Arrêté n° 2019-16-0170

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier Buis les Baronnies (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté n°2019-16-0062 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 22 juillet 2019, portant renouvellement d'agrément régional de l'association France Alzheimer Drôme ;

Considérant la proposition du président de l'association France Alzheimer Drôme ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier Buis Les Baronnies (Drôme)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Henri PAGNIER, présenté par l'association France Alzheimer Drôme ;
- Madame Brigitte MERTZ, présentée par l'association France Alzheimer Drôme.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0123

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier de Bourg Saint Andéol (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération des associations Jusqu'à la Mort Accompagner La Vie (JALMALV) ;

Considérant la proposition du président de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche, affiliée à l'UNAF ;

Considérant la proposition du président du comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Considérant la proposition du président de l'association JALMALV ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier de Bourg Saint Andéol (Ardèche)

En tant que représentantes des usagers, titulaires :

- Madame Geneviève DE ZAYAS, présentée par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche ;
- Madame Brigitte LOUVET, présentée par le comité de l'Ardèche de la Ligue Contre le Cancer ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentants des usagers, suppléants :

- Monsieur Paul BOMBRUN, présenté par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche ;
- Madame Geneviève SICARD, présentée par l'association JALMALV.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0125

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier de Largentière (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 11 janvier 2016 portant agrément national du Conseil National des Associations Familiales Laïques (CNAFAL) ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 janvier 2016 portant renouvellement agrément national de la Fédération Nationale VMEH (VMEH) ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir (UFC QUE CHOISIR) ;

Considérant la proposition du président de l'association VMEH ;

Considérant la proposition du président du CNAFAL ;

Considérant la proposition du président de l'association UFC QUE CHOISIR ;

Considérant la proposition du président de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche, affiliée à l'UNAF ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier de Largentière (Ardèche)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Alain MAHE, présenté par l'association VMEH ;
- Monsieur Patrick BELGHIT, présenté par le CNAFAL ;

En tant que représentants des usagers, suppléants :

- Monsieur Jean-Pierre DURAND, présenté par l'association UFC QUE CHOISIR ;
- Monsieur Alain VIALLE, présenté par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0126

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier de Saint Félicien (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir (UFC QUE CHOISIR) ;

Considérant la proposition du président de l'association UFC QUE CHOISIR ;

ARRETE

Article 1 : Est désigné pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier de Saint Félicien (Ardèche)

En tant que représentant des usagers, titulaire :

- Monsieur Jean AMICHAUD, présenté par l'association UFC QUE CHOISIR.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0127

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier de Serrières (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir (UFC QUE CHOISIR) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Considérant la proposition du président de l'association UFC QUE CHOISIR ;

Considérant la proposition du président du comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier de Serrières (Ardèche)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Gérard BOCCHIETTI, présenté par l'association UFC QUE CHOISIR ;
- Madame Bernadette SOBOUL, présentée par le comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

En tant que représentant des usagers, suppléant :

- Monsieur Jean AMICHAUD, présenté par l'association UFC QUE CHOISIR.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0128

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier de Tournon (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir (UFC QUE CHOISIR) ;

Considérant la proposition du président de l'association UFC QUE CHOISIR ;

Considérant la proposition du président de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche, affiliée à l'UNAF ;

Considérant la proposition du président du comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier de Tournon (Ardèche)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Jean-Yves CHOMIENNE, présenté par l'association UFC QUE CHOISIR ;
- Monsieur Jacques DUCLIEU, présenté par le comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentantes des usagers, suppléantes :

- Madame Mariane RAMBAUD, présentée par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche ;
- Madame Jessica LANGNEL, présentée par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0131

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier Vallon Pont d'Arc (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Considérant la proposition du président de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche, affiliée à l'UNAF ;

Considérant la proposition du président du comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier Vallon Pont d'Arc (Ardèche)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Patrick BELGHIT, présenté par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche ;
- Monsieur Jean-Claude BRESSOT, présenté par le comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0132

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier Villeneuve de Berg (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Considérant la proposition du président du comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Considérant la proposition du président de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche, affiliée à l'UNAF ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignées pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier Villeneuve de Berg (Ardèche)

En tant que représentantes des usagers, titulaires :

- Madame Françoise FLAMENT, présentée par le comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;
- Madame Claire BOMBRUN, présentée par l'association UNAF.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0133

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre SSR Le Château (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV) ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 05 janvier 2017 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération Française des Diabétiques (AFD) ;

Considérant la proposition du président du comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Considérant la proposition du président de l'AFD ;

Considérant la proposition du président de l'association CLCV ;

Considérant la proposition du président de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche, affiliée à l'UNAF ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre SSR Le Château (Ardèche)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Jean-Lou MAILLOT, présenté par le comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;
- Madame Andrée DUPLANTIER, présentée par l'association AFD ;

En tant que représentants des usagers, suppléants :

- Monsieur Pascal LORENTE, présenté par l'association CLCV ;
- Monsieur Alain FOURGOUX, présenté par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0134

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier des Cévennes Ardéchoises (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 novembre 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Génération mouvement – fédération nationale (GENERATIONS MOUVEMENT) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Fédérale des Consommateurs UFC QUE CHOISIR (UFC QUE CHOISIR) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mai 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union nationale des associations France Alzheimer et maladies apparentées (FRANCE ALZHEIMER) ;

Considérant la proposition du président de l'association UFC QUE CHOISIR ;

Considérant la proposition du président du comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Considérant la proposition du président de l'association FRANCE ALZHEIMER ;

Considérant la proposition du président de l'association GENERATIONS MOUVEMENT ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier des Cévennes Ardéchoises (Ardèche)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentantes des usagers, titulaires :

- Madame Patricia DRIQUERT, présentée par l'association UFC QUE CHOISIR ;
- Madame Mathilde GROBERT, présentée par le comité de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

En tant que représentants des usagers, suppléants :

- Madame Céline BARTHELEMY, présentée par l'association FRANCE ALZHEIMER ;
- Monsieur Alain KRUMBANK, présenté par l'association GENERATIONS MOUVEMENT.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0135

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier Sainte Marie de Privas (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale de Familles et Amis de personnes Malades et/ou handicapés psychiques (UNAFAM) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Considérant la proposition du président de l'UNAFAM ;

Considérant la proposition du président de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche, affiliée à l'UNAF ;

Considérant la proposition du président du comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier Sainte Marie de Privas (Ardèche)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Madame Monique RIHL, présentée par l'UNAFAM ;
- Monsieur Jean-Michel PAULIN, présenté par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentants des usagers, suppléants :

- Monsieur Jean-Pierre MENARD, présenté par l'UNAFAM ;
- Monsieur Bernard CHABAL, présenté par le comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0137

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Hôpital de Moze (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) ;

Considérant la proposition du président de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche, affiliée à l'UNAF ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignées pour participer à la commission des usagers de l'Hôpital de Moze (Ardèche)

En tant que représentantes des usagers, titulaires :

- Madame Yasmina ALI, présentée par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche;
- Madame Josiane DANEZAN, présentée par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0138

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Hôpital privé Drôme-Ardèche (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 05 janvier 2017 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération Française des Diabétiques (AFD) ;

Considérant la proposition du président de l'association AFD ;
Considérant la proposition du président du comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Considérant la proposition du président de l'association CLCV ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers de l'Hôpital privé Drôme-Ardèche (Ardèche)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Marcel REVILLARD, présenté par l'association AFD ;
- Monsieur Henri BARBEQUOT, présenté par le comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

En tant que représentants des usagers, suppléants :

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

- Monsieur Pascal LORENTE, présenté par l'association CLCV ;

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0139

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de la Maison de convalescence Condamine (Ardèche)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir (UFC QUE CHOISIR) ;

Considérant la proposition du président de l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche, affiliée à l'UNAF ;

Considérant la proposition du président du comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer;

Considérant la proposition du président de l'association UFC QUE CHOISIR ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers de la Maison de convalescence Condamine (Ardèche)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Alain VIALLE, présenté par l'Union Départementale des Associations Familiales de l'Ardèche ;
- Madame Claudine SCHAVITS, présentée par le comité de l'Ardèche de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentant des usagers, suppléant :

- Monsieur Jean-Pierre DURAND, présenté par l'association UFC QUE CHOISIR.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0171

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier de Crest (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 05 janvier 2017 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération Française des Diabétiques (AFD) ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Considérant la proposition du président de l'AFD ;

Considérant la proposition du président de l'association CLCV ;

Considérant la proposition du président du comité de la Drôme de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier de Crest (Drôme)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Philippe BRUNEL, présenté par l'AFD ;
- Monsieur Bernard MAZERES, présenté par le comité de la Drôme de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentante des usagers, suppléante :

- Madame Françoise DEBAYLE, présentée par l'association CLCV.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0173

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier de Valence (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 05 janvier 2017 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération nationale d'aide aux insuffisants rénaux (FRANCE REIN) ;

Vu l'arrêté n°2018-16-0012 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 20 décembre 2018, portant renouvellement d'agrément régional de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

Considérant la proposition du président du comité de la Drôme de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Considérant la proposition du président de l'association FRANCE REIN ;

Considérant la proposition du président de de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier de Valence (Drôme)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Madame Catherine COURTEILLE, présentée par le comité de la Drôme de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;
- Monsieur Antoine GAUDENZ, présenté par l'association FRANCE REIN ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentants des usagers, suppléants :

- Monsieur Jean-Pierre CAILLE, présenté par le comité de la Drôme de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;
- Monsieur Charlie COUVREUR, présenté par l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0174

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier de Die (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD) ;

Vu l'arrêté n°2018-16-0012 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 20 décembre 2018, portant renouvellement d'agrément régional de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

Considérant la proposition du président de l'association ADMD ;

Considérant la proposition du président de de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier de Die (Drôme)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Daniel RASSAT, présenté par l'association ADMD ;
- Madame Jocelyne MAILLEFAUD, présentée par l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

En tant que représentants des usagers, suppléants :

- Monsieur Michel JONATHAN, présenté par l'association ADMD ;
- Madame Danielle FEUILTAINE, présentée par l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0175

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier Drôme-Vivarais (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale de Familles et Amis de personnes Malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations de Parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (UNAPEI) ;

Considérant la proposition du président de l'association UNAFAM ;

Considérant la proposition du président de l'ADAPEI de la Drôme, affiliée à l'UNAPEI ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignées pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier Drôme-Vivarais (Drôme)

En tant que représentantes des usagers, titulaires :

- Madame Jacqueline DROGUE, présentée par l'association UNAFAM ;
- Madame Charihane BENHIDA, présentée par l'ADAPEI de la Drôme ;

En tant que représentantes des usagers, suppléantes :

- Madame Saïda BELAID, présentée par l'association UNAFAM ;
- Madame Pascale OLLIER, présentée par l'association UNAFAM.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0176

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de la Clinique Kennedy (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations de Familles de Traumatisés crâniens et de Cérébro-lésés (UNAFTC) ;

Considérant la proposition du président du comité de la Drôme de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Considérant la proposition du président de l'AFTC Drôme-Ardèche, membre de l'UNAFTC ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers de la Clinique Kennedy (Drôme)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Alain BEAUJARD, présenté par le comité de la Drôme de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;
- Monsieur José SISA, présenté par l'AFTC Drôme-Ardèche.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0177

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de la Clinique La Parisière (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir (UFC QUE CHOISIR) ;

Considérant la proposition du président de l'association UFC QUE CHOISIR ;

Considérant la proposition du président de l'association CLCV ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignées pour participer à la commission des usagers de la Clinique La Parisière (Drôme)

En tant que représentantes des usagers, titulaires :

- Madame Maryse MAHIEUX, présentée par l'association UFC QUE CHOISIR ;
- Madame Corine SYLVESTRE, présentée par l'association CLCV.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0178

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de la Clinique pneumologie Les Rieux (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mai 2017 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération Française des Associations et Amicales de malades Insuffisants ou handicapés respiratoires (FFAAIR) ;

Vu l'arrêté n°2018-16-0012 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 20 décembre 2018, portant renouvellement d'agrément régional de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

Considérant la proposition du président de l'association FFAAIR ;

Considérant la proposition du président de de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers de la Clinique pneumologie Les Rieux (Drôme)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Dominique LEROY, présenté par l'association FFAAIR ;
- Madame Marie-Claude LEFORT, présentée par l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

En tant que représentant des usagers, suppléant :

- Monsieur Jean-Pierre MAZIERES, présenté par l'association FFAAIR.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0179

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du CRF Les Baumes (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Association des Paralysés de France (APF) ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale de Familles et Amis de personnes Malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM) ;

Vu l'arrêté ministériel du 07 juillet 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Association des accidentés de la vie (FNATH) ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juin 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations de Familles de Traumatisés crâniens et de Cérébro-lésés (UNAFTC) ;

Considérant la proposition du président de l'APF ;

Considérant la proposition du président de la FNATH ;

Considérant la proposition du président de l'UNAFAM ;

Considérant la proposition du président de l'UNAFTC ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du CRF Les Baumes (Drôme)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Michel RAMADIER, présenté par la FNATH ;
- Monsieur José SISA, présenté par l'UNAFTC ;

En tant que représentants des usagers, suppléants :

- Monsieur Etienne DELHOMME, présenté par l'APF ;
- Madame Françoise BATTESTI, présentée par l'UNAFAM.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0180

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre de Réadaptation Cardio-Respiratoire Dieulefit (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Consommation, Logement et Cadre de vie (CLCV) ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Alliance du Cœur ;

Vu l'arrêté ministériel du 07 juillet 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Vaincre la Mucoviscidose ;

Considérant la proposition du président de l'association CLCV ;

Considérant la proposition du président de l'association Alliance du Cœur ;

Considérant la proposition du président de l'association Vaincre la Mucoviscidose ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre de Réadaptation Cardio-Respiratoire Dieulefit (Drôme)

En tant que représentantes des usagers, titulaires :

- Madame Michèle LYON, présentée par l'association Vaincre la Mucoviscidose ;
- Madame Christiane CHAPOUAN, présentée par l'association Alliance du Cœur ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentants des usagers, suppléants :

- Madame Dominik MAISONNEUVE, présentée par l'association CLCV ;
- Monsieur Jean-Pierre VIGNON, présenté par l'association Alliance du Cœur.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0181

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Etablissement médical La Teppe (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale de Familles et Amis de personnes Malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM) ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV) ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 juin 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'association Epilepsie France ;

Considérant la proposition du président de l'association UNAFAM ;

Considérant la proposition du président de l'association CLCV ;

Considérant la proposition du président de l'association Epilepsie France ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers de l'Etablissement médical La Teppe (Drôme)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Madame Saïda BELAID, présentée par l'association UNAFAM ;
- Monsieur Jean-Paul GOUTTENOIRE, présenté par l'association Epilepsie France ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentantes des usagers, suppléantes :

- Madame Claudette DUPIN, présentée par l'association CLCV ;
- Madame Gisèle PERRIN-MERMOZ, présentée par l'association Epilepsie France.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0182

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Groupement hospitalier Portes Provence (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Association des Paralysés de France (APF) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté n°2018-16-0012 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 20 décembre 2018, portant renouvellement d'agrément régional de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

Vu l'arrêté n°2019-16-0062 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 22 juillet 2019, portant renouvellement d'agrément régional de l'association France Alzheimer Drôme ;

Considérant la proposition du président de l'association France Alzheimer Drôme ;

Considérant la proposition du président de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

Considérant la proposition du président de l'APF ;

Considérant la proposition du président du comité de la Drôme de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignées pour participer à la commission des usagers du Groupement hospitalier Portes de Provence (Drôme)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentantes des usagers, titulaires :

- Madame Gisèle VEZIAT, présentée par l'association France Alzheimer Drôme ;
- Madame Michèle AYME, présentée par l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

En tant que représentantes des usagers, suppléantes :

- Madame Marie-Catherine TIME, présentée par l'APF ;
- Madame Eve DECHANDOL, présentée par le comité de la Drôme de la Ligue Nationale Contre le Cancer.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0183

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers des Hôpitaux Drôme Nord (Drôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV) ;

Vu l'arrêté ministériel du 05 janvier 2017 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération nationale d'aide aux insuffisants rénaux (FRANCE REIN) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir (UFC QUE CHOISIR) ;

Vu l'arrêté n°2018-16-0012 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 20 décembre 2018, portant renouvellement d'agrément régional de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

Considérant la proposition du président de de l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

Considérant la proposition du président de l'association UFC QUE CHOISIR ;

Considérant la proposition du président de l'association FRANCE REIN ;

Considérant la proposition du président de l'association CLCV ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers des Hôpitaux Drôme Nord (Drôme)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Madame Brigitte CHIROUZE-VIVION, présentée par l'association UFC QUE CHOISIR ;
- Monsieur Charlie COUVREUR, présenté par l'Union Départementale des Associations Familiales de la Drôme ;

En tant que représentants des usagers, suppléants :

- Monsieur Patrick SIMON, présenté par l'association FRANCE REIN ;
- Monsieur Paul DENYS, présenté par l'association CLCV.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0184

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier de Modane (Savoie)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 novembre 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Générations mouvement – fédération nationale (GENERATIONS MOUVEMENT) ;

Vu l'arrêté n°2018-872 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 23 mars 2018 portant agrément régional de l'Union Régionale des Associations Familiales (URAF) Auvergne-Rhône-Alpes;

Considérant la proposition du président de l'association GENERATIONS MOUVEMENT ;

Considérant la proposition du président de l'URAF Auvergne-Rhône-Alpes ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier de Modane (Savoie)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Madame Claudine GILBERT, présentée par l'association GENERATIONS MOUVEMENT ;
- Monsieur Jean-Marie MORCANT, présenté par l'URAF Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0185

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier Métropole Savoie (Savoie)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mas 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir (UFC QUE CHOISIR) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations de Parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (UNAPEI) ;

Vu l'arrêté ministériel du 05 janvier 2017 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération nationale d'aide aux insuffisants rénaux (FRANCE REIN) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 novembre 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Générations mouvement – fédération nationale (GENERATIONS MOUVEMENT) ;

Considérant la proposition du président de l'association UFC QUE CHOISIR ;

Considérant la proposition du président de l'UDAPEI de la Savoie, affiliée à l'UNAPEI ;

Considérant la proposition du président de l'association FRANCE REIN ;

Considérant la proposition du président de l'association GENERATIONS MOUVEMENT ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier Métropole Savoie (Savoie)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Madame Micheline CARCASSONNE, présentée par l'association UFC QUE CHOISIR ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

- Monsieur Joaquim SOARES LEAO, présenté par l'association FRANCE REIN ;

En tant que représentantes des usagers, suppléantes :

- Madame Annie BRUNET, présentée par l'association GENERATIONS MOUVEMENT ;
- Madame Marielle EDMOND, présentée par l'UDAPEI de la Savoie.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0188

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier de Bourg Saint Maurice (Savoie)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) ;

Considérant la proposition du président de l'UDAF de la Savoie, affiliée à l'UNAF;

ARRETE

Article 1 : Est désignée pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier de Bourg Saint Maurice (Savoie)

En tant que représentante des usagers, titulaire :

- Madame Colette GODON, présentée par l'UDAF de la Savoie.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0189

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier de Saint-Jean-De-Maurienne (Savoie)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 05 janvier 2017 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération française des diabétiques (AFD) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations de Parents, de personnes handicapées mentales et de leurs amis (UNAPEI) ;

Vu l'arrêté n°2018-872 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 23 mars 2018 portant agrément régional de l'Union Régionale des Associations Familiales (URAF) Auvergne-Rhône-Alpes;

Considérant la proposition du président de l'URAF Auvergne-Rhône-Alpes ;

Considérant la proposition du président de l'UDAPEI de la Savoie, affiliée à l'UNAPEI ;

Considérant la proposition du président de l'AFD ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier de Saint-Jean-De-Maurienne (Savoie)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Jean-Marie MORCANT, présenté par l'URAF Auvergne-Rhône-Alpes ;
- Madame Marielle EDMOND, présentée par l'UDAPEI de la Savoie ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentante des usagers, suppléante :

- Madame Martine MOLLARD, présentée par l'AFD.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0190

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier Spécialisé de la Savoie (Savoie)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale des Associations Familiales (UNAF) ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération Nationale des Associations d'usagers en Psychiatrie (FNAPSY) ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale de Familles et Amis de personnes Malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM) ;

Considérant la proposition du président de l'UDAF de la Savoie, affiliée à l'UNAF ;

Considérant la proposition du président de l'UNAFAM ;

Considérant la proposition du président de la FNAPSY ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier Spécialisé de la Savoie (Savoie)

En tant que représentantes des usagers, titulaires :

- Madame Yamina DAOUD, présentée par l'UNAFAM ;
- Madame Magali LOSAPIO, présentée par l'UDAF de la Savoie ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentants des usagers, suppléants :

- Monsieur Jean-Claude PIZZIN, présenté par l'UNAFAM ;
- Monsieur Thierry PELLETIER, présenté par la FNAPSY.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0191

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de la Clinique médicale Le Sermay (Savoie)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale de Familles et Amis de personnes Malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM) ;

Considérant la proposition du président de l'association UNAFAM ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers de la Clinique médicale Le Sermay (Savoie)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Madame Annick ORSO, présentée par l'association UNAFAM ;
- Monsieur Patrick REFFET, présenté par l'association UNAFAM.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0192

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre de Rééducation Fonctionnelle Saint Alban (Savoie)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD) ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Association des Paralysés de France (APF) ;

Considérant la proposition du président de l'association ADMD ;

Considérant la proposition du président de l'APF ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Centre de Rééducation Fonctionnelle Saint Alban (Savoie)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Madame Claudine CASALE, présentée par l'association ADMD ;
- Monsieur Pierre GARDIEN, présenté par l'association APF.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0193

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre de Réadaptation Fonctionnelle et de Soins Zander (Savoie)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 avril 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union nationale des fédérations et associations de malades cardiovasculaires (ALLIANCE DU CŒUR) ;

Considérant la proposition du président de l'association ALLIANCE DU CŒUR ;

ARRETE

Article 1 : Est désigné pour participer à la commission des usagers du Centre de Réadaptation Fonctionnelle et de Soins Zander (Savoie)

En tant que représentant des usagers, titulaire :

- Monsieur René BONNIN, présenté par l'association ALLIANCE DU CŒUR.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0194

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Groupement de Coopération Sanitaire Clinique Herbert (Savoie)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 05 janvier 2017 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération nationale d'aide aux insuffisants rénaux (FRANCE REIN) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir (UFC QUE CHOISIR) ;

Considérant la proposition du président de l'association UFC QUE CHOISIR ;

Considérant la proposition du président du comité de la Savoie de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

Considérant la proposition du président de l'association FRANCE REIN ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers du Groupement de Coopération Sanitaire de la Clinique Herbert (Savoie)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Gérard BRUN, présenté par l'association UFC QUE CHOISIR ;
- Monsieur Didier GIGUET, présenté par le comité de la Savoie de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

En tant que représentant des usagers, suppléant :

- Monsieur Michel DUBOIS, présenté par l'association FRANCE REIN.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0195

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Hôpital privé Médipôle de Savoie (Savoie)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de la fédération des associations Jusqu'à La Mort Accompagner La Vie (JALMALV) ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 septembre 2018 portant renouvellement d'agrément national de la Confédération Nationale des Associations Familiales Catholiques (CNAFC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 novembre 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Générations mouvement – fédération nationale (GENERATIONS MOUVEMENT) ;

Considérant la proposition du président de l'association JALMALV ;

Considérant la proposition du président de l'association GENERATIONS MOUVEMENT ;

Considérant la proposition du président de la CNAFC ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignées pour participer à la commission des usagers de l'Hôpital privé Médipôle de Savoie (Savoie)

En tant que représentantes des usagers, titulaires :

- Madame Annie DUMOULIN, présentée par l'association JALMALV ;
- Madame Dominique COLLET, présentée par l'association GENERATIONS MOUVEMENT ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentantes des usagers, suppléantes :

- Madame Danièle GODE, présentée par la CNAFC ;
- Madame Claudine WATRIN, présentée par l'association GENERATIONS MOUVEMENT.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0239

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers du Centre Hospitalier Lucien Hussel (Isère)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération des associations Jusqu'à la Mort Accompagner La Vie (JALMALV) ;

Considérant la proposition du président de l'association JALMALV ;

ARRETE

Article 1 : Est désignée pour participer à la commission des usagers du Centre Hospitalier Lucien Hussel (Isère)

En tant que représentante des usagers, titulaire :

- Madame Jacqueline CROIZAT, présentée par l'association JALMALV.

Article 2 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 3 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 4 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

Article 5 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 6 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 8 : Le directeur de la délégation usagers et qualité de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0310

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Institut de cancérologie Lucien Neuwirth (Loire)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté n°2019-16-0046 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 3 mai 2019 portant renouvellement d'agrément régional du Comité féminin de la Loire pour la prévention et le dépistage des cancers ;

Vu l'arrêté n°2019-16-0226 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 7 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Institut de cancérologie Lucien Neuwirth (Loire) ;

Considérant la proposition du président de l'association Comité féminin de la Loire pour la prévention et le dépistage des cancers ;

Considérant la proposition du président du Comité de la Loire de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

ARRETE

Article 1 : Les dispositions de l'arrêté n°2019-16-0226 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 7 novembre 2019 sont abrogées.

Article 2 : Sont désignées pour participer à la commission des usagers de l'Institut de cancérologie Lucien Neuwirth (Loire)

En tant que représentantes des usagers, titulaires :

- Madame Andrée CHAIZE, présentée par le Comité féminin de la Loire pour la prévention et le dépistage des cancers ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

- Madame Jacqueline ACHARD, présentée par le Comité de la Loire de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

En tant que représentantes des usagers, suppléantes :

- Madame Hélène LANGLET, présentée par le Comité de la Loire de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;
- Madame Carmen PRIEUR, présentée par le Comité de la Loire de la Ligue Nationale Contre le Cancer.

Article 3 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 4 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 5 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 6 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 7 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 9 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0311

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de la Clinique de Saint Victor (Loire)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de Association pour le Droit de Mourir dans la Dignité (ADMD) ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de Union Nationale de Familles et Amis de personnes Malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté n° 2019-16-0217 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 7 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de la Clinique de Saint Victor (Loire) ;

Considérant la proposition du président de l'association ADMD ;

Considérant la proposition du président de l'association UNAFAM ;

Considérant la proposition du président du Comité de la Loire de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

ARRETE

Article 1 : Les dispositions de l'arrêté n°2019-16-0217 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 7 novembre 2019 sont abrogées.

Article 2 : Sont désignées pour participer à la commission des usagers de la Clinique de Saint Victor (Loire)

En tant que représentantes des usagers, titulaires :

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

- Madame Christiane BERTOLETTI, présentée par l'association ADMD ;
- Madame Annie CORBEL, présentée par l'association UNAFAM ;

En tant que représentantes des usagers, suppléantes :

- Madame Chantal GAJOVIC, présentée par l'association ADMD ;
- Madame Marie-Hélène THIVARD, présentée par le Comité de la Loire de la Ligue Nationale Contre le Cancer.

Article 3 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 4 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 5 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 6 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 7 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 9 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0333

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Association « Les Sapins » - Centre médical (Puy-De-Dôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Fédération des associations d'Aide aux Victimes d'Accidents Médicaux (AVIAM) ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 octobre 2016 portant renouvellement d'agrément national de la Ligue Nationale Contre le Cancer (LNCC) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir (UFC QUE CHOISIR) ;

Vu l'arrêté n°2019-16-0141 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 23 octobre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Association « Les Sapins » - Centre médical (Puy-De-Dôme) ;

Considérant la proposition du président de l'association UFC QUE CHOISIR ;

Considérant la proposition du président de l'association AVIAM ;

Considérant la proposition du président du Comité du Puy-de-Dôme de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;

ARRETE

Article 1 : Les dispositions de l'arrêté n°2019-16-0141 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 23 octobre 2019 sont abrogées.

Article 2 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers de l'Association « Les Sapins » - Centre médical (Puy-De-Dôme)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Jean DEVUN, présenté par l'association UFC QUE CHOISIR ;
- Madame Christine PERRET, présentée par l'association AVIAM ;

En tant que représentantes des usagers, suppléantes :

- Madame Catherine SOZEAU-MATHIEU, présentée par le Comité du Puy-de-Dôme de la Ligue Nationale Contre le Cancer ;
- Madame Annie KOZLOWSKI, présentée par l'association UFC QUE CHOISIR.

Article 3 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 4 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 5 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 6 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 7 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 9 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du pôle usagers – réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0334

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Hôpital privé La Chataigneraie (Puy-De-Dôme)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'association Consommation, Logement et Cadre de Vie (CLCV) ;

Vu l'arrêté ministériel du 02 mars 2017 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Fédérale des Consommateurs Que Choisir (UFC QUE CHOISIR) ;

Vu l'arrêté ministériel du 07 juillet 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Association des accidentés de la vie (FNATH) ;

Vu l'arrêté n°2019-16-0166 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 22 octobre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'Hôpital privé La Chataigneraie (Puy-De-Dôme) ;

Considérant la proposition du président de l'association UFC QUE CHOISIR ;

Considérant la proposition du président de l'association FNATH;

Considérant la proposition du président de l'association CLCV ;

ARRETE

Article 1 : Les dispositions de l'arrêté n°2019-16-0166 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 22 octobre 2019 sont abrogées.

Article 2 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers de l'Hôpital privé La Chataigneraie (Puy-De-Dôme)

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur Gérard BLOCH, présenté par l'association UFC QUE CHOISIR ;
- Madame Josiane TOURNEBIZE, présentée par l'association FNATH ;

En tant que représentantes des usagers, suppléantes :

- Madame Jacqueline SUDRE, présentée par l'association CLCV ;
- Madame Annie KOZLOWSKI, présentée par l'association UFC QUE CHOISIR.

Article 3 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 4 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 5 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 6 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 7 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 9 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du pôle usagers – réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-16-0335

Portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'établissement de Santé Mentale Portes de l'Isère (ESMPI) site Bourgoin-Jallieu (Isère)

Le directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la santé publique, et notamment ses articles L 1114-1, L 1112-3 et R 1112-79 à R 1112-90 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 226-13 et 226-14 ;

Vu le décret n°2016-726 du 1er juin 2016 relatif à la commission des usagers des établissements de santé ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 juin 2016 portant renouvellement d'agrément national de l'Union Nationale de Familles et Amis de personnes Malades et/ou handicapées psychiques (UNAFAM) ;

Vu l'arrêté ministériel du 9 octobre 2019 portant renouvellement d'agrément national de l'association ADVOCACY FRANCE ;

Vu l'arrêté n°2019-16-0255 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 6 novembre 2019 portant désignation des représentants des usagers au sein de la commission des usagers de l'établissement de Santé Mentale Portes de l'Isère (ESMPI) site Bourgoin-Jallieu (Isère) ;

Considérant la proposition du président de l'association UNAFAM ;

Considérant la proposition du président de l'association ADVOCACY FRANCE ;

ARRETE

Article 1 : Les dispositions de l'arrêté n°2019-16-0255 du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes en date du 6 novembre 2019 sont abrogées.

Article 2 : Sont désignés pour participer à la commission des usagers de l'établissement de Santé Mentale Portes de l'Isère (ESMPI) site Bourgoin-Jallieu (Isère)

En tant que représentants des usagers, titulaires :

- Monsieur André BONVALLET, présenté par l'association UNAFAM ;
- Madame Elisabeth MICHAELIAN, présentée par l'association UNAFAM ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (ars-ara-dpd@ars.sante.fr).

En tant que représentantes des usagers, suppléantes :

- Madame Anick MAZUYER, présentée par l'association UNAFAM ;
- Madame Marie-Claude GREVERIE présentée par l'association ADVOCACY FRANCE.

Article 3 : La durée du mandat des représentants d'usagers est de trois ans renouvelable, à compter du 1er décembre 2019.

Article 4 : Le mandat des membres désignés en qualité de représentants des usagers au sein de la commission des usagers prend fin en cas de perte de la qualité de représentant membre d'une association agréée de représentants des usagers du système de santé, ou en cas de perte de l'agrément de l'association considérée.

Article 5 : Les membres de la commission, autres que le président, qui sont concernés par une plainte ou une réclamation ne peuvent siéger lorsque la commission délibère sur le dossier en cause. Un membre titulaire empêché ou concerné par une plainte ou une réclamation est remplacé par son suppléant.

Article 6 : Les membres de la commission sont astreints au secret professionnel dans les conditions définies aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Article 7 : Les membres de la commission sont indemnisés au titre des frais de déplacement engagés dans le cadre de leur mission.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers, d'un recours :

- gracieux, auprès du directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes,
- hiérarchique, auprès de madame la ministre des solidarités et de la santé,
- contentieux, auprès du tribunal administratif compétent. Cette juridiction peut être saisie par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 9 : Le directeur de la direction inspection, justice et usagers de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

Pour le directeur général et par délégation,
La responsable du Pôle Usagers Réclamations
De la Direction Inspection, Justice et Usagers

Céline DEVEAUX

Arrêté n° 2019-05-0039

Portant autorisation complémentaire délivrée au Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) sis 4, rue Ampère - 26000 Valence, géré par l'association Tempo Oppélia, de participer à l'activité de dépistage par utilisation de tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 312-1, L. 313-1 et L. 313-1-1 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3411-8, L. 6211-3 et L. 6211-3-1 ;

Vu l'arrêté du 28 mai 2010 fixant les conditions de réalisation du diagnostic biologique de l'infection à virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et les conditions de réalisation du test rapide d'orientation diagnostique dans les situations d'urgence ;

Vu l'arrêté du 1er août 2016 déterminant la liste des tests, recueils et traitements de signaux biologiques qui ne constituent pas un examen de biologie médicale, les catégories de personnes pouvant les réaliser et les conditions de réalisation de certains de ces tests, recueils et traitements de signaux biologiques ;

Vu l'arrêté du 1er août 2016 fixant les conditions de réalisation des tests rapides d'orientation diagnostique de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) en milieu médico-social ou associatif ;

Vu l'arrêté n° 09-2789 du 22 juin 2009 portant transformation du centre spécialisé de soins aux toxicomanes sans hébergement Tempo en centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) ;

Vu l'arrêté n° 2012-3622 du 27 septembre 2012 prolongeant l'autorisation de fonctionnement du Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) Tempo géré par l'association Oppélia ;

Vu la demande d'autorisation complémentaire présentée le 8 mars 2019 par l'association Tempo Oppélia à l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Considérant que l'exigence de suivi par les personnels non médicaux d'une formation préalable à l'utilisation des tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) est satisfaite ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (*ars-ara-dpd@ars.sante.fr*).

ARRETE

Article 1er : L'autorisation complémentaire de participer à l'activité de dépistage par utilisation de tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) est accordée au Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) Tempo Oppélia (n° FINESS Etablissement : 260011697).

Cette autorisation prend effet à la date de signature du présent arrêté et court jusqu'à échéance de l'autorisation de fonctionnement du Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) Tempo Oppélia, soit jusqu'au 21 juin 2024.

Article 2 : Ces tests seront réalisés par les personnes dont les noms figurent en annexe du présent arrêté sur les sites suivants :

- CSAPA Tempo - 4 rue Ampère - 26000 Valence
- CSAPA Tempo - antenne de Montélimar - 15 avenue Kennedy - 26200 Montélimar
- CSAPA Tempo - antenne de Romans - 42, rue Jacquemart - 26100 Romans

De nouveaux sites d'intervention pourront être identifiés au cours de l'autorisation sous réserve d'en informer le directeur général de l'agence régionale de santé.

Le directeur de l'établissement tient la liste nominative des personnes formées à l'utilisation des tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) à la disposition du public accueilli et de l'agence régionale de santé.
Il doit informer l'agence régionale de santé de tout changement intervenant dans cette liste.

Article 3 : Tout changement important dans l'installation, l'organisation et le fonctionnement de cette activité par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance du directeur général de l'agence régionale de santé conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles.
La présente autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'agence régionale de santé.

Article 4 : Dans les deux mois suivant sa notification pour l'établissement concerné et sa publication pour les autres requérants, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : La directrice de la délégation départementale de de la Drôme de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de la préfecture du département de la Drôme.

Fait à Lyon, le 12 JUILLET 2019
Pour le directeur général et par délégation
Le directeur délégué de la prévention et
La protection de la santé
Marc MAISONNY

Annexe de l'arrêté n° 2019-05-0039

Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA) Tempo Oppélia sis à Valence (Drôme) (n° FINESS Etablissement : 260011697)

Les personnes dont le nom figure dans la liste ci-dessous sont autorisées à réaliser des tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) :

NOM - Prénom	Qualité	Organisme de formation	Date de l'attestation de formation
BAPTISTE Blandine	Educatrice spécialisée	ENIPSE	8 novembre 2018
Dr. CARRY-ARDOUIN Chantal	Médecin	GERES	5 octobre 2018
EDET Fabienne	Pharmacienne	GERES	5 octobre 2018
GINDRE Baptiste	Educateur spécialisé	ENIPSE	8 novembre 2018
Dr. LEIGNIER Jean-François	Médecin	GERES	5 octobre 2018
GRASS Céline	Infirmière	GERES	5 octobre 2018
HILAIRE Stéphanie	Infirmière	GERES	5 octobre 2018
MARECHET Géraldine	Infirmière	ENIPSE	8 novembre 2018
REY Emmanuelle	Assistante sociale	ENIPSE	8 novembre 2018
RISSER Christophe	Educateur spécialisé	ENIPSE	8 novembre 2018
Dr. VINCENT Corinne	Médecin	SOS Hépatites	10 juillet 2013

Arrêté n° 2019-05-0040

Portant autorisation complémentaire délivrée au Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) sis 4, rue Ampère - 26000 Valence, géré par l'association Tempo Oppélia, de participer à l'activité de dépistage par utilisation de tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC)

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé Auvergne-Rhône-Alpes
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 312-1, L. 313-1 et L. 313-1-1 ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 3411-8, L. 6211-3 et L. 6211-3-1 ;

Vu l'arrêté du 28 mai 2010 fixant les conditions de réalisation du diagnostic biologique de l'infection à virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et les conditions de réalisation du test rapide d'orientation diagnostique dans les situations d'urgence ;

Vu l'arrêté du 1er août 2016 déterminant la liste des tests, recueils et traitements de signaux biologiques qui ne constituent pas un examen de biologie médicale, les catégories de personnes pouvant les réaliser et les conditions de réalisation de certains de ces tests, recueils et traitements de signaux biologiques ;

Vu l'arrêté du 1er août 2016 fixant les conditions de réalisation des tests rapides d'orientation diagnostique de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) en milieu médico-social ou associatif ;

Vu l'arrêté n° 2012-3621 du 27 septembre 2012 portant autorisation de fonctionnement du Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) Tempo Oppélia ;

Vu la demande d'autorisation complémentaire présentée le 8 mars 2019 par l'association Tempo Oppélia à l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

Considérant que l'exigence de suivi par les personnels non médicaux d'une formation préalable à l'utilisation des tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) est satisfaite ;

Conformément au règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018 (décret 2018-687 du 1er août 2018), vous pouvez accéder aux données vous concernant ou demander leur effacement. Vous disposez également d'un droit d'opposition, d'un droit de rectification et d'un droit à la limitation du traitement de vos données. Pour exercer ces droits, vous pouvez contacter le Délégué à la Protection des Données (DPO) de l'ARS (*ars-ara-dpd@ars.sante.fr*).

ARRETE

Article 1er : L'autorisation complémentaire de participer à l'activité de dépistage par utilisation de tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) est accordée au Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) Tempo Oppélia (n° FINESS Etablissement : 260014519).

Cette autorisation prend effet à la date de signature du présent arrêté et court jusqu'à échéance de l'autorisation de fonctionnement du Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) Tempo Oppélia, soit jusqu'au 20 décembre 2025.

Article 2 : Ces tests seront réalisés par les personnes dont les noms figurent en annexe du présent arrêté sur les sites suivants :

- Locaux de Tempo Oppelia - Antenne de Montélimar - 15 avenue Kennedy
- Permanences chez les partenaires :
  - Crest : dans les locaux de Val Accueil
  - Buis-les-Baronnies : dans les locaux de l'association Intervalle - 7, place Jean Jaurès
  - Nyons : dans les locaux de l'association Anaïs - 4, rue Gambetta
  - Pierrelatte : dans les locaux du Centre Médico-Social - 4 bis avenue Maréchal Leclerc de Hautecloque
  - Saint-Paul-Trois-Châteaux : dans les locaux du Centre Médico-Social - 33 avenue Général de Gaulle

De nouveaux sites d'intervention pourront être identifiés au cours de l'autorisation sous réserve d'en informer le directeur général de l'agence régionale de santé.

Le directeur de l'établissement tient la liste nominative des personnes formées à l'utilisation des tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) à la disposition du public accueilli et de l'agence régionale de santé.
Il doit informer l'agence régionale de santé de tout changement intervenant dans cette liste.

Article 3 : Tout changement important dans l'installation, l'organisation et le fonctionnement de cette activité par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation devra être porté à la connaissance du directeur général de l'agence régionale de santé conformément à l'article L. 313-1 du code de l'action sociale et des familles.
La présente autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'agence régionale de santé.

Article 4 : Dans les deux mois suivant sa notification pour l'établissement concerné et sa publication pour les autres requérants, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent.
Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Article 5 : La directrice de la délégation départementale de la Drôme de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et le directeur de l'établissement concerné sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et de la préfecture du département de la Drôme.

Fait à Lyon, le 12 JUILLET 2019
Pour le directeur général et par délégation
Le directeur délégué de la prévention et
la protection de la santé
Marc MAISONNY

Annexe de l'arrêté n° 2019-05-0040

Centre d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues (CAARUD) Tempo Oppélia sis à Valence (Drôme) (n° FINESS Etablissement : 260014519)

Les personnes dont le nom figure dans la liste ci-dessous sont autorisées à réaliser des tests rapides d'orientation diagnostique (TROD) de l'infection par les virus de l'immunodéficience humaine (VIH 1 et 2) et de l'infection par le virus de l'hépatite C (VHC) :

NOM - Prénom	Qualité	Organisme de formation	Date de l'attestation de formation
DIEDERICHS Philippe	Educateur spécialisé	ENIPSE	8 novembre 2018
GRASS Céline	Infirmière	GERES	5 octobre 2018
MARECHET Géraldine	Infirmière	ENIPSE	8 novembre 2018
RISSER Christophe	Educateur spécialisé	ENIPSE	8 novembre 2018

Appel à projets conjoint ARS et Département de la Loire n° 2019-AJ-42
Création d'un accueil de jour pour personnes âgées
dans le département de la Loire

Commission d'information et de sélection du 24 septembre 2019
Avis de classement

Trois projets ont été reçus au siège de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Département de la Loire.

Tous les projets ont été instruits et soumis à la commission d'information et de sélection.

Le classement est le suivant :

1- Centre de santé Infirmier (CSI) de Bourg-Argental
2- Centre hospitalier de Pélussin
3- Association la Pierre Angulaire

Conformément à l'article R.313-6-2 du code de l'action sociale et des familles, l'avis de classement de la commission de sélection est publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes et du Département de la Loire.

Il est également mis en ligne sur les sites internet de l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes et du Département de la Loire.

Fait à Lyon, le 24 septembre 2019

Le responsable du pôle autonomie
de la délégation départementale de la Loire
l'Agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes

Co-Président

Jérôme LACASSAGNE

La Vice-présidente du Conseil départemental
De la Loire
En charge de l'enfance, de l'action sociale
départementale et du logement
Co- Présidente

Solange BERLIER

DECISION TARIFAIRE N° 2282 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE SOINS POUR 2019 DE SSIAD MUTUALITE DES SAVOIE - 740785381

Décision 2019-12-0165

Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2018-1203 du 22/12/2018 de financement de la Sécurité Sociale pour 2019 publiée au Journal Officiel du 23/12/2018 ;

VU l'arrêté ministériel du 14/05/2019 publié au Journal Officiel du 04/06/2019 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2019 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;

VU la décision du 15/05/2019 publiée au Journal Officiel du 06/06/2019 relative aux dotations régionales limitatives 2019 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2019 ;

VU le décret du 6 octobre 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Yves GRALL en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 de la structure SSIAD dénommée SSIAD MUTUALITE DES SAVOIE (740785381) sise 49, AV DE FRANCE, 74000, ANNECY et gérée par l'entité dénommée MUTUALITE FRANÇAISE DES SAVOIE (740787676) ;

Considérant la décision tarifaire initiale n°1570 en date du 30/07/2019 portant fixation de la dotation globale de soins pour 2019 de la structure dénommée SSIAD MUTUALITE DES SAVOIE - 740785381.

DECIDE

Article 1ER A compter du 01/01/2019, la dotation globale de soins est modifiée et fixée à 1 889 862.58€ au titre de 2019. Elle se répartit comme suit :

- pour l'accueil de personnes âgées : 1 758 306.20€ (fraction forfaitaire s'élevant à 146 525.52€).
Le prix de journée est fixé à 54.76€.

- pour l'accueil de personnes handicapées : 131 556.38€ (fraction forfaitaire s'élevant à 10 963.03€).
Le prix de journée est fixé à 36.87€.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	227 281.62
	- dont CNR	0.00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 517 880.02
	- dont CNR	180 000.00
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	94 281.27
	- dont CNR	0.00
	Reprise de déficits	50 419.67
	TOTAL Dépenses	1 889 862.58
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	1 889 862.58
	- dont CNR	180 000.00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0.00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0.00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	1 889 862.58

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Article 2 A compter du 1er janvier 2020, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

• dotation globale de soins 2020 : 1 659 442.91€. Cette dotation se répartit comme suit :
- pour l'accueil de personnes âgées : 1 527 886.53€ (fraction forfaitaire s'élevant à 127 323.88€).
Le prix de journée est fixé à 47.58€.

- pour l'accueil de personnes handicapées : 131 556.38€ (fraction forfaitaire s'élevant à 10 963.03€).
Le prix de journée est fixé à 36.87€.

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin , 69433, LYON CEDEX 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire MUTUALITE FRANÇAISE DES SAVOIE (740787676) et à l'établissement concerné.

Fait à ANNECY , Le 21/11/2019

Le Directeur Général

Pour le Directeur Général
Audrey BERNARDI
Responsable du Service Grand Age

DECISION TARIFAIRE N° 1966 / 2019-11-0112 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE SOINS POUR 2019 DE SSIAD D'ALBERTVILLE - 730789674

Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2018-1203 du 22/12/2018 de financement de la Sécurité Sociale pour 2019 publiée au Journal Officiel du 23/12/2018 ;

VU l'arrêté ministériel du 14/05/2019 publié au Journal Officiel du 04/06/2019 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2019 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;

VU la décision du 15/05/2019 publiée au Journal Officiel du 06/06/2019 relative aux dotations régionales limitatives 2019 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2019 ;

VU le décret du 6 octobre 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Yves GRALL en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 de la structure SSIAD dénommée SSIAD D'ALBERTVILLE (730789674) sise 7, R PASTEUR, 73200, ALBERTVILLE et gérée par l'entité dénommée CIAS ARLYSERE (730784428) ;

Considérant la décision tarifaire initiale n°1302 en date du 12/07/2019 portant fixation de la dotation globale de soins pour 2019 de la structure dénommée SSIAD D'ALBERTVILLE - 730789674.

DECIDE

Article 1ER A compter du 01/11/2019, la dotation globale de soins est modifiée et fixée à -0.00€ au titre de 2019. Elle se répartit comme suit :

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0.00
	- dont CNR	0.00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	0.00
	- dont CNR	0.00
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0.00
	- dont CNR	0.00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	0.00
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	-0.00
	- dont CNR	0.00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0.00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0.00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	0.00

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Article 2 A compter du 1er janvier 2020, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

• dotation globale de soins 2020 : -0.00€. Cette dotation se répartit comme suit :

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON CEDEX 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CIAS ARLYSERE (730784428) et à l'établissement concerné.

Fait à Chambéry , Le 28/10/2019

Pour le Directeur général et par délégation,
L'Adjointe au directeur départemental 73-Savoie
Responsable du pôle autonomie par intérim

Signé

Francine PERNIN

DECISION TARIFAIRE N° 1967 / 2019-11-0113 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE SOINS POUR 2019 DE SSIAD DU CIAS DE FRONTENEX - 730012614

Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2018-1203 du 22/12/2018 de financement de la Sécurité Sociale pour 2019 publiée au Journal Officiel du 23/12/2018 ;

VU l'arrêté ministériel du 14/05/2019 publié au Journal Officiel du 04/06/2019 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2019 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;

VU la décision du 15/05/2019 publiée au Journal Officiel du 06/06/2019 relative aux dotations régionales limitatives 2019 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2019 ;

VU le décret du 6 octobre 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Yves GRALL en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 25/07/2017 de la structure SSIAD dénommée SSIAD DU CIAS DE FRONTENEX (730012614) sise 5, ALL FLOREAL, 73460, FRONTENEX et gérée par l'entité dénommée CIAS ARLYSERE (730784428) ;

Considérant la décision tarifaire initiale n°1304 en date du 12/07/2019 portant fixation de la dotation globale de soins pour 2019 de la structure dénommée SSIAD DU CIAS DE FRONTENEX - 730012614.

DECIDE

Article 1ER A compter du 01/11/2019, la dotation globale de soins est modifiée et fixée à 0.00€ au titre de 2019. Elle se répartit comme suit :

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0.00
	- dont CNR	0.00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	0.00
	- dont CNR	0.00
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0.00
	- dont CNR	0.00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	0.00
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	0.00
	- dont CNR	0.00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0.00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0.00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	0.00

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Article 2 A compter du 1er janvier 2020, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

• dotation globale de soins 2020 : 0.00€. Cette dotation se répartit comme suit :

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON CEDEX 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CIAS ARLYSERE (730784428) et à l'établissement concerné.

Fait à Chambéry , Le 28/10/2019

Pour le Directeur général et par délégation,
L'Adjointe au directeur départemental 73-Savoie
Responsable du pôle autonomie par intérim

Signé

Francine PERNIN

DECISION TARIFAIRE N° 1968 / 2019-11-0114 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE SOINS POUR 2019 DE SSIAD ARLYSERE - 730005139

Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2018-1203 du 22/12/2018 de financement de la Sécurité Sociale pour 2019 publiée au Journal Officiel du 23/12/2018 ;

VU l'arrêté ministériel du 14/05/2019 publié au Journal Officiel du 04/06/2019 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2019 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;

VU la décision du 15/05/2019 publiée au Journal Officiel du 06/06/2019 relative aux dotations régionales limitatives 2019 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2019 ;

VU le décret du 6 octobre 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Yves GRALL en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 01/01/2019 de la structure SSIAD dénommée SSIAD ARLYSERE (730005139) sise 2, AV DES CHASSEURS ALPINS, 73207, FRONTENEX et gérée par l'entité dénommée CIAS ARLYSERE (730784428) ;

Considérant la décision tarifaire initiale n°1303 en date du 12/07/2019 portant fixation de la dotation globale de soins pour 2019 de la structure dénommée SSIAD ARLYSERE - 730005139.

DECIDE

Article 1ER A compter du 01/11/2019, la dotation globale de soins est modifiée et fixée à 1 416 067.35€ au titre de 2019. Elle se répartit comme suit :

- pour l'accueil de personnes âgées : 1 324 870.63€ (fraction forfaitaire s'élevant à 110 405.89€).
Le prix de journée est fixé à 37.81€.

- pour l'accueil de personnes handicapées : 91 196.72€ (fraction forfaitaire s'élevant à 7 599.73€).
Le prix de journée est fixé à 35.69€.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	161 996.24
	- dont CNR	3 085.57
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 189 807.58
	- dont CNR	19 670.92
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	116 907.29
	- dont CNR	2 243.51
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	1 468 711.11
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	1 416 067.35
	- dont CNR	25 000.00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0.00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0.00
	Reprise d'excédents	52 643.76
	TOTAL Recettes	1 468 711.11

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Article 2 A compter du 1er janvier 2020, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

• dotation globale de soins 2020 : 1 443 711.11€. Cette dotation se répartit comme suit :
- pour l'accueil de personnes âgées : 1 357 514.39€ (fraction forfaitaire s'élevant à 113 126.20€).
Le prix de journée est fixé à 38.74€.

- pour l'accueil de personnes handicapées : 86 196.72€ (fraction forfaitaire s'élevant à 7 183.06€).
Le prix de journée est fixé à 33.74€.

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON CEDEX 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CIAS ARLYSERE (730784428) et à l'établissement concerné.

Fait à Chambéry , Le 28/10/2019

Pour le Directeur général et par délégation,
L'Adjointe au directeur départemental 73-Savoie
Responsable du pôle autonomie par intérim

Signé

Francine PERNIN

DECISION TARIFAIRE N° 2034 / 2019-11-0126 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE SOINS POUR 2019 DE SSIAD DU PAYS DES BAUGES - 730005758

Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2018-1203 du 22/12/2018 de financement de la Sécurité Sociale pour 2019 publiée au Journal Officiel du 23/12/2018 ;

VU l'arrêté ministériel du 14/05/2019 publié au Journal Officiel du 04/06/2019 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2019 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;

VU la décision du 15/05/2019 publiée au Journal Officiel du 06/06/2019 relative aux dotations régionales limitatives 2019 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2019 ;

VU le décret du 6 octobre 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Yves GRALL en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 16/05/2007 de la structure SSIAD dénommée SSIAD DU PAYS DES BAUGES (730005758) sise 0, CHE DU PRE ROND, 73630, LE CHATELARD et gérée par l'entité dénommée FONDAT. VILLAGES SANTE HOSPIT ALTITUDE (740780168) ;

Considérant la décision tarifaire initiale n°1235 en date du 09/07/2019 portant fixation de la dotation globale de soins pour 2019 de la structure dénommée SSIAD DU PAYS DES BAUGES - 730005758.

DECIDE

Article 1ER A compter du 01/12/2019, la dotation globale de soins est modifiée et fixée à 211 985.94€ au titre de 2019. Elle se répartit comme suit :

- pour l'accueil de personnes âgées : 211 985.94€ (fraction forfaitaire s'élevant à 17 665.49€).
Le prix de journée est fixé à 38.72€.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 829.95
	- dont CNR	1 041.34
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	190 456.90
	- dont CNR	22 461.03
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	12 699.09
	- dont CNR	1 497.63
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	211 985.94
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	211 985.94
	- dont CNR	25 000.00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0.00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0.00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	211 985.94

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Article 2 A compter du 1er janvier 2020, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

• dotation globale de soins 2020 : 186 985.94€. Cette dotation se répartit comme suit :
- pour l'accueil de personnes âgées : 186 985.94€ (fraction forfaitaire s'élevant à 15 582.16€).
Le prix de journée est fixé à 34.15€.

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON CEDEX 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire FONDAT. VILLAGES SANTE HOSPIT ALTITUDE (740780168) et à l'établissement concerné.

Fait à Chambéry , Le 20/11/2019

Pour le Directeur général et par délégation,
L'Adjointe au directeur départemental 73-Savoie
Responsable du pôle autonomie par intérim

Signé

Francine PERNIN

DECISION TARIFAIRE N° 2035 / 2019-11-0127 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE SOINS POUR 2019 DE SSIAD ST JEAN DE MAURIENNE - 730790011

Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2018-1203 du 22/12/2018 de financement de la Sécurité Sociale pour 2019 publiée au Journal Officiel du 23/12/2018 ;

VU l'arrêté ministériel du 14/05/2019 publié au Journal Officiel du 04/06/2019 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2019 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;

VU la décision du 15/05/2019 publiée au Journal Officiel du 06/06/2019 relative aux dotations régionales limitatives 2019 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2019 ;

VU le décret du 6 octobre 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Yves GRALL en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 03/01/2017 de la structure SSIAD dénommée SSIAD ST JEAN DE MAURIENNE (730790011) sise 179, R DU DOCTEUR GRANGE, 73302, SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE et gérée par l'entité dénommée CH DE SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE (730780103) ;

Considérant la décision tarifaire initiale n°1230 en date du 09/07/2019 portant fixation de la dotation globale de soins pour 2019 de la structure dénommée SSIAD ST JEAN DE MAURIENNE - 730790011.

DECIDE

Article 1ER A compter du 01/12/2019, la dotation globale de soins est modifiée et fixée à 374 099.66€ au titre de 2019. Elle se répartit comme suit :

- pour l'accueil de personnes âgées : 350 565.90€ (fraction forfaitaire s'élevant à 29 213.83€).
Le prix de journée est fixé à 40.43€.

- pour l'accueil de personnes handicapées : 23 533.76€ (fraction forfaitaire s'élevant à 1 961.15€).
Le prix de journée est fixé à 32.69€.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 106.26
	- dont CNR	2 093.53
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	346 685.91
	- dont CNR	27 801.62
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 307.49
	- dont CNR	104.85
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	374 099.66
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	374 099.66
	- dont CNR	30 000.00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0.00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0.00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	374 099.66

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Article 2 A compter du 1er janvier 2020, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

• dotation globale de soins 2020 : 344 099.66€. Cette dotation se répartit comme suit :
- pour l'accueil de personnes âgées : 320 565.90€ (fraction forfaitaire s'élevant à 26 713.83€).
Le prix de journée est fixé à 36.97€.

- pour l'accueil de personnes handicapées : 23 533.76€ (fraction forfaitaire s'élevant à 1 961.15€).
Le prix de journée est fixé à 32.69€.

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin, 69433, LYON CEDEX 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CH DE SAINT-JEAN-DE-MAURIENNE (730780103) et à l'établissement concerné.

Fait à Chambéry , Le 20/11/2019

Pour le Directeur général et par délégation,
L'Adjointe au directeur départemental 73-Savoie
Responsable du pôle autonomie par intérim

Signé

Francine PERNIN

DECISION TARIFAIRE N°2257 PORTANT MODIFICATION DE LA DOTATION GLOBALE DE FINANCEMENT POUR 2019 DE

UNITE TS2A - 690038013

Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes

VU le Code de l'Action Sociale et des Familles ;

VU le Code de la Sécurité Sociale ;

VU la loi n° 2018-1203 du 22/12/2018 de financement de la Sécurité Sociale pour 2019 publiée au Journal Officiel du 23/12/2018 ;

VU l'arrêté ministériel du 14/05/2019 publié au Journal Officiel du 04/06/2019 pris en application de l'article L314-3 du Code de l'Action Sociale et des Familles fixant, pour l'année 2019 l'objectif global de dépenses d'assurance maladie et le montant total de dépenses pour les établissements et services relevant de la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie ;

VU la décision du 15/05/2019 publiée au Journal Officiel du 06/06/2019 relative aux dotations régionales limitatives 2019 et à la moyenne nationale des besoins en soins requis 2019 ;

VU le décret du 6 octobre 2016 portant nomination de Monsieur Jean-Yves GRALL en qualité de Directeur Général de l'agence régionale de santé Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'autorisation ou le renouvellement d'autorisation en date du 01/11/2018 de la structure EEAH dénommée UNITE TS2A (690038013) sise 95, BD PINEL, 69678, BRON et gérée par l'entité dénommée CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER (690780101) ;

Considérant La décision tarifaire initiale n°1900 en date du 01/10/2019 portant fixation de la dotation globale de financement pour 2019 de la structure dénommée UNITE TS2A - 690038013.

DECIDE

Article 1er A compter du 01/01/2019, au titre de 2019, la dotation globale de financement est modifiée et fixée à 200 000.00€.

Les recettes et les dépenses prévisionnelles de la structure sont autorisées comme suit :

	GROUPES FONCTIONNELS	MONTANTS EN EUROS
DEPENSES	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	5 000.00
	- dont CNR	0.00
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	179 268.00
	- dont CNR	0.00
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	15 732.00
	- dont CNR	0.00
	Reprise de déficits	
	TOTAL Dépenses	200 000.00
RECETTES	Groupe I Produits de la tarification	200 000.00
	- dont CNR	0.00
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0.00
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0.00
	Reprise d'excédents	
	TOTAL Recettes	200 000.00

Dépenses exclues du tarif : 0.00€

Pour 2019, la fraction forfaitaire mensuelle s'établit à 16 666.67€.

Le prix de journée est de 0.00€.

Article 2 A compter du 1er janvier 2020, en application de l'article L.314-7 du CASF, les tarifs de reconduction sont fixés, à titre transitoire, à :

- dotation globale de financement 2020 : 200 000.00€
(douzième applicable s'élevant à 16 666.67€)
- prix de journée de reconduction : 0.00€

Article 3 Les recours contentieux dirigés contre la présente décision doivent être portés devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale sis 184, rue Duguesclin , 69433, LYON CEDEX 03 dans un délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes auxquelles elle sera notifiée, à compter de sa notification.

Article 4 La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture.

Article 5 Le Directeur Général de l'ARS Auvergne-Rhône-Alpes est chargé(e) de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à l'entité gestionnaire CENTRE HOSPITALIER LE VINATIER (690038013) et à l'établissement concerné.

Fait à Lyon , Le 19/11/2019

Le Directeur Général

Par délégation,
La Responsable du service pour personnes handicapées,

Muriel BROSSE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

ARRÊTÉ N° 2019-300

Fixant la composition des comités techniques régionaux de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles d'Auvergne-Rhône-Alpes

Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
péfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu le code rural et notamment son article R. 751-160 ;

Vu l'arrêté du 25 février 1974, modifié notamment par l'arrêté du 12 janvier 2010, relatif à la composition et au fonctionnement des comités techniques nationaux et des comités techniques régionaux ;

Vu les propositions des organisations syndicales et professionnelles de salariés et d'employeurs agricoles concernées ;

Vu l'avis du directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Auvergne-Rhône-Alpes ;

Sur proposition du secrétaire général pour les affaires régionales ;

ARRÊTE :

Article 1er

Sont désignés pour siéger, pour une durée de quatre ans à compter de la date du présent arrêté, au comité technique régional de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles des départements auvergnats :

1) - En qualité des représentants des salariés agricoles

a) - Au titre des représentants de la Fédération nationale agroalimentaire et forestière – C.G.T. :

Titulaire : Monsieur GUEULLET Daniel
Suppléant : Monsieur AUBERT Didier

b) - Au titre des représentants de la Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des services annexes – F.O. :

Titulaire : Monsieur FROMENT Sylvain
Suppléant : Monsieur ALLEMAND Nicolas

c) - Au titre des représentants de la Fédération générale agroalimentaire - C.F.D.T. :

Titulaires : Monsieur ZAPATA Jean
Monsieur VOISSIÈRE Frédéric
Madame FAUCHER Emilie

Suppléante : Madame BRUNET Marie-José
Siège non pourvu
Siège non pourvu

d) - Au titre des représentants du Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles / C.F.E. – C.G.C. :

Titulaire : Madame MICHAUX Joslyne
Suppléant : Monsieur DEZEMARD Richard

2) - En qualité des représentants des employeurs de main d'œuvre agricoles

a) - Au titre des représentants de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles :

Titulaires : Madame CHOMETTE Viviane
Monsieur SERVIER Pascal
siège non pourvu

Suppléant : siège non pourvu
siège non pourvu
siège non pourvu

b) - Au titre des représentants du Syndicat national des entrepreneurs des territoires :

Titulaire : Monsieur ALEXANDRE Eric
Suppléant : Monsieur MONPLOT Philippe

d) Au titre de représentants de l'Union des entrepreneurs du paysage Auvergne-Rhône-Alpes (U.N.E.P.) :

Titulaire : siège non pourvu
Suppléant : siège non pourvu

c) - Au titre des représentants de la Confédération paysanne :

Titulaire : Madame NÉRON Isabelle
Suppléant : Monsieur CORDIER Léonard

Article 2

Sont désignés pour siéger, pour une durée de quatre ans à compter de la date du présent arrêté, au comité technique régional de prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles des salariés agricoles des départements rhônalpins :

1) - En qualité des représentants des salariés agricoles

a) - Au titre des représentants de l'Union syndicale agroalimentaire et forêts région Rhône-Alpes – C.G.T. :

Titulaires : Monsieur COCHET Didier
Suppléant : Monsieur FERRIER Damien

b) - Au titre des représentants de la Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des services annexes – F.O. :

Titulaire : Monsieur LAPERRIÈRE Philippe
Suppléante : Madame DREVON Patricia

c) - Au titre des représentants de l'Union professionnelle régionale agro-alimentaire - C.F.D.T. :

Titulaires : Monsieur FAES Alexandre
Monsieur GIRARD Thierry
Suppléant(e)s : Monsieur SIVARDIÈRE Patrick
Madame TARDY Isabelle

e) - Au titre des représentants du Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles / C.F.E. – C.G.C. :

Titulaire : Madame FESSY REY Emmanuelle
Suppléante : Madame BLACHIER Nathalie

d) - Au titre des représentants de l'Union nationale des syndicats autonomes (U.N.S.A.- AA). :

Titulaire : Siège non pourvu
Suppléante : Siège non pourvu

2) - En qualité des représentants des employeurs de main d'œuvre agricoles

a) - Au titre des représentants de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles :

Titulaire : Madame MERLAND Claire
Siège non pourvu
Siège non pourvu

Suppléante : Madame POCCARD Valérie
Siège non pourvu
Siège non pourvu

b) - Au titre des représentants du Syndicat national des entrepreneurs des territoires :

Titulaire : Madame PERRIN Martine
Suppléant : Monsieur ROGUET Stéphane

d) Au titre de représentants de l'Union des entrepreneurs du paysage Auvergne-Rhône-Alpes (U.N.E.P.) :

Titulaire : Monsieur PEREZ Fabien

Suppléant : siège non pourvu

e) - Au titre des représentants de la Confédération paysanne :

Titulaire : Siège non pourvu
Suppléante : Siège non pourvu

Article 3 :

L'arrêté 2019-263 du 26 septembre 2019 est abrogé.

Article 4 :

Monsieur le secrétaire général pour les affaires régionales et Monsieur le directeur régional des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture d'Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à Lyon, le 18 novembre 2019

Pour le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
et du département du Rhône,
par délégation

Le secrétaire général pour les affaires régionales

Guy LÉVI

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 188
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale *Espace Femmes Geneviève D*
géré par *Espace Femmes Geneviève D*
n° SIRET *438 873 804 000 43*
N° FINESS *74 001 160 6*

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

Vu le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 03/11/2016 nommant M. Pierre Lambert, Préfet du département de Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 01/10/2007 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement Espace Femmes Geneviève D fixant sa capacité à 10 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 02/02/2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de Haute-Savoie, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 31/10/2018 pour l'exercice 2019

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 21/01/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement (reçue le 03/07/2019)

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 10 places de stabilisation en diffus;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018*;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 05/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Espace Femmes Geneviève D, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	11 448 €	138 767 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	96 822 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	30 497 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	120 270 €	138 767 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	17 017 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	1 480 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:

Montant total annuel de 120 270 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 10 022.50 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 120 270 € €, pour une capacité autorisée de 10 places d'insertion-stabilisation au total

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **21026644304-clé50,** détenu par l'entité gestionnaire ESPACE FEMMES GENEVIEVE D.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 120 270 € et est répartie comme suit par activité:

- 120 270 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 10 022.50 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de Haute-Savoie, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 26 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 189
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale *LA PASSERELLE,*
géré par *LA PASSERELLE*
n° SIRET *328 712 286 000 25*
N° FINESS *74 078 585 2*

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 03/11/2016 nommant M. Pierre Lambert, Préfet du département de Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 30/04/2014 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement LA PASSERELLE fixant sa capacité à 95 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 02/02/2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de Haute-Savoie, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 22/10/2018 pour l'exercice 2019

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 21/06/2019 ;

Considérant l'absence de réponse aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 55 places d'insertion dont 40 places en diffus et 15 places en regroupé
- 40 places d'hébergement d'urgence dont 13 places en diffus et 27places en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018*) ;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 05/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale LA PASSERELLE, sont autorisées et réparties comme suit:

INSERTION	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 830 €	728 294 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	486 279 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *dont total des crédits non reconductibles*	171 185 € *10 000 €*	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *dont total des crédits non reconductibles*	673 619 € *10 000 €*	728 294 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	36 675 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	18 000 €	

URGENCE LA MARGELLE	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	38 119 €	272 848 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	199 227 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	35 502 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	250 000 €	272 848 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	22 848 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

URGENCE LE MOLE	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	29 004 €	220 876 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	161 214 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	20 658 €	
	Crédits Non Reconductibles	10 000 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *dont total des crédits non reconductibles*	130 000 € *10 000 €*	220 876 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	90 876 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 1 053 619 € €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 87 801.58 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 673 619 €, pour une capacité autorisée de 55 places d'insertion-stabilisation au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 380 000 €, pour une capacité autorisée de 40 places d'urgence au total

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 20 000 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet : aide ponctuelle pour la démarche de restructuration en cours.	Ligne d'imputation CHORUS
10 000 €	Crédit Plan Pauvreté	**0177-010512-10**
10 000 €	Crédit Plan Pauvreté	**0177-010512-12**

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **0037262777-clé36,** détenu par l'entité gestionnaire LA PASSERELLE.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 1 033 619 € et est répartie comme suit par activité:

- 663 619 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 55 301.58 € par douzième ;
- 370 000 € pour l'hébergement d'urgence, soit 30 833.33 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de Haute-Savoie, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 26 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 190
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale *Foyer Du Léman,*
géré par *Foyer Du Léman*
n° SIRET *776 570 004 000 15*
N° FINESS *74 078 499 6*

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 03/11/2016 nommant M. Pierre Lambert, Préfet du département de Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 03/01/2017 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement Foyer Du Léman; fixant sa capacité à 30 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 02/02/2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de Haute-Savoie, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 30/10/2018 pour l'exercice 2019

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 21/06/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement (reçue le 28/06/2019) aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 30 places d'insertion en regroupé

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018*;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 05/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Foyer Du Léman, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	55 223 €	475 423 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	333 022 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *dont total des crédits non reconductibles*	87 178 € *5 000 €*	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *dont total des crédits non reconductibles*	407 800 € *5 000 €*	475 423 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	7 011 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	60 612 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 407 800 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 33 983.33 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 407 800 €, pour une capacité autorisée de 30 places d'insertion-stabilisation au total

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 5 000 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet : soutien au fonctionnement de la structure	Ligne d'imputation CHORUS
5 000 €	Crédit Plan Pauvreté	**0177-010512-10**

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **00020069003-clé47,** détenu par l'entité gestionnaire Foyer Du Léman.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 402 800 € et est répartie comme suit par activité:

- 402 800 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 33 566.66 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de Haute-Savoie, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 26 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 191
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale *Maison St Martin,*
géré par *Maison de La Saint Martin*
n° SIRET *321 502 767 000 15*
N° FINESS *74 078 584 5*

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 03/11/2016 nommant M. Pierre Lambert, Préfet du département de Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 18/01/2019 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement Maison St Martin; fixant sa capacité à 41 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 02/02/2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de Haute-Savoie, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 30/10/2018 pour l'exercice 2019

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 21/06/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement reçue le 02/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 40 places d'insertion dont 10 places en diffus et 30 places en regroupé
- 2 places d'hébergement d'urgence en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018*;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 05/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Maison St Martin, sont autorisées et réparties comme suit:

INSERTION	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	65 644 €	598 450 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	446 001 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *dont total des crédits non reconductibles*	86 805 € *5 000 €*	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *dont total des crédits non reconductibles*	537 000 € *5 000 €*	598 450 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	44 500 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	1 950 €	
	Reprise d'Excédent	15 000 €	

URGENCE	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 012 €	19 000 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	13 466 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 522 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	19 000 €	19 000 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

Accompagnement Hors Les Murs	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	0 €	41 000 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	35 151 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	0 €	
	Crédits non reconductibles	5 849 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *dont total des crédits non reconductibles*	41 000 € *5 849 €*	41 000 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissa	0 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 597 000€.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 49 750 €.
La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 537 000 €, pour une capacité autorisée de 40 places d'insertion-stabilisation au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 19 000 €, pour une capacité autorisée de 2 places d'urgence au total

- DGF **AHLM** : 41 000 *€* (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11)**

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 10 849 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet : soutien au fonctionnement de la structure	Ligne d'imputation CHORUS
5 000 €	Crédit Plan Pauvreté	**0177-010512-10**
5 849 €	Crédit Plan Pauvreté	**0177- 010512-11**

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **83423225190-clé35,** détenu par l'entité gestionnaire Maison de La St Martin.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 601 151 € et est répartie comme suit par activité:

- 547 000 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 45 583.33 € par douzième ;
- 19 000 € pour l'hébergement d'urgence, soit 1 583.33 € par douzième ;
- 35 151 € pour les autres activités, soit 2 929.25 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de Haute-Savoie, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 26 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 192
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale *Maison Coluche,*
géré par *Maison Coluche des Restaurants du Coeur*
n° SIRET *511 647 992 000 29*
N° FINESS *74 001 204 2*

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 03/11/2016 nommant M. Pierre Lambert, Préfet du département de Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/07/2015 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement Maison Coluche; fixant sa capacité à 41 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 02/02/2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de Haute-Savoie, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 15/11/2018 pour l'exercice 2019

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 21/06/2019 ;

Considérant l'absence de réponse de l'établissement aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 15 places de stabilisation en regroupé;
- 26 places d'hébergement d'urgence en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018*;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 05/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale MAISON COLUCHE, sont autorisées et réparties comme suit:

STABILISATIOIN	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courant	28 655 €	318 298 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	251 333 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *dont total des crédits non reconductibles*	38 310 € *5 000 €*	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *dont total des crédits non reconductibles*	198 454 € *5 000 €*	318 298 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	119 844 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

URGENCE	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 700 €	347 944 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	262 364 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *dont total des crédits non reconductibles*	14 880 € *9 000 €*	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *dont total des crédits non reconductibles*	238 400 € *9 000 €*	347 944 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	109 544 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 436 854 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 36 404.50€.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 198 454 €, pour une capacité autorisée de 15 places d'insertion-stabilisation au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 238 400 €, pour une capacité autorisée de 26 places d'urgence au total

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 14 000 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet : soutien au fonctionnement de la structure	Ligne d'imputation CHORUS
5 000 €	Crédit Plan Pauvreté	**0177-010512-10**
9 000 €	CNR dont 3 000 € du Crédit Plan Pauvreté	**0177-010512-12**

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **00020695601-clé31,** détenu par l'entité gestionnaire Maison Coluche Restaurant du Coeur.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 422 854 € et est répartie comme suit par activité:

- 193 454 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 16 121.17 € par douzième ;
- 229 400 € pour l'hébergement d'urgence, soit 19 116.67 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de Haute-Savoie, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 26 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 193
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale *ARIES*,
géré par *ARIES*
n° SIRET *412 862 047 000 21*
N° FINESS *74 078 7510*

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

Vu le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 03/11/2016 nommant M. Pierre Lambert, Préfet du département de Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 03/01/2017 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement ARIES; fixant sa capacité à 52 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 02/02/2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de Haute-Savoie, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 30/102018 pour l'exercice 2019

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 21/06/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement (reçue le 28/06/2019 aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 34 places d'insertion dont 30 places en diffus et 4 places en regroupé
- 18 places d'hébergement d'urgence dont 9 places en diffus et 9 places en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018*;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 05/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ARIES, sont autorisées et réparties comme suit:

INSERTION	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	26 151 €	553 984 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	407 266 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *Dont total des crédits non reconductibles*	120 567 € *35 567 €*	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *dont total des crédits non reconductibles*	507 086 € *35 567 €*	553 984 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	45 567 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	1 331 €	

URGENCE	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	19 369 €	193 529 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	118 594 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *dont total des crédits non reconductibles*	55 566 € *12 000 €*	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *dont total des crédits non reconductibles*	164 357 € *12 000 €*	193 529 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	28 905 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	267 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 671 443 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 55 953.58 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion (imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 507 086 €, pour une capacité autorisée de 34 places d'insertion-stabilisation au total

- DGF d'hébergement **d'urgence (imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 164 357 €, pour une capacité autorisée de 18 places d'urgence au total

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 47 567 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet : Soutien au fonctionnement de l'établissement	Ligne d'imputation CHORUS
35 567 €	CNR dont 19 172 € du Crédit Plan Pauvreté	**0177-010512-10**
12 000 €	Crédit Plan Pauvreté	**0177-010512-12**

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08770605614-clé53,** détenu par l'entité gestionnaire ARIES.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 623 876 € et est répartie comme suit par activité:

- 471 519 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 39 293.25 € par douzième ;
- 152 357 € pour l'hébergement d'urgence, soit 12 696.41 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de Haute-Savoie, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 26 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 194
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale *Saint François d'Assise,*
géré par *GAIA*
n° SIRET *519 852 362 000 10*
N° FINESS *74 078 502 7*

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 03/11/2016 nommant M. Pierre Lambert, Préfet du département de Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 03/01/2017 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement Saint François d'Assise; fixant sa capacité à 72 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 02/02/2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de Haute-Savoie, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 25/10/2018 pour l'exercice 2019

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 21/06/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement (reçue le 01/07/2019) aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 72 places d'insertion dont 41 places en diffus et 31 places en regroupé

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018*) ;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 05/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Saint François d'Assise, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	291 384 €	1 261 931 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	703 547 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	267 000 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	998 587 €	1 261 931 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	243 344 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	
	Reprise d'Excédent	20 000 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 998 587 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 83 215.58 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 998 587 €, pour une capacité autorisée de 72 places d'insertion-stabilisation au total

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08110048546-clé57,** détenu par l'entité gestionnaire GAIA.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 1 018 587 € et est répartie comme suit par activité:

- 1 018 587 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 84 882.25 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, comme tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de Haute-Savoie, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 26 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 195
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale *LA TRAVERSE,*
géré par *GAIA*
n° SIRET *519 852 362 000 93*
N° FINESS *74 078 501 9*

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

Vu le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 03/11/2016 nommant M. Pierre Lambert, Préfet du département de Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 03/01/2017 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement La Traverse; fixant sa capacité à 34 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 02/02/2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de Haute-Savoie, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 25/10/2018 pour l'exercice 2019

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 21/06/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement (reçue le 01/07/2019) aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 30 places d'insertion dont 24 places en diffus et 6 places en regroupé
- 4 places d'hébergement d'urgence en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018*) ;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 05/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale La Traverse, sont autorisées et réparties comme suit:

INSERTION	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	25 900 €	447 025 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	313 578 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	107 547 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	414 000 €	447 025 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	24 025 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	
	Reprise d'Excédent	9 000 €	

URGENCE	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	3 000 €	36 633 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	24 748 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	8 885 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	36 633 €	36 633 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

AHLM	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	72 €	26 100 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	24 723 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	1 305 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	26 100 €	26 100 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

AVA	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	522 €	41 159 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	37 437 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	3 200 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	17 866 €	41 159 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	0 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	
	Reprise d'Excédent	23 293 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 494 599 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 41 216.58 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 414 000 €, pour une capacité autorisée de 30 places d'insertion-stabilisation au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 36 633 €, pour une capacité autorisée de 4 places d'urgence au total

- DGF **autres activités** : Montant total annuel de 43 966 € soient *AHLM 26 100 € et AVA 17 866 €* (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11)**

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08110048546-clé57,** détenu par l'entité gestionnaire GAIA.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 526 892 € et est répartie comme suit par activité:

- 423 000 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 35 250 € par douzième ;
- 36 633 € pour l'hébergement d'urgence, soit 3 052.75 € par douzième ;
- 67 259 € pour les autres activités, soit 5 604.92 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de Haute-Savoie, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 26 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 196
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale *Les Bartavelles,*
géré par *Les Bartavelles*
n° SIRET *321 226 250 000 33*
N° FINESS *74 078 591 0*

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 03/11/2016 nommant M. Pierre Lambert, Préfet du département de Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 03/01/2017 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement Les Bartavelles; fixant sa capacité à 41 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 02/02/2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de Haute-Savoie, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 30/10/2018 pour l'exercice 2019

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 21/06/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement (reçue le 28/06/2019) aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 28 places d'insertion dont 14 places en diffus et 14 places en regroupé
- 13 places d'hébergement d'urgence en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018*;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 21/06/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Les Bartavelles, sont autorisées et réparties comme suit:

INSERTION	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	41 273 €	455 772 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	324 005 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *dont total des crédits non reconductibles*	90 494 € *8160 €*	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *dont total des crédits non reconductibles*	414 535 € *8 160 €*	455 772 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	38 017 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	3 220 €	

URGENCE	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	18 358 €	196 487 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	138 830 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *dont total des crédits non reconductibles*	39 299 € 3 840 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *dont total des crédits non reconductibles*	127 340 € *3 840 €*	196 487 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	49 031 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	20 116 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 541 875 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 45 156.25 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 414 535 €, pour une capacité autorisée de 28 places d'insertion-stabilisation au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 127 340 €, pour une capacité autorisée de 13 places d'urgence au total

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 12 000 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet : pour travaux de restructuration	Ligne d'imputation CHORUS
8 160 €	Crédit Plan Pauvreté	**0177-010512-10**
3 840 €	Crédit Plan Pauvreté	**0177-010512-12**

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08007251279-clé49,** détenu par l'entité gestionnaire Les Bartavelles.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 529 875 € et est répartie comme suit par activité:

- 406 375 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 33 864.58€ par douzième ;
- 123 500 € pour l'hébergement d'urgence, soit 10 291.67€ par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de Haute-Savoie, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 26 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 197
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale *Ma Bohême,*
géré par *GAIA*
n° SIRET *519 852 362 000 36*
N° FINESS *74 001 557 3*

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 03/11/2016 nommant M. Pierre Lambert, Préfet du département de Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 31/07/2015 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement Ma Bohême; fixant sa capacité à 40 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 02/02/2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de Haute-Savoie, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 25/10/2018 pour l'exercice 2019

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 21/06/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement (reçue le 1er juillet) aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 40 places d'hébergement d'urgence en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018*;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 05/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Ma Bohême, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	119 810 €	472 441 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	254 790 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *dont total des crédits non reconductibles*	97 841 € *5 000 €*	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *dont total des crédits non reconductibles*	385 000 € *5 000 €*	472 441 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	69 343 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	18 098 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 385 000 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 32 083.33€.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 385 000€, pour une capacité autorisée de 40 places d'urgence au total

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 5 000 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet : soutien au fonctionnement de l'établissement	Ligne d'imputation CHORUS
5 000 €	Crédit Plan Pauvreté	**0177-010512-12**

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08110048546-clé57,** détenu par l'entité gestionnaire GAIA.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 380 000 € et est répartie comme suit par activité:

- 380 000 € pour l'hébergement d'urgence, soit 31 666.66 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de Haute-Savoie, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 26 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 198
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale *HAUTE SAVOIE CROIX ROUGE*
géré par *CROIX ROUGE*
n° SIRET *775 672 272 347 84*
N° FINESS *74 001 613 4*

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

Vu le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 03/11/2016 nommant M. Pierre Lambert, Préfet du département de Haute-Savoie ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 10/07/2017 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement HAUTE SAVOIE CROIX ROUGE; fixant sa capacité à 100 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 02/02/2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de Haute-Savoie, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 31/10/2018 pour l'exercice 2019

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 21/06/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement (reçue le 28/06/2019) aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 100 places d'hébergement d'urgence en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018*;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 05/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale HAUTE SAVOIE CROIX ROUGE, sont autorisées et réparties comme suit:

URGENCE	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	124 246 €	939 751 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	581 767 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *dont crédits non reconductibles*	233 738 € *21 151 €*	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont total des crédits non reconductibles*	933 151 € *21 151 €*	939 751 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	6 600 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 933 151 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 77 762.58 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 933 151 €, pour une capacité autorisée de 100 places d'urgence au total

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 21 151 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet : soutien au fonctionnement de la structure	Ligne d'imputation CHORUS
21 151 €	Crédit Plan Pauvreté	**0177-010512-12**

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **0000070044H-clé26,** détenu par l'entité gestionnaire CROIX ROUGE FRANCAISE.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 912 000 € et est répartie comme suit par activité:

- 912 000 € pour l'hébergement d'urgence, soit 76 000 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de Haute-Savoie, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 26 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 199
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale
géré par l'association ENTRAIDE PIERRE VALDO
n° SIRET : 439 808 379 00127
N° FINESS : 42 000 851 8

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les décrets n°2012-1246 et 2012-1247 du 7 novembre 2012 et l'arrêté du 11 décembre 2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret du 24 octobre 2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 3 mars 2016 nommant Monsieur Evence RICHARD, Préfet du département de la Loire ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 12 juillet 2006 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement ENTRAIDE PIERRE VALDO et l'arrêté du 31 août 2018 fixant sa capacité à 89 places ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 (paru au Journal officiel du 19 mai 2019) pris en application de l'article L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12 mars 2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N°DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 9 mai 2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12 juin 2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 31 janvier 2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de la Loire, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'État ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 31 octobre 2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 4 juillet 2019 ;

Considérant la procédure contradictoire menée conformément aux articles R 314-24 et suivants du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement :
- 89 places d'insertion dont 89 places en diffus ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête « Enquête Nationale des Coûts 2018 » mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 17 juillet 2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ENTRAIDE PIERRE VALDO, sont autorisées et réparties comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	126 266 €	1 351 621 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	673 853 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *Dont dépenses non pérennes*	530 641 € *118 313 €*	
	Dépenses non pérennes A répartir Enveloppe « stratégie pauvreté »	20 861 €	
	Reprise de Déficit	0 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont crédits non reconductibles*	1 193 908 € *20 861 €*	1 351 621 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	39 400 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	
	Reprise d'Excédent	0 €	
	Excédent N-2 affecté au financement de mesures d'exploitation non reconductibles	118 313 €	

Article 2 : Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit :
Montant total annuel de 1 193 908 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 99 492,33 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement stabilisation et insertion (imputation CHORUS : 0177-010512-10)

Montant total annuel de 1 193 908 € pour une capacité autorisée de 89 places d'insertion-stabilisation au total.

Les crédits non reconductibles, d'un montant total annuel de 20 861 €, sont alloués comme suit pour 2019 :

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
20 861 €	Enveloppe « stratégie pauvreté »	0177-010510-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire Crédit Coopératif n°42559/10000/08004/256508/62**,** détenu par l'entité gestionnaire ENTRAIDE PIERRE VALDO.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 1er janvier 2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement reconductible s'établit à 1 173 047 € et est répartie comme suit par activité :

- 1 173 047 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 97 753,91 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4 : La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'article R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives - Cour administrative d'appel - 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8 : Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Loire, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 200
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale
géré par l'association RENAITRE
n° SIRET : 788 157 592 00023
N° FINESS : 42 078 435 7

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les décrets n°2012-1246 et 2012-1247 du 7 novembre 2012 et l'arrêté du 11 décembre 2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret du 24 octobre 2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 3 mars 2016 nommant Monsieur Evence RICHARD, Préfet du département de la Loire ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 25 octobre 2017 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement RENAITRE et l'arrêté du 7 mai 2019 portant réduction de capacité à 144 places dont 136 places pour l'activité d'hébergement et 8 places au titre de l'activité d'accueil de jour ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 (paru au Journal officiel du 19 mai 2019) pris en application de l'article L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12 mars 2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N°DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 9 mai 2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12 juin 2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 31 janvier 2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de la Loire, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'État ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 30 octobre 2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 2 juillet 2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement reçue le 17 juillet 2019 aux propositions de modifications budgétaires ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement :
- 136 places d'insertion dont 106 places en diffus et 30 places en regroupé ;
- 8 places valorisées au titre de l'accueil de jour La Fontaine ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête « Enquête Nationale des Coûts 2018 » mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 18 juillet 2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale RENAITRE, sont autorisées et réparties comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	359 575 €	2 103 346 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 203 205 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *Dont dépenses non reconductibles*	507 594 € *45 000 €*	
	Dépenses non pérennes A répartir Enveloppe « stratégie pauvreté »	32 972 €	
	Reprise de Déficit	0 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont crédits non reconductibles*	1 887 053 € *32 972 €*	2 103 346 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	171 293 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	
	Reprise d'Excédent	0 €	
	Excédent N-2 affecté au financement de mesures d'exploitation non reconductibles	45 000 €	

Article 2 : Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit :
Montant total annuel de 1 887 053 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 157 254,41 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement stabilisation et insertion (imputation CHORUS : 0177-010512-10)

Montant total annuel de 1 773 039 € pour une capacité autorisée de 136 places d'insertion-stabilisation au total.

- DGF autres activités : *Accueil de jour* (imputation CHORUS : 0177- 010512-11)

Montant total annuel de 114 014 €.

Les crédits non reconductibles, d'un montant total annuel de 32 972 €, sont alloués comme suit pour 2019 :

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
32 972 €	Enveloppe « stratégie pauvreté »	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire Crédit Coopératif n°42559/10000/08003755744/18**,** détenu par l'entité gestionnaire RENAITRE.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 1er janvier 2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement reconductible s'établit à 1 854 081 € et est répartie comme suit par activité :

- 1 740 067 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 145 005,58 € par douzième ;
- 114 014 € pour les autres activités (Accueil de jour), soit 9 501,16 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4 : La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'article R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives - Cour administrative d'appel - 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8 : Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Loire, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 201
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale
géré par l'association PHARE EN ROANNAIS
n° SIRET : 311 442 081 00056
N° FINESS : 42 001 035 7

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les décrets n°2012-1246 et 2012-1247 du 7 novembre 2012 et l'arrêté du 11 décembre 2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret du 24 octobre 2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 3 mars 2016 nommant Monsieur Evence RICHARD, Préfet du département de la Loire ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 18 novembre 1998 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement NOTRE ABRI ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 (paru au Journal officiel du 19 mai 2019) pris en application de l'article L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12 mars 2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N°DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 9 mai 2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12 juin 2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 31 janvier 2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de la Loire, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'État ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 5 novembre 2018 et 14 juin 2019 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 4 juillet 2019 ;

Considérant la procédure contradictoire menée conformément aux articles R 314-24 et suivants du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement :
- 16 places d'insertion dont 6 places en diffus et 10 places en regroupé ;
- 15 places d'hébergement d'urgence dont 15 places en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête « Enquête Nationale des Coûts 2018 » mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 17 juillet 2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale PHARE en ROANNAIS, sont autorisées et réparties comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 410 €	514 614 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	403 500 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	74 725 €	
	Dépenses non pérennes A répartir Enveloppe « stratégie pauvreté »	7 979 €	
	Reprise de Déficit	0 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont crédits non reconductibles*	456 643 € *7 979 €*	514 614 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	55 771 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	2 200 €	
	Reprise d'Excédent	0 €	

Article 2 : Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit :
Montant total annuel de 456 643 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 38 053,58 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement stabilisation et insertion (imputation CHORUS : 0177-010512-10)

Montant total annuel de 231 479 €, pour une capacité autorisée de 16 places d'insertion-stabilisation au total.

- DGF d'hébergement d'urgence (imputation CHORUS : 0177-010512-12)

Montant total annuel de 225 164 €, pour une capacité autorisée de 15 places d'urgence au total.

Les crédits non reconductibles, d'un montant total annuel de 7 979 €, sont alloués comme suit pour 2019 :

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
7 979 €	Enveloppe « stratégie pauvreté »	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire Crédit Agricole n°14506/01750/72829700906/27**,** détenu par l'entité gestionnaire PHARE en ROANNAIS.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 1er janvier 2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement reconductible s'établit à 448 664 € et est répartie comme suit par activité :

- 223 500 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 18 625 € par douzième ;
- 225 164 € pour l'hébergement d'urgence, soit 18 763,66 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4 : La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'article R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives - Cour administrative d'appel - 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8 : Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Loire, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 202
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale
géré par l'association SOS VIOLENCES CONJUGALES 42
n° SIRET : 348 533 811 00074
N° FINESS : 42 001 139 7

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 septembre 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les décrets n°2012-1246 et 2012-1247 du 7 novembre 2012 et l'arrêté du 11 décembre 2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24 octobre 2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 3 mars 2016 nommant Monsieur Evence RICHARD, Préfet du département de la Loire ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 16 octobre 2017 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement SOS VIOLENCES CONJUGALES 42 fixant sa capacité à 33 places ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 (paru au Journal officiel du 19 mai 2019) pris en application de l'article L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12 mars 2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09 mai 2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12 juin 2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 31 janvier 2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de la Loire, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'État ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 30 octobre 2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 27 juin 2019 ;

Considérant la procédure contradictoire menée conformément aux articles R. 314-24 et suivants du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement :
- 33 places d'insertion dont 33 places en diffus ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête « Enquête Nationale des Coûts 2018 » mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 17 juillet 2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale SOS VIOLENCES CONJUGALES 42, sont autorisées et réparties comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	59 390 €	494 157 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	342 747 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	83 892 €	
	Dépenses non pérennes A répartir Enveloppe « stratégie pauvreté »	8 128 €	
	Reprise de Déficit	0 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont crédits non reconductibles*	465 157 € *8 128 €*	494 157 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	28 000 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	1 000 €	
	Reprise d'Excédent	0 €	

Article 2 : Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit :
Montant total annuel de 465 157 €.
En application de l'article R. 314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 38 763,08 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement stabilisation et insertion (imputation CHORUS : 0177-010512-10)

Montant total annuel de 465 157 €, pour une capacité autorisée de 33 places d'insertion-stabilisation au total.

Les crédits non reconductibles, d'un montant total annuel de 8 128 €, sont alloués comme suit pour 2019 :

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
8 128 €	Enveloppe « stratégie pauvreté »	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire Crédit Mutuel n°10278/07303/00057581140/33, détenu par l'entité gestionnaire SOS VIOLENCES CONJUGALES 42.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 1er janvier 2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement reconductible s'établit à 457 029 € et est répartie comme suit par activité :

- 457 029 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 38 085,75 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4 : La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'article R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives - Cour administrative d'appel - 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8 : Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Loire, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 203
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale
géré par l'association FOYER VERS L'AVENIR
n° SIRET : 776 333 734 00015
N° FINESS : 42 078 204 7

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les décrets n°2012-1246 et 2012-1247 du 7 novembre 2012 et l'arrêté du 11 décembre 2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret du 24 octobre 2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 3 mars 2016 nommant Monsieur Evence RICHARD, Préfet du département de la Loire ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du16 octobre 2017 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement FOYER VERS L'AVENIR fixant sa capacité à 75 places dont 73 places pour l'activité d'hébergement et 2 places au titre de l'activité « accompagnement hors le murs » ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 (paru au Journal officiel du 19 mai 2019) pris en application de l'article L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12 mars 2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N°DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 9 mai 2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12 juin 2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 31 janvier 2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de la Loire, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'État ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 5 novembre pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 2 juillet 2019 ;

Considérant la procédure contradictoire menée conformément aux articles R 314-24 et suivants du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement :
- 56 places d'insertion dont 34 places en diffus et 22 places en regroupé ;
- 17 places d'hébergement d'urgence dont 17 places en diffus ;
- 2 places valorisées au titre du service « accompagnement hors les murs » ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête « Enquête Nationale des Coûts 2018 » mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 17 juillet 2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale FOYER VERS L'AVENIR, sont autorisées et réparties comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	132 668 €	1 212 883 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	799 835 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	261 201 €	
	Dépenses non pérennes A répartir Enveloppe « stratégie pauvreté »	19 179 €	
	Reprise de Déficit	0 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont crédits non reconductibles*	1 097 618 € *19 179 €*	1 212 883 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	70 000 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	45 265 €	
	Reprise d'Excédent	0 €	

Article 2 : Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit :
Montant total annuel de 1 097 618 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 91 468,16 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement stabilisation et insertion (imputation CHORUS : 0177-010512-10)

Montant total annuel 817 752 € de pour une capacité autorisée de 56 places d'insertion-stabilisation au total.

- DGF d'hébergement d'urgence (imputation CHORUS : 0177-010512-12)

Montant total annuel de 249 139 € pour une capacité autorisée de 17 places d'urgence au total.

- DGF autres activités : *Accompagnement hors les murs* (imputation CHORUS : 0177- 010512-11)

Montant total annuel de 30 727 €.

Les crédits non reconductibles, d'un montant total annuel de 19 179 €, sont alloués comme suit pour 2019 :

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
19 179 €	Enveloppe « stratégie pauvreté »	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire Caisse d'Épargne n°**14265/00600/01440138384/31** détenu par l'entité gestionnaire FOYER VERS L'AVENIR.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 1er janvier 2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement reconductible s'établit à 1 078 439 € et est répartie comme suit par activité :

- 798 573 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 66 547,75 € par douzième ;
- 249 139 € pour l'hébergement d'urgence, soit 20 761,58 € par douzième ;
- 30 727 € pour les autres activités (Accompagnement hors les murs), soit 2 560,58 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4 : La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'article R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives - Cour administrative d'appel - 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8 : Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Loire, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 204
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale
géré par l'association ANEF
n° SIRET : 501 382 964 00069
N° FINESS : 42 078 370 6

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les décrets n°2012-1246 et 2012-1247 du 7 novembre 2012 et l'arrêté du 11 décembre 2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret du 24 octobre 2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 3 mars 2016 nommant Monsieur Evence RICHARD, Préfet du département de la Loire ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 16 octobre 2017 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement ANEF fixant sa capacité à 26 places ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 (paru au Journal officiel du 19 mai 2019) pris en application de l'article L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12 mars 2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N°DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 9 mai 2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12 juin 2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 31 janvier 2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de la Loire, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'État ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 5 novembre 2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 27 juin 2019 ;

Considérant la procédure contradictoire menée conformément aux articles R 314-24 et suivants du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement :
- 26 places d'insertion dont 26 places en diffus ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête « Enquête Nationale des Coûts 2018 » mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 17 juillet 2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ANEF, sont autorisées et réparties comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	42 931 €	457 586 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel *dont dépenses non pérennes*	271 765 € *32 000 €*	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	136 146 €	
	Dépenses non pérennes A répartir Enveloppe « stratégie pauvreté »	6 744 €	
	Reprise de Déficit	0 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont crédits non reconductibles*	385 978 € *6 744 €*	457 586 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	34 539 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0 €	
	Reprise d'Excédent	0 €	
	Excédent 2016 affecté au financement de mesures d'exploitation non reconductibles	5 069 €	
	Excédent N-2 affecté au financement de mesures d'exploitation non reconductibles	32 000 €	

Article 2 : Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit :
Montant total annuel de 385 978 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 32 164,83 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement stabilisation et insertion (imputation CHORUS : 0177-010512-10)

Montant total annuel de 385 978 €, pour une capacité autorisée de 26 places d'insertion-stabilisation au total.

Les crédits non reconductibles, d'un montant total annuel de 6 744 €, sont alloués comme suit pour 2019 :

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
6 744 €	Enveloppe « stratégie pauvreté »	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire Crédit Coopératif n°42559/00017/21029895408/06**,** détenu par l'entité gestionnaire ANEF.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 1er janvier 2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement reconductible s'établit à 379 234 € et est répartie comme suit par activité :

- 379 234 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 31 602,83 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4 : La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'article R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives - Cour administrative d'appel - 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8 : Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Loire, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 205
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale
géré par l'association Œuvre Philanthropique d'Hospitalité et de l'Asile de Nuit
n° SIRET : 776 398 901 000 12
N° FINESS : 42 001 181 9

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les décrets n°2012-1246 et 2012-1247 du 7 novembre 2012 et l'arrêté du 11 décembre 2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret du 24 octobre 2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 3 mars 2016 nommant Monsieur Evence RICHARD, Préfet du département de la Loire ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 25 avril 2008 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement Œuvre Philanthropique d'Hospitalité et de l'Asile de Nuit ainsi que l'arrêté du 7 juillet 2014 fixant sa capacité à 13 places ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 (paru au Journal officiel du 19 mai 2019) pris en application de l'article L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12 mars 2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N°DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 9 mai 2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12 juin 2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 31 janvier 2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de la Loire, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'État ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 28 novembre 2018 et le 23 mai 2019 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 27 juin 2019 ;

Considérant la procédure contradictoire menée conformément aux articles R. 314-24 et suivants du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement :
- 13 places d'insertion dont 3 places en diffus et 10 places en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête « Enquête Nationale des Coûts 2018 » mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 17 juillet 2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ASILE DE NUIT, sont autorisées et réparties comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	27 560 €	217 735 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	145 276 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *Dont dépenses non pérennes*	41 591 € *20 000 €*	
	Dépenses non pérennes A répartir Enveloppe « stratégie pauvreté »	3 308 €	
	Reprise de Déficit	0 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont crédits non reconductibles*	189 308 € *3 308 €*	217 735 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	7 500 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	927 €	
	Reprise d'Excédent	0 €	
	Excédent N-2 affecté au financement de mesures d'exploitation reconductibles	20 000 €	

Article 2 : Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit :
Montant total annuel de 189 308 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 15 775,67 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement stabilisation et insertion (imputation CHORUS : 0177-010512-10)

Montant total annuel de 189 308 €, pour une capacité autorisée de 13 places d'insertion-stabilisation au total.

Les crédits non reconductibles, d'un montant total annuel de 3 308 €, sont alloués comme suit pour 2019 :

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
3 308 €	Enveloppe « stratégie pauvreté »	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire Caisse d'Épargne n°14265/00600/08776177959/40**,** détenu par l'entité gestionnaire Œuvre Philanthropique d'Hospitalité et de l'Asile de Nuit.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 1er janvier 2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement reconductible s'établit à 186 000 € et est répartie comme suit par activité :

- 186 000 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 15 500 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4 : La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'article R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8 : Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Loire, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 206
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale
géré par l'association ACARS
n° SIRET : 309 869 048 00038
N° FINESS : 42 078 396 1

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n°2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n°2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU les décrets n°2012-1246 et 2012-1247 du 7 novembre 2012 et l'arrêté du 11 décembre 2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22 octobre 2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret du 24 octobre 2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 3 mars 2016 nommant Monsieur Evence RICHARD, Préfet du département de la Loire ;

VU l'arrêté du 22 octobre 2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23 décembre 2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 16 octobre 2017 autorisant en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement ACARS fixant sa capacité à 67 places ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 (paru au Journal officiel du 19 mai 2019) pris en application de l'article L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12 mars 2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13 mai 2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N°DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 9 mai 2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12 juin 2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 31 janvier 2018 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de la Loire, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'État ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 29 octobre 2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 4 juillet 2019 ;

Considérant la procédure contradictoire menée conformément aux articles R 314-24 et suivants du Code de l'action sociale et des familles ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement :
- 45 places d'insertion dont 22 places en diffus et 23 places en regroupé ;
- 22 places d'hébergement d'urgence dont 22 places en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête « Enquête Nationale des Coûts 2018 » mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 17 juillet 2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1 : Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ACARS, sont autorisées et réparties comme suit :

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante *dont dépenses non pérennes*	122 500 € *5 000 €*	1 120 064 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	801 115 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	177 500 €	
	Dépenses non pérennes A répartir Enveloppe « stratégie pauvreté »	18 949 €	
	Reprise de Déficit	0 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont crédits non reconductibles*	1 084 482 € *18 949 €*	1 120 064 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	25 907 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	4 675 €	
	Reprise d'Excédent	0 €	
	Excédent N-2 affecté au financement de mesures d'exploitation non reconductibles	5 000 €	

Article 2 : Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit :
Montant total annuel de 1 084 482 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 90 373,50 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement stabilisation et insertion (imputation CHORUS : 0177-010512-10)

Montant total annuel de 716 124 €, pour une capacité autorisée de 45 places d'insertion-stabilisation au total.

- DGF d'hébergement d'urgence (imputation CHORUS : 0177-010512-12)

Montant total annuel de 368 358 €, pour une capacité autorisée de 22 places d'urgence au total.

Les crédits non reconductibles, d'un montant total annuel de 18 949 €, sont alloués comme suit pour 2019 :

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
18 949 €	Enveloppe « stratégie pauvreté »	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire Crédit Mutuel n°10278/07303/00050168440/10**,** détenu par l'entité gestionnaire ACARS.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 1er janvier 2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement reconductible s'établit à 1 065 533 € et est répartie comme suit par activité :

- 697 175 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 58 097,91 € par douzième ;
- 368 358 € pour l'hébergement d'urgence, soit 30 696,50 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4 : La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'article R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives - Cour administrative d'appel - 184 rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8 : Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de la Loire, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 211
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale *Espace Anef Cantal*,
géré par *ANEF CANTAL*
n° SIRET *50159632400019*
N° FINESS *15 078 3710*

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 13 octobre 2016 nommant Mme SIMA Isabelle, Préfet du département de Cantal ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 27 décembre 2016 portant renouvellement d'autorisation en qualité de centre d'hébergement et de réinsertion sociale à l'établissement ESPACE ANEF CANTAL sis à Aurillac et portant à actualisation de sa capacité à 62 places;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 21 avril 2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet du Cantal, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 31/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 04 juillet 2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement en date du 09 juillet 2019 aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 48 places d'insertion dont 16 places en diffus et 32 places en regroupé
- 14 places d'hébergement d'urgence dont 14 places en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 16/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ESPACE ANEF CANTAL, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	**58 673,00 €**	**994 227,00 €**
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel *Dont crédits non reconductibles*	**743 760 ,00 €** ***16 258,40 €***	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	**191 794,00 €**	
	Reprise de Déficit		
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont crédits non reconductibles*	**955 566,00 €** ***16 258,40 €***	**994 227,00 €**
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	**38 061,00€**	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	**600,00 €**	
	Reprise d'Excédent		

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:

Montant total annuel de **955 566** € (dont 16 259 € de crédits issus de l'enveloppe exceptionnelle Plan pauvreté).

En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à **79 630,50** €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de **739 793,03 €**, pour une capacité autorisée de **48** places d'insertion-stabilisation au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de **215 772,97 €**, pour une capacité autorisée de **14** places d'urgence au total

Les crédits non reconductibles, d'un montant total annuel de 16 258,40 euros, sont alloués comme suit pour 2019 :

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
12 587,00 euros 3 671, 40 euros	Crédits issus de l'enveloppe exceptionnelle Plan Pauvreté destinés au financement : - de places d'insertion et de stabilisation - de places d'hébergement d'urgence	0177-010512-10 0177-010512-12

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire de l'association ANEF Cantal.
Banque : Crédit agricole centre France - domiciliation : Aurillac saint Eloi- 15000 Aurillac ; Code banque : 16806 ; code guichet : 04821 - N° de compte : 57215510000 - clé RIB : 85

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 939 307 € et est répartie comme suit par activité:

- 727 205, 42 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 60 600, 45 € par douzième ;
- 212 101, 58 € pour l'hébergement d'urgence, soit 17 675, 13 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département du Cantal, le Directeur Départemental des finances publiques du Puy de Dôme sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 217
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale AREPI,
géré par l'association AREPI L'ETAPE
n° SIRET 751 700 782 00012
N° FINESS 380804591

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du n° 38-2017-01-20-010 du 20/01/2017 de la Préfecture de l'Isère, portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale AREPI et fixant sa capacité totale à 73 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées incomplètes par l'établissement le 31/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant la tarification d'office notifiée à l'établissement le 12/07/2019 ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 73 places d'accueil de jour (Autres Activités) ;

Considérant que le mode de prise en charge en accueil de jour dispense l'établissement de déclaration à faire dans l'Enquête Nationale des Coûts mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale AREPI, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	8 900 €	424 816 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	328 411 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	87 505 € 0,00 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	272 832,84 € 0 €	424 816 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	141 083,16 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	900,00 €	
	Reprise d'Excédent	10 000 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 272 832,84 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 22 736,07 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF **autres activités** : *Accueil de jour* (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11)**

Montant total annuel de 272 832,84 €, pour une capacité autorisée de 73 places

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08013160094 du Crédit Coopératif Mistral et ouvert au nom de AREPI L'ETAPE**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 272 832,84 € et est répartie comme suit par activité:

- 272 832,84 € pour les autres activités, soit 22 736,07 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 225
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'Appart,
géré par l'association ALTHEA
n° SIRET 779 559 368 00054
N° FINESS 380 786 368

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-017 du 20/01/2017 de la Préfecture de l'Isère portant renouvellement de l'autorisation du CHRS l'Appart fixant sa capacité à 60 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 30/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 03/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement du 09/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 60 places d'accueil de jour (Autres Activités)

Considérant que le mode de prise en charge en accueil de jour dispense l'établissement de déclaration à faire dans Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 15/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'Appart, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	17 080 €	256 692,04 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	203 217,04 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	36 395 € 0,00 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	221 692,04 € 0,00 €	256 692,04 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	35 000 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Reprise d'Excédent	0,00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 221 692,04 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 18 474,34 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF **autres activités** : *Accueil de jour* (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11)**

Montant total annuel de 221 692,04 €, pour une capacité autorisée de 60 places

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **00037263023 de la Société Générale ouvert au nom de ALTHEA.**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 221 692,04 € et est répartie comme suit par activité:

- 221 692,04 € pour les autres activités, soit 18 874.34 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 230
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale L'Oiseau Bleu
géré par l'association Oiseau Bleu
n° SIRET 779 515 865 00029
N° FINESS 380 782 292

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

Vu le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-020 du 20/01/2017 de la Préfecture de l'Isère portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'Oiseau Bleu, fixant sa capacité à 112 places d'hébergement et 25 places de crèche ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires transmises par l'établissement le 25/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 05/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement du 12/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:

- 112 places d'hébergement d'insertion dont 86 places en diffus et 26 places en regroupé
- 25 places de soutien et accompagnement social (Autre activité : crèche)

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 *;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 16/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale L'Oiseau Bleu, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	112 000 €	1 645 545,52 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 157 300 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	376 245,52 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	19 760,65 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 291 545,48 €	1 645 545,52 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	19 760,65 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	317 500,04 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	36 500 €	
	Reprise d'Excédent	0,00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit :
Montant total annuel de 1 291 545,48 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 105 982,07 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 1 131 545,52 €, pour une capacité autorisée de 112 places d'insertion-stabilisation au total

- DGF **autres activités** : Soutien et accompagnement social (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11)**

Montant total annuel de 159 999,96 € pour 25 places.

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 19 760,65 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet *(et indiquer si issus de l'enveloppe exceptionnelle Plan Pauvreté)*	Ligne d'imputation CHORUS
17 312,65 €	Plan pauvreté - Insertion	0177-010512-10
2 448 €	Plan pauvreté – Autre Activité	0177-010512-11

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08012103909 de la Caisse d'Epargne Rhône-Alpes et ouvert au nom de L'Oiseau Bleu.**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 1 271 784,83 € et est répartie comme suit par activité:

- 1 114 232,87 € pour l'hébergement d'insertion, soit 92 852,74 € par douzième ;
- 157 551,96 € pour les autres activités, soit 13 129,33 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 184
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Carteret »,
géré par l'association ALYNEA
N° SIRET 30136563100086 et N° FINESS 690027669 de l'établissement

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n°2008-204 du 13 août 2007 autorisant en qualité de Centre d'Hébergement et de Réinsertion Sociale l'établissement « Carteret » pour une capacité totale de 34 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 19/02/2018 entre le Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre l'Etat et l'Association ALYNEA, signé le 13 mars 2018, pour la période 2018-2022 ;

VU l'avenant N°1 au CPOM signé le 13/03/2018 entre l'établissement et les services de l'Etat pour la période 2018-2022;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement à 34 places d'hébergement d'urgence en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Etude Nationale des Coûts 2018 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « CARTERET », sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	101 927.00 €	767 825.00 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	504 692.00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	161 206.00 €	
	Reprise de Déficit	0.00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	747 825.00 €	767 825.00 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	20 000.00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0.00 €	
	Reprise d'Excédent	0.00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 747 825.00 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 62 318.75 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 747 825.00 € soit un montant de 62 318.75 € par douzième, pour une capacité autorisée de 34 places d'urgence au total

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° CE Rhône-Alpes n°13825 00200 08100115544 81, détenu par l'entité gestionnaire ALYNEA ETABLISSEMENTS.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 747 825.00 € et est répartie comme suit par activité:

- 747 825.00 € pour l'hébergement d'urgence, soit 62 318.75 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales d'Auvergne-Rhône-Alpes, le Préfet-Secrétaire Général de la préfecture du Rhône, Préfet délégué pour l'égalité des chances, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 23 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 185
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « CAO », géré par le Mas
N° SIRET 77564867800057 - N° FINESS 690787981

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 01/06/2017 portant renouvellement d'autorisation du CHRS « CAO » géré par l'association Le Mas à 45 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 19/02/2018 entre le Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) signé le 9/05/2017 entre l'association le Mas et les services de l'Etat pour la période 2017-2021;

VU l'avenant N°1 au CPOM signé le 29/07/2019 entre l'établissement et les services de l'Etat pour la période 2018-2022 ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement à 45 places en « Autres activités », Accueil de jour ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Etude Nationale des Coûts 2018 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « CAO », sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	39 536.25 €	455 956.25 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	355 200.00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	61 220.00 € *0.00 €*	
	Reprise de Déficit	0.00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	455 956.25 € *0.00 €*	455 956.25 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0.00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0.00 €	
	Reprise d'Excédent	0.00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 455 956.25 € (DGF **autres activités** : Accueil de jour (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11**).
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 37 996.35 €.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 455 956.25 € pour les autres activités, soit 37 996.35 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales d'Auvergne-Rhône-Alpes, le Préfet-Secrétaire Général de la préfecture du Rhône, Préfet délégué pour l'égalité des chances, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 23 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 186
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Ateliers Sésame »,
géré par l'association Le Mas
N° SIRET 77564867800131 - N° FINESS 690036066

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 01/06/2017 portant renouvellement d'autorisation du CHRS « Atelier sésame » géré par l'association le Mas à 25 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 19/02/2018 entre le Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) signé le 9/05/2017 entre l'association le Mas et les services de l'Etat pour la période 2017-2021 ;

VU l'avenant N°1 au CPOM signé le 29/07/2019 entre l'établissement et les services de l'Etat pour la période 2018-2022 ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement à 25 places en « Autres activités », Atelier d'adaptation à la vie active (AAVA) ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Etude Nationale des Coûts 2018 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « Ateliers Sésame », sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	4 471.10 €	167 491.63 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	143 244.53 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	19 776.00 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	*0.00 €*	
	Reprise de Déficit	0.00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification	167 491.63 €	167 491.63 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	*0.00 €*	
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	0.00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	0.00 €	
	Reprise d'Excédent	0.00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 167 491.63 € (DGF **autres activités** : Atelier d'adaptation à la vie active (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11**).
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 13 957.64 €.

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire CE Rhône-Alpes n°1382 5002 0008 000873329 67, détenu par l'entité gestionnaire LE MAS-ETAB ATELIERS SESAME.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 167 491.63 € pour les autres activités, soit 13 957.64 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales d'Auvergne-Rhône-Alpes, le Préfet-Secrétaire Général de la préfecture du Rhône, Préfet délégué pour l'égalité des chances, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 23 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 187
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « VIFFIL-SOS Femmes »,
géré par l'association VIFFIL-SOS Femmes
N° SIRET 31711894100028 – N° FINESS 690791173

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 01/06/2017 portant renouvellement d'autorisation du CHRS « VIFFIL-SOS Femmes » géré par l'association VIFFIL-SOS Femmes à 94 places;

VU l'arrêté du 04/12/2017 portant extension de 6 places d'hébergement d'insertion du CHRS « VIFFIL-SOS Femmes » géré par l'association VIFFIL-SOS Femmes soit une capacité totale de 100 places ;

VU l'arrêté du 7 juin 2019 portant modification des places d'hébergement d'insertion et transformation de places d'hébergement d'urgence du CHRS « VIFFIL-SOS FEMMES » portant la capacité à 83 places d'hébergement d'insertion et 17 mesures d'accompagnement en CHRS hors les Murs ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 19/02/2018 entre le Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) signé le 08/02/2018 entre l'association VIFFIL-SOS Femmes et les services de l'Etat pour la période 2018-2022 ;

VU l'avenant N°1 au CPOM signé le 02/08/2019 entre l'établissement et les services de l'Etat pour la période 2018-2022 ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement :
- 83 places d'hébergement d'insertion en diffus ;
- 17 mesures d'accompagnement en CHRS « Hors les murs ».

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale «VIFFIL-SOS Femmes », sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	116 046.11 €	1 174 145.96 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	723 306.00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	334 793.85 € *56 000.00 €*	
	Reprise de Déficit	0.00 €	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	1 042 778.85 € *56 000.00 €*	1 174 145.96 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	26 903.00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	39 081.00 €	
	Reprise d'Excédent	65 383.11 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 1 042 778.85 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 86 898.24 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **d'insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 852 694.04 € soit un montant de 71 057.84 € par douzième, pour une capacité autorisée de 83 places d'insertion au total.

- DGF **autres activités** : mesures d'accompagnement en CHRS « Hors les murs » (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11)**

Montant total annuel de 190 084.81 € soit un montant de 15 840.40 € par douzième pour 17 mesures d'accompagnement en CHRS « Hors les murs ».

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 56 000.00 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
56 000.00 €	Financement de travaux pour l'amélioration de l'accueil des femmes victimes de violence (*Plan Pauvreté)*	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire CREDIT COOPERATIF n° 42559 10000 08002532635 29, détenu par l'entité gestionnaire ASS VIFFIL- SOS FEMMES.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 1 052 161.96 € et est répartie comme suit par activité:

- 862 077.15 € pour l'hébergement d'insertion soit 71 839.76 € par douzième ;
- 190 084.81 € pour les autres activités, soit 15 840.40 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales d'Auvergne-Rhône-Alpes, le Préfet-Secrétaire Général de la préfecture du Rhône, Préfet délégué pour l'égalité des chances, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 23 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 215
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale 2CHOSELUNE
géré par l'association 2CHOSELUNE
n° SIRET 788 666 865 00027
N° FINESS 380 019 232

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/15/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n°2014262-0018 du 19 septembre 2014 portant création du centre d'hébergement et de réinsertion sociale 2CHOSELUNE, modifié par arrêté du 15 juin 2015 fixant sa capacité à 16 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires transmises par voie dématérialisées par l'établissement le 31/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 05/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement reçue le 12/07/2019 ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 12 places d'hébergement d'insertion en regroupé
- 4 places d'hébergement d'urgence en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 *;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 15/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale 2CHOSELUNE, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	28 167 €	186 254,20 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	104 166 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	50 921,20 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	0,00 €	
	Reprise de Déficit	3 000 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	183 154,20 €	186 254,20 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	0,00 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	3 100 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Reprise d'Excédent	0,00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 183 154,20 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 15 262,85 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 141 796,80 €, pour une capacité autorisée de 12 places d'insertion-stabilisation au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 41 357,40 €, pour une capacité autorisée de 4 places d'urgence au total

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **00020571301 du Crédit Mutuel Lyon Ouest Vaise ouvert au nom de AS HEBERGEMENT URGENCE 2CHOSESLUNE ;**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 183 154,20 € et est répartie comme suit par activité:

- 141 796,80 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 11 816,40 € par douzième ;
- 41 357,40 € pour l'hébergement d'urgence, soit 3 446,45 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 216
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ALPA,
géré par la Fondation Georges BOISSEL
n° SIRET 30101236500054
N° FINESS 380 795 690

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n°38-2017-01-20-009 du 20/01/2017 de la Préfecture de l'Isère portant renouvellement de l'autorisation du CHRS ALPA, modifié par arrêté préfectoral n° 38-2017-07-12-008 du 12/07/2017 portant la capacité totale à 100 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires réceptionnées le 31/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 03/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement du 10/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 66 places d'insertion dont 28 places en diffus et 38 places en regroupé
- 34 places d'hébergement d'urgence en diffus ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 15/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ALPA, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	161 326 €	1 378 228,04 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	777 286,04 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	439 616 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	17 406,33 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 135 928,04 €	1 378 228,04 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	17 406,33 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	184 550 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	27 750 €	
	Reprise d'Excédent	30 000 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 1 135 928,04 € dont 17 406,33 € de crédits non reconductibles.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 93 210,14 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 776 642,04 €, pour une capacité autorisée de 66 places d'hébergement d'insertion au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 359 286 €, pour une capacité autorisée de 34 places d'hébergement d'urgence au total

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 17 406.33 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet *(et indiquer si issus de l'enveloppe exceptionnelle Plan Pauvreté)*	Ligne d'imputation CHORUS
11 909,25 €	Plan pauvreté Insertion	0177-010512-10
5 497,08 €	Plan pauvreté Urgence	0177-010512-12

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire **n° 67789161000 du Crédit Agricole Centre-Est, détenu par l'entité gestionnaire CHRS ALPA fondation Georges Boissel.**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 1 118 521,71 € et est répartie comme suit par activité:

- 764 732,79 € pour l'hébergement d'insertion, soit 63 727,73 € par douzième ;
- 353 788,92 € pour l'hébergement d'urgence, soit 29 482,41 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 218
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Centre d'Accueil Intercommunal (CAI)
géré par le CCAS de Grenoble
n° SIRET 263 810 061 00014
N° FINESS 380 782 300

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-011 du 20/01/2017 de la Préfecture de l'Isère, portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Centre d'Accueil Intercommunal (CAI) fixant sa capacité totale à 71 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires transmises par l'établissement le 30/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 02/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement du 10/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 71 places d'hébergement d'urgence en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 11/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Centre d'Accueil Intercommunal (CAI), sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	196 175 €	1 136 670,20 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	706 754 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	233 741,20 € 0,00 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	944 300,20 € 0,00 €	1 136 670,20 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	67 802 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	124 568 €	
	Reprise d'Excédent	0,00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 944 300,20 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 78 691,68 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 944 300,20 €, pour une capacité autorisée de 71 places d'urgence au total

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **C380 0000000 de la Banque de France de Grenoble et ouvert au nom de Trésorerie Municipale de Grenoble.**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 944 300,20 € et est répartie comme suit par activité:

- 944 300,20 € pour l'hébergement d'urgence, soit 78 691,68 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, comme tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 219
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Foyer Henri Tarze
géré par le CCAS de Grenoble
n° SIRET 263 810 061 00014
N° FINESS 380 784 249

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

Vu le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-012 du 20/01/2017 de la Préfecture de l'Isère portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Foyer Henri Tarze fixant sa capacité à 47 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires transmises par l'établissement le 30/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 02/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement du 12/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 47 places d'insertion dont 14 places en diffus et 33 places en regroupé

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 15/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Foyer Henri Tarze, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	76 328 €	748 206 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	552 088 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	119 790 € 0 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	630 480 € 0,00 €	748 206 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	117 726 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Reprise d'Excédent	0,00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 630 480 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 52 540 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 630 480 €, pour une capacité autorisée de 47 places d'insertion-stabilisation au total

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **C380 0000000 de la Banque de France de Grenoble et ouvert au nom de Trésorerie de Grenoble Municipale**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 630 480 € € et est répartie comme suit par activité:

- 630 480 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 52 540 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, Le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 220
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Grenoble France Horizon
géré par l'association France Horizon
n° SIRET 775 666 704 00959
N° FINESS 380 013 045

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

Vu la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

Vu le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-013 du 20/01/2017 de la Préfecture de l'Isère, portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Grenoble France Horizon et fixant sa capacité totale à 73 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires transmises par l'établissement le 30/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 05/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement du 09/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 65 places d'insertion dont 65 places en diffus
- 8 places d'hébergement d'urgence dont 8 places en diffus ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 12/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Grenoble France Horizon, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	66 850 €	766 229,24 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	484 921,51 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	214 457,73 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	0,00 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	682 441,41 €	766 229,24 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	0,00 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	70 337,10 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	1 447 €	
	Reprise d'Excédent	12 003,73	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 682 441,41 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 56 870,12 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 599 726,61 €, pour une capacité autorisée de 65 places d'insertion au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 82 714,80 €, pour une capacité autorisée de 8 places d'urgence au total

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08006909254 de la Caisse d'Epargne Ile de France ouvert au nom du CHRS Grenoble France Horizon.**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 682 441,41 € et est répartie comme suit par activité:

- 599 726,61 € pour l'hébergement d'insertion, soit 49 977,22 € par douzième ;
- 82 714,80 € pour l'hébergement d'urgence, soit 6 892,90 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel - 184 rue Duguesclin - 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 221
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale La Halte
géré l'association AREPI L'ETAPE
n° SIRET 751 700 782 00012
N° FINESS 380 013 201

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-014 du 20/01/2017 de la Préfecture de l'Isère, portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale La Halte et fixant sa capacité à 30 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées incomplètes par l'établissement le 31/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant la tarification d'office notifiée à l'établissement le 12/07/2019 ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 30 places d'insertion en regroupé

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 *;*

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale La Halte, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	50 580 €	430 951 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	314 700 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	65 671 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	0,00 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	385 069,17 €	430 951 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	0,00 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	15 881,83 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Reprise d'Excédent	30 000 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 385 069,17 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 32 089,10 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 385 069,17 €, pour une capacité autorisée de 30 places d'insertion au total.

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08013160094 du Crédit Coopératif Mistral ouvert au nom de AREPI L'ETAPE**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 385 069,17 € et est répartie comme suit par activité:

- 385 069,17 € pour l'hébergement d'insertion, soit 32 089,10 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 222
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale La Relève
géré par l'association La Relève
n° SIRET 779 552 470 00022
N° FINESS 380 782 284

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-015 de la Préfecture de l'Isère du 20/01/2017 portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale La Relève, fixant sa capacité à 40 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires, transmises incomplètes sur la forme et le fond par l'établissement et réceptionnées le 29/10/2018, pour l'exercice 2019 ;

Considérant la tarification d'office notifiée à l'établissement le 17/07/2019 ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 26 places d'insertion dans le diffus,
- 14 places d'hébergement d'urgence dans le diffus ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 *;*

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale La Relève, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	47 388,96 €	490 880,36 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	229 355 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	214 136,40 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	0,00 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	422 880,36 €	490 880,36 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	0,00 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	68 000 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	0,00 €	
	Reprise d'Excédent	0,00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 422 880,36 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 35 240,03 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 289 750,04 €, pour une capacité autorisée de 26 places d'insertion-stabilisation au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 133 130,32 €, pour une capacité autorisée de 14 places d'urgence au total

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **00020162102 du CCM Grenoble Centre ouvert au nom de Association La Relève.**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 422 880,36 € et est répartie comme suit par activité:

- 289 750,04 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 24 145,84 € par douzième ;
- 133 130,32 € pour l'hébergement d'urgence, soit 11 094,19 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, Le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 223
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale La Roseraie
géré par l'association Les Ateliers de l'Autonomie (ADLA)
n° SIRET 305 363 749 00030
N° FINESS 380 785 907

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté de la Préfecture de l'Isère n° 38-2017-01-20-016 du 20/01/2017 portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale La Roseraie, fixant sa capacité à 32 places d'hébergement et 12 places d'atelier d'adaptation à la vie active ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/06/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires transmises par l'établissement le 26/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 04/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement du 10/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 26 places d'insertion dont 15 places en diffus et 11 places en regroupé,
- 6 places d'hébergement d'urgence dont 2 places en diffus et 4 places en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 15/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale La Roseraie, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	70 900 €	669 117,80 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	488 181,80 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	110 036 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	26 307 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	521 550,20 €	669 117,80 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	26 307 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	147 567,60 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	0,00 €	
	Reprise d'Excédent	0,00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 521 550,20 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 41 270,27 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 348 596,72 €, pour une capacité autorisée de 26 places d'insertion au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 82 487 €, pour une capacité autorisée de 6 places d'urgence au total

- DGF **autres activités** : *Atelier d'adaptation à la vie active* (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11)**

Montant total annuel de 90 466,48 €, pour une capacité autorisée de 12 places d'atelier d'adaptation à la vie active.

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 26 307 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet *(et indiquer si issus de l'enveloppe exceptionnelle Plan Pauvreté)*	Ligne d'imputation CHORUS
26 307 €	Plan pauvreté - Urgence	0177-010512-12

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **57087555000 du Crédit Agricole Sud Rhône-Alpes, ouvert au nom de ADLA La Roseraie.**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 495 243,20 € et est répartie comme suit par activité:

- 348 596,72 € pour l'hébergement d'insertion, soit 29 049,73 € par douzième ;
- 56 180 € pour l'hébergement d'urgence, soit 4 681,67 € par douzième ;
- 90 466,48 € pour les autres activités, soit 7 538,87 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 224
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ALFA3A CHRS Accueil,
géré par l'association ALFA3A
n° SIRET 77554402602100
N° FINESS 38 078 445 4

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-008 du 20/01/2017 de la préfecture de l'Isère portant renouvellement de l'autorisation du CHRS L'Accueil, fixant sa capacité à 38 places ;

VU l'arrêté n° 38-2019-06-27-002 du 27 juin 2019 portant transfert d'autorisation de gestion du CHRS L'Accueil à l'association ALFA3A située à AMBERIEU en BUGEY (01500) ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 26/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 02/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement du 12/07/2019, reçue le 15/07/2019, aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 20 places d'insertion en regroupé
- 18 places d'hébergement d'urgence en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 *;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 15/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ALFA3A Accueil, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	115 269 €	559 675,56 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	304 379,56 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	140 027 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	*0,00 €*	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	503 740,56 €	559 675,56 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	*0,00 €*	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	7 485 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	43 450 €	
	Reprise d'Excédent	5 000 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 503 740,56 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 41 978,39 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 317 632,26 €, pour une capacité autorisée de 20 places d'insertion au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 186 108,30 €, pour une capacité autorisée de 18 places d'urgence au total

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **00531355000 du Crédit Agricole Centre Est ouvert au nom de Association ALFA3A**.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 503 740,56 € et est répartie comme suit par activité:

- 317 632,26 € pour l'hébergement d'insertion, soit 26 469,36 € par douzième ;
- 186 108,30 € pour l'hébergement d'urgence, soit 15 509,03 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.

Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7 **:** Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 226
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Le Cotentin
géré par l'association AREPI L'ETAPE
n° SIRET 751 700 782 00012
N° FINESS 380 781 559

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-018 du 20/01/2017 de la Préfecture de l'Isère, portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale l'établissement Le Cotentin, modifié par l'arrêté n° 38-2018-02-09.008 du 09/02/2018 fixant sa capacité à 75 places d'hébergement et 45 places d'atelier d'adaptation à la vie active (AAVA) ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

Considérant les propositions budgétaires déposées incomplètes par l'établissement le 31/10/2018 pour l'exercice 2019

Considérant la tarification d'office notifiée à l'établissement le 17/07/2019 ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement :
- 70 places d'insertion dont 22 places en diffus et 48 places en regroupé,
- 5 places d'hébergement d'urgence en diffus ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Le Cotentin, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	261 670,40 €	1 605 245,42 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	855 638,02 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	487 937 € 42 411,87 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	1 083 931,25 € 42 411,87 €	1 605 245,42 €
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	391 314,17 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	90 000 €	
	Reprise d'Excédent	40 000 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 1 083 931,25 € dont 42 411,87 € de crédits non reconductibles.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 86 793,29 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 882 254,39 €, pour une capacité autorisée de 70 places d'insertion au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 63 818,74 €, pour une capacité autorisée de 5 places d'urgence au total

- DGF **autres activités** : *Atelier d'adaptation à la vie active* (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11)**

Montant total annuel de 137 858.12 €, pour 45 places d'atelier d'adaptation à la vie active

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 42 411,87 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet *(et indiquer si issus de l'enveloppe exceptionnelle Plan Pauvreté)*	Ligne d'imputation CHORUS
42 411,87 €	Plan pauvreté Insertion	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08013160094 du Crédit Coopératif Mistral et ouvert au nom de AREPI L'ETAPE**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 1 041 519,38 € et est répartie comme suit par activité:

- 839 842,52 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 69 986,88 € par douzième ;
- 63 818,74 € pour l'hébergement d'urgence, soit 5 318,23 € par douzième ;
- 137 858,12 € pour les autres activités, soit 11 488,18 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, Le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 227
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Le Relais Ozanam
géré par l'association Le Relais Ozanam
n° SIRET 344 705 504 00068
N° FINESS de l'établissement 380 782 268

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-019 du 20/01/2017 de la Préfecture de l'Isère portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Le Relais Ozanam, modifié par l'arrêté n° 38-2018-10-09-007 du 09/10/2018, fixant sa capacité à 175 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 31/10/2018, pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 05/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement le 12/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 122 places d'hébergement d'insertion dont 61 places en diffus et 61 places en regroupé,
- 53 places d'hébergement d'urgence dont 26 places en diffus et 27 places en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 16/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Le Relais Ozanam, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	268 215,15 €	2 439 152,12 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	1 591 367,14	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	579 569,83 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	40 622,15 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	2 006 811,60 €	2 439 152,12 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	40 622,15 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	356 781,49 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	75 559,03 €	
	Reprise d'Excédent	0,00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 2 006 811,60 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 163 849,12 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 1 413 791,81 €, pour une capacité autorisée de 122 places d'insertion-stabilisation au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 593 019,79 €, pour une capacité autorisée de 53 places d'urgence au total

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 40 622,15 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet (et indiquer si issus de l'enveloppe exceptionnelle Plan Pauvreté)	Ligne d'imputation CHORUS
24 840,15	Plan pauvreté – Insertion	0177-010512-10
15 782 €	Plan pauvreté - Urgence	0177-010512-12

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08002751287 du Crédit Coopératif, ouvert au nom de Le Relais Ozanam.**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 1 966 189,45 € et est répartie comme suit par activité:

- 1 388 951,66 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 115 745,97 € par douzième ;
- 577 237,79 € pour l'hébergement d'urgence, soit 48 103,15 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, Le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 228
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale OASIS 38
géré par l'association ALTHEA
n° SIRET 779 559 368 00054
N° FINESS 380 782 243

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-021 du 20/01/2017 de la Préfecture de l'Isère portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale OASIS38, modifié par l'arrêté Préfectoral n° 38-2017-07-12-005 du 12/07/2017 fixant sa capacité à 87 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires transmises par l'établissement le 30/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 03/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement du 08/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 72 places d'hébergement d'insertion en diffus
- 15 places d'hébergement d'urgence en diffus ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 *;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 15/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale OASIS 38, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	57 228 €	1 100 909 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	735 281 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	308 400 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	7 688 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	1 002 935 €	1 100 909 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	7 688 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	62 450 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissable	35 524 €	
	Reprise d'Excédent	0,00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 1 002 935 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 82 937,25 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 830 247 €, pour une capacité autorisée de 72 places d'insertion-stabilisation au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 172 688 €, pour une capacité autorisée de 15 places d'urgence au total

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 7 688 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet *(et indiquer si issus de l'enveloppe exceptionnelle Plan Pauvreté)*	Ligne d'imputation CHORUS
7 688 €	Plan pauvreté -Urgence	0177-010512-12

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **00037263023 de la Société Générale, ouvert au nom de ALTHEA.**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 995 247 € et est répartie comme suit par activité:

- 830 247 € pour l'hébergement d'insertion, soit 69 187,25 € par douzième ;
- 165 000 € pour l'hébergement d'urgence, soit 13 750 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 229
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ODTI
géré par l'association ODTI
n° SIRET 779 559 673 00032
N° FINESS 380 785 857

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-022 de la Préfecture de l'Isère du 20/01/2017 portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ODTI, modifié par l'arrêté n° 38-2017-04-06-004 du 06/04/2017 de la Préfecture de l'Isère, portant sa capacité à 20 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires transmises par l'établissement le 25/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 02/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement le 03/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires,

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement :
- 20 places d'hébergement d'insertion en regroupé

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 15/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale ODTI, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	16 912 €	320 492 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	209 000 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	94 580 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	0,00 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	226 481 €	320 492 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	0,00 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	93 811 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	200 €	
	Reprise d'Excédent	0,00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 226 481 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 18 873,42 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 226 481 €, pour une capacité autorisée de 20 places d'insertion au total

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08011833016 du Crédit Coopératif Mistral, ouvert au nom de ODTI.**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 226 481 € et est répartie comme suit par activité:

- 226 481 € pour l'hébergement d'insertion, soit 18 873,42 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8 : Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 231
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale OZANAM
géré par l'association OZANAM
n° SIRET 775 595937 00027
N° FINESS 380 782 250

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-023 du 20/01/2017 de la Préfecture de l'Isère portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale OZANAM, fixant sa capacité à 33 places d'hébergement et 40 places d'atelier d'adaptation à la vie active ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

Considérant les propositions budgétaires déposées incomplètes par l'établissement le 31/10/2018, pour l'exercice 2019 ;

Considérant la tarification d'office notifiée à l'établissement le 17/07/2019 ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 33 places d'hébergement d'insertion en regroupé
- 40 places d'atelier d'adaptation à la vie active (Autres Activités) ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 *;*

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale OZANAM, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	162 515 €	1 325 676,48 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	861 121,20 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	302 040,28 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	10 000 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	570 210,48 €	1 325 676,48 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	10 000 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	748 361 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	7 105 €	
	Reprise d'Excédent	0,00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 570 210,48 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 46 684,21 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 432 505,48 €, pour une capacité autorisée de 33 places d'insertion au total

- DGF **autres activités** : Atelier d'adaptation à la vie active (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11)**

Montant total annuel de 137 705 €, pour 40 places

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 10 000 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet *(et indiquer si issus de l'enveloppe exceptionnelle Plan Pauvreté)*	Ligne d'imputation CHORUS
10 000 €	Plan pauvreté - Insertion	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08002617814 du Crédit Coopératif ouvert au nom de CHRS OZANAM**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 560 210,48 € et est répartie comme suit par activité:

- 422 505,48 € pour l'hébergement d'insertion, soit 35 208,79 € par douzième ;
- 137 705 € pour les autres activités, soit 11 475,42 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, Le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 232
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale SOLID'ACTION
géré par l'association SOLIDACTION
n° SIRET 445 113 855 00024
N° FINESS 380 013 169

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n° 2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 2007-08580 de la Préfecture de l'Isère du 1er octobre 2007 portant création du centre d'hébergement et de réinsertion sociale SOLID'ACTION, modifié par l'arrêté n° 38-2018-12-19-008 de la Préfecture de l'Isère du 19/12/2018, fixant sa capacité à 22 places d'hébergement et 6 places d'atelier d'adaptation à la vie active ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires transmises par l'établissement le 29/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 03/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement du 04/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 22 places d'hébergement d'insertion en regroupé,
- 6 places d'atelier d'adaptation à la vie active ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 *;*

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 11/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale SOLID'ACTION, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	69 205 €	589 201,41 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	382 453,41 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	137 543 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	40 749 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	302 454,41 €	589 201,41 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	40 749 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	274 997 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	11 750 €	
	Reprise d'Excédent	0,00 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 302 454,41 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 21 808,79 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 238 250 €, pour une capacité autorisée de 22 places d'insertion au total

- DGF **autres activités** : Atelier d'adaptation à la vie active (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11)**

Montant total annuel de 64 204,41 €, pour une capacité autorisée de 6 places d'atelier d'adaptation à la vie active

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 40 749 €, sont alloués comme suit pour **2019**:

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
40 749 €	Plan pauvreté - Insertion	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08003568111 du Crédit Coopératif Mistral ouvert au nom de SOLIDACTION.**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 261 705,41 € et est répartie comme suit par activité:

- 197 501 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 16 458,42 € par douzième ;
- 64 204,41 € pour les autres activités, soit 5 350,37 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 233
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Solidarité Femmes Miléna
géré par la fondation Georges BOISSEL
n° SIRET 301 012 365 00088
N° FINESS 380 803 981

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU le décret du 06/05/2016 nommant M. Lionel BEFFRE, Préfet du département de l'Isère ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté n° 38-2017-01-20-024 du 20/01/2017 portant renouvellement de l'autorisation du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Solidarité Femmes Miléna, modifié par l'arrêté n° 38-2017-07-12-004 du 12/07/2017 fixant la capacité totale à 45 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 03/04/2017 entre le Préfet de région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet de l'Isère, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant les propositions budgétaires déposées par l'établissement le 31/10/2018 pour l'exercice 2019 ;

Considérant les propositions de modifications budgétaires transmises par l'autorité de tarification le 05/07/2019 ;

Considérant la réponse de l'établissement du 11/07/2019 aux propositions de modifications budgétaires ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 27 places d'insertion en diffus
- 18 places d'hébergement d'urgence en diffus ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Enquête Nationale des Coûts 2019 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Considérant la notification d'autorisation budgétaire relative à l'exercice 2019, transmise par l'autorité de tarification à l'établissement le 15/07/2019 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale Solidarité Femmes Miléna, sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I Dépenses afférentes à l'exploitation courante	33 318 €	660 958 €
	Groupe II Dépenses afférentes au personnel	457 088 €	
	Groupe III Dépenses afférentes à la structure	170 552 €	
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	15 960 €	
	Reprise de Déficit	0,00 €	
Recettes	Groupe I Produits de la tarification	516 048,76 €	660 958 €
	Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles	15 960 €	
	Groupe II Autres produits relatifs à l'exploitation	54 625,04 €	
	Groupe III Produits financiers et produits non encaissables	50 284,20 €	
	Reprise d'Excédent	40 000 €	

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 516 048,76 € dont 15 960 € de crédits non reconductibles.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 41 674,06 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 299 209,96 €, pour une capacité autorisée de 27 places d'insertion au total

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 216 838,80 €, pour une capacité autorisée de 18 places d'urgence au total

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 15 960 €, sont alloués comme suit pour **2019** :

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
15 960 €	Plan pauvreté -Urgence	0177-010512-12

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire n° **08014253871 du Crédit Coopératif ouvert au nom de BOISSEL MILENA FGB Solidarité Femmes ;**

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 500 088,76 € et est répartie comme suit par activité:

- 299 209,96 € pour l'hébergement d'insertion et stabilisation, soit 24 934,16 € par douzième ;
- 200 878,80 € pour l'hébergement d'urgence, soit 16 739,90 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes, le Secrétaire Général de la préfecture du département de l'Isère, le Directeur Régional des finances publique d'Auvergne Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 13 septembre 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n°19- 212
ANNULE ET REMPLACE l'arrêté n° 19-175
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « La Calade »,
géré par l'association Le Foyer Notre Dame des Sans-Abri
N° SIRET 77564967600035 et N° FINESS de l'établissement 690034574

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 01/06/2017 portant renouvellement d'autorisation du CHRS « La Calade » géré par l'association Le Foyer Notre-Dame des Sans-Abri à 27 places ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 19/02/2018 entre le Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre l'Etat et l'Association Foyer Notre-Dame des Sans-Abri, signé le 5 février 2019, pour la période 2019-2021 ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement à 27 places d'hébergement d'insertion dont 3 places en diffus et 24 places en regroupé ;

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Etude Nationale des Coûts 2018 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « LA CALADE », sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	195 923.13 €	559 409.01 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	225 600.00 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	111 301.95 €	
	Reprise de Déficit *Dont crédits non reconductibles*	26 583.93 € *26 583.93 €*	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	474 083.93 € *26 583.93 €*	559 409.01 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	28 000.00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	57 325.08 €	
	Reprise d'Excédent		

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 474 083.93 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 39 506.99 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 474 083.93 €, soit 39 506.99 € par douzième, pour une capacité autorisée de 27 places d'insertion au total.

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 26 583.93 €, sont alloués comme suit pour **2019** :

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
26 583.93 €	CNR RAN Déficitaire (Plan Pauvreté)	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire CE Rhône-Alpes n°13825 00200 08000870400 27, détenu par l'entité gestionnaire FOYER NOTRE DAME DES SANS ABRI.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 447 500.00 € et est répartie comme suit par activité:

- 447 500.00 € pour l'hébergement d'insertion, soit 37 291.67 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales d'Auvergne-Rhône-Alpes, le Préfet-Secrétaire Général de la préfecture du Rhône, Préfet délégué pour l'égalité des chances, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 29 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 213
ANNULE ET REMPLACE l'arrêté n°19-165
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « La Chardonnière »,
géré par l'association Le Foyer Notre-Dame des Sans-Abri
N° SIRET 77564967600035 et N° FINESS de l'établissement 690024088

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU les arrêtés n°2007-747 et 748 du 29 octobre 2007 et les arrêtés n°2008-203 et 205 du 13 mai 2008 autorisant en qualité de Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale les unités « Bélier » et « Chevrier » ;

VU l'arrêté n° 2008-209 du 13 mai 2008 fixant la capacité du CHRS « le 122 » à 25 places ;

VU l'arrêté n°2014168-0009 du 17 juin 2014 portant extension de 13 places du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « La Chardonnière » rassemblant les unités « Bélier » et « Chevrier » pour une capacité totale de 56 places dont 43 places d'hébergement d'Insertion et 13 places d'hébergement d'Urgence ;

VU l'arrêté du 15/07/2019 autorisant la fusion des CHRS « La Chardonnière » et « le 122 » et l'extension de 7 places d'hébergement d'urgence, portant la capacité totale à 88 places dont 68 places d'hébergement d'Insertion et 20 places d'hébergement d'Urgence ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 19/02/2018 entre le Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre l'Etat et l'Association Foyer Notre-Dame des Sans-Abri, signé le 5 février 2019, pour la période 2019-2021 ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant la capacité totale autorisée de l'établissement:
- 68 places d'hébergement d'insertion en regroupé ;
- 20 places d'hébergement d'urgence en regroupé.

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Etude Nationale des Coûts 2018 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « LA CHARDONNIERE », sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	328 167.58 €	1 212 994.92 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	492 697.07 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure *Dont crédits non reconductibles*	293 485.55 € *50 000.00 €*	
	Reprise de Déficit *Dont crédits on reconductibles*	98 644.72 € *98 644.72 €*	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	988 644.72 € *148 644.72 €*	1 212 994.92 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	105 000.00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	119 350.20 €	
	Reprise d'Excédent		

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 988 644.72 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 82 387.06 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 776 978.05 €, soit 64 748.17 € par douzième, pour une capacité autorisée de 68 places d'insertion au total ;

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 211 666.67 €, soit 17 638.89 € par douzième, pour une capacité autorisée de 20 places d'urgence au total.

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 148 644.72 €, sont alloués comme suit pour **2019** :

Montant	Objet	Ligne d'imputation CHORUS
98 644.72 €	CNR RAN Déficitaire (Plan Pauvreté)	0177-010512-10
50 000.00 €	Projet Interface PA / PH pour améliorer la fluidité (sorties CHRS)	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire CE Rhône-Alpes n°13825 00200 08000870400 27, détenu par l'entité gestionnaire FOYER NOTRE DAME DES SANS ABRI.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 840 000.00 € est répartie comme suit par activité:

- 628 333.33 € pour l'hébergement d'insertion, soit 52 361.11 € par douzième ;
- 211 666.67 € pour l'hébergement d'urgence, soit 17 638.89 € par douzième ;

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales d'Auvergne-Rhône-Alpes, le Préfet-Secrétaire Général de la préfecture du Rhône, Préfet délégué pour l'égalité des chances, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 29 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Direction régionale et départementale
de la jeunesse, des sports et
de la cohésion sociale Auvergne-Rhône-Alpes

Arrêté DRDJSCS n° 19- 214
ANNULE ET REMPLACE l'arrêté n° 19-166
fixant la dotation globale de financement pour l'exercice 2019
du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « La Maison de Rodolphe »,
géré par l'association Le Foyer Notre-Dame des Sans-Abri
N° SIRET 77564967600035 et N° FINESS de l'établissement 690022918

Le Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes
Préfet du Rhône,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite

VU le Code de l'action sociale et des familles, dont notamment les articles L 312-1, L 314-1 et suivants relatifs à la tarification, au budget et au financement ;

VU la loi organique n° 2001-692 du 01/08/2001 relative aux lois de finances ;

VU la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019;

VU le décret n° 2018-1355 du 28 décembre 2018 portant répartition des crédits et découverts autorisés par la loi de finances n° 2018-1317 du 28 décembre 2018 pour 2019 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29/04/2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les décrets n° 2012-1246 et 2012-1247 du 07/11/2012 et l'arrêté du 11/12/2012 relatifs à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n°2003-1010 du 22/10/2003 modifié relatif à la gestion budgétaire, comptable et financière, et aux modalités de financement et de tarification des établissements et services sociaux visés au I de l'article L312-1 du Code de l'action sociale et des familles;

VU le décret du 24/10/2018 nommant M. Pascal MAILHOS, Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Est, Préfet du Rhône ;

VU l'arrêté du 22/10/2003 modifié fixant le cadre budgétaire normalisé des établissements et services sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 23/12/2014 fixant le cadre normalisé de présentation du compte administratif des établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux ;

VU l'arrêté du 01/06/2017 portant renouvellement d'autorisation du CHRS « La Maison de Rodolphe » et fusion des CHRS « Maison de Rodolphe » et « Eugène Pons » gérés par l'association Le Foyer Notre-Dame des Sans-Abri pour 78 places d'hébergement et 65 places d'Accueil de jour ;

VU l'arrêté du 28/06/2018 portant fusion des CHRS « La Maison de Rodolphe » et « L'Auberge des Familles » et extension de 13 places d'insertion du CHRS « La Maison de Rodolphe », géré par l'association Le Foyer Notre-Dame des Sans-Abri portant la capacité totale à 103 places d'hébergement et 65 places d'Accueil de jour ;

VU l'arrêté du 15/07/2019 portant diminution de 7 places d'hébergement d'urgence portant la capacité totale à 96 places d'hébergement et 65 places d'Accueil de jour ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 (paru au Journal officiel du 19/05/2019) pris en application de l'art L 314-4 du Code de l'action sociale et des familles, fixant les dotations régionales limitatives relatives aux frais de fonctionnement des centres d'hébergement et de réinsertion sociale ;

VU l'arrêté du 12/03/2018 fixant le modèle du tableau d'analyse de l'activité et des coûts de l'enquête nationale de coûts applicable au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion prévue aux articles L. 345-1 et L. 322-8-1 du code de l'action sociale et des familles ;

VU l'arrêté du 13/05/2019 fixant les tarifs plafonds prévus au deuxième alinéa de l'article L. 314-4 du code de l'action sociale et des familles applicable aux établissements mentionnés au 8° du I de l'article L. 312-1 du même code au titre de l'année 2019 ;

VU l'arrêté interministériel du 7 septembre 2017 nommant Madame Isabelle DELAUNAY, Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale à la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-407 du 5 décembre 2018 portant délégation de signature à Madame Isabelle DELAUNAY, directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes, au titre des attributions générales ;

VU l'instruction N° DGCS/5A/1A/5C/2019/112 du 09/05/2019 relative à la campagne budgétaire du secteur « accueil, hébergement, insertion » pour 2019 ;

VU le Rapport d'Orientation Budgétaire établi pour les centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Auvergne-Rhône-Alpes en 2019, en date du 12/06/2019 ;

VU la convention de délégation de gestion conclue le 19/02/2018 entre le Préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes et le Préfet, Secrétaire général de la préfecture du Rhône, préfet délégué pour l'égalité des chances, relative à la réalisation des actes d'instruction afférents à la procédure budgétaire des établissements et services sociaux financés par le budget de l'Etat ;

VU le Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens (CPOM) entre l'Etat et l'Association Foyer Notre-Dame des Sans-Abri, signé le 5 février 2019, pour la période 2019-2021 ;

VU la décision DRDJSCS 19-131 du 1er juillet 2019 portant subdélégation en matière d'attributions générales des services de la Direction Régionale et Départementale de la Jeunesse, des Sports, et de la Cohésion Sociale Auvergne-Rhône-Alpes ;

VU la décision DRDJSCS 19-132 du 1er juillet 2019 portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire et de marchés publics et délégation pour les opérations de l'application informatique de l'Etat- CHORUS-OSIRIS ;

Considérant la capacité d'hébergement totale autorisée de l'établissement:
- 50 places d'hébergement d'insertion dont 22 places en diffus et 28 places en regroupé ;
- 46 places d'hébergement d'urgence en regroupé.

Considérant la déclaration faite par l'établissement lors de l'enquête Etude Nationale des Coûts 2018 mentionnée à l'arrêté du 12 mars 2018 ;

Sur proposition du Secrétaire Général pour les affaires régionales Auvergne-Rhône-Alpes,

ARRÊTE

Article 1: Pour l'exercice budgétaire 2019, les recettes et les dépenses prévisionnelles du centre d'hébergement et de réinsertion sociale « MAISON DE RODOLPHE », sont autorisées et réparties comme suit:

	Groupes fonctionnels	Montants en €	Totaux en €
Dépenses	Groupe I : Dépenses afférentes à l'exploitation courante	371 986.51 €	1 711 160.11 €
	Groupe II : Dépenses afférentes au personnel	798 644.45 €	
	Groupe III : Dépenses afférentes à la structure	429 230.82 €	
	Reprise de Déficit *Dont crédits non reconductibles*	111 298.33 € *111 298.33 €*	
Recettes	Groupe I : Produits de la tarification *Dont le cas échéant total des crédits non reconductibles*	1 461 760.66 € *111 298.33 €*	1 711 160.11 €
	Groupe II : Autres produits relatifs à l'exploitation	111 500.00 €	
	Groupe III : Produits financiers et produits non encaissables	137 899.45 €	
	Reprise d'Excédent		

Article 2: Pour l'exercice 2019, la dotation globale de financement est arrêtée comme suit:
Montant total annuel de 1 461 760.66 €.
En application de l'article R314-107 du CASF, la fraction forfaitaire égale au douzième de la dotation globale de financement est fixée à 121 813.39 €.

La DGF totale se décline comme suit :

- DGF d'hébergement **stabilisation et insertion** (**imputation CHORUS : 0177-010512-10)**

Montant total annuel de 696 664.79 €, soit 58 055.40 € par douzième, pour une capacité autorisée de 50 places d'insertion au total ;

- DGF d'hébergement **d'urgence** (**imputation CHORUS : 0177-010512-12)**

Montant total annuel de 523 095.87 €, soit 43 591.32 € par douzième, pour une capacité autorisée de 46 places d'urgence au total ;

- DGF **autres activités** : Accueil de Jour (**imputation CHORUS : 0177- 010512-11)**

Montant total annuel de 242 000.00 €, soit un montant de 20 166.67 € par douzième.

Les **crédits non reconductibles**, d'un montant total annuel de 111 298.33 €, sont alloués comme suit pour **2019** :

Montant	Objet *(et indiquer si issus de l'enveloppe exceptionnelle Plan Pauvreté)*	Ligne d'imputation CHORUS
111 298.33 €	CNR RAN Déficitaire (Plan Pauvreté)	0177-010512-10

L'ensemble de ces sommes sera versé sur le compte bancaire CE Rhône-Alpes n°13825 00200 08000870400 27, détenu par l'entité gestionnaire FOYER NOTRE DAME DES SANS ABRI.

Article 3 : En application de l'art R 314-108 du Code de l'action sociale et des familles, à compter du 01/01/2020, sans préjudice de la campagne budgétaire 2020, et sous réserve de la disponibilité des crédits correspondants, la dotation globale de financement **reconductible** s'établit à 1 350 462.33 € et est répartie comme suit par activité:

- 585 366.46 € pour l'hébergement d'insertion, soit 48 780.54 € par douzième ;
- 523 095.87 € pour l'hébergement d'urgence, soit 43 591.32 € par douzième ;
- 242 000.00 € pour les autres activités (Accueil de jour), soit 20 166.67 € par douzième.

Ces acomptes mensuels seront versés dans l'attente de la fixation de la DGF 2020, compte tenu de la neutralisation des crédits non reconductibles et la neutralisation des reprises de résultat.

Article 4: La tarification 2019 entre en vigueur au premier jour du mois qui suit la signature du présent arrêté; conformément à l'art R 314-35 du Code de l'action sociale et des familles, il est procédé à une régularisation des versements dus au titre de la période allant du 1er janvier de l'exercice à la date du nouveau tarif, avec versement du restant dû sur les mois restant à courir.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, soit hiérarchique auprès du Ministre de la cohésion des territoires, dans le délai d'un mois suivant sa notification pour l'établissement ou suivant sa publication pour les tiers.
Un recours contentieux peut être formé devant le tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Lyon sis Palais des juridictions administratives- Cour administrative d'appel- 184 rue Duguesclin- 69 433 Lyon cedex 03. Le délai de recours contentieux est fixé à un mois franc à compter de la publication du présent arrêté, ou pour les personnes auxquelles il est notifié, à compter de sa notification.

Article 6 : Le présent arrêté sera notifié à l'établissement concerné.

Article 7: Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région Auvergne-Rhône-Alpes.

Article 8: Le Secrétaire Général pour les affaires régionales d'Auvergne-Rhône-Alpes, le Préfet-Secrétaire Général de la préfecture du Rhône, Préfet délégué pour l'égalité des chances, le Directeur Régional des finances publiques d'Auvergne-Rhône-Alpes, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 29 août 2019

Pour le Préfet de la région Auvergne- Rhône- Alpes,
Pour la Directrice régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale d'Auvergne-Rhône-Alpes,

Le Directeur régional adjoint,

Signé : Bruno FEUTRIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE

ARRETE n° 50 – 2019 du 20 novembre 2019

portant modification de la composition de l'instance régionale de la protection sociale des travailleurs indépendants d'Auvergne Rhône-Alpes

La ministre des solidarités et de la santé

Vu le code de la sécurité sociale et notamment son article L. 612-4 ;

Vu l'article 15 de la loi n°2017-1836 du 30 décembre 2017 de financement de la sécurité sociale pour 2018 ;

Vu le décret n° 2018-1215 du 24 décembre 2018 relatif à la liste des organisations procédant aux premières désignations au sein du conseil de la protection sociale des travailleurs indépendants,

Vu l'arrêté n°4-2019 du 25 janvier 2019 portant nomination des membres de l'Instance régionale de la protection sociale des travailleurs indépendants d'Auvergne Rhône-Alpes,

Vu la proposition de l'Union des Entreprises de Proximité (U2P) en date du 15 novembre 2019,

A R R Ê T E

Article 1er

L'arrêté ministériel en date du 25 janvier 2019 susvisé, portant nomination des membres du conseil d'administration de l'Instance régionale de la protection sociale des travailleurs indépendants est modifié comme suit :

Parmi les représentants des travailleurs indépendants désignés au titre de l'Union des Entreprises de Proximité (U2P) :

- Monsieur Stéphane VERGNON est désigné titulaire en remplacement de Fabienne MUNOZ

Article 2

La cheffe d'antenne de Lyon de la Mission Nationale de Contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale est chargée de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne Rhône Alpes.

Fait à Lyon, le 20 novembre 2019

La ministre des solidarités et de la santé,
Pour la ministre et par délégation,

La Cheffe d'antenne de Lyon
de la Mission Nationale de Contrôle
et d'audit des organismes de sécurité sociale

Signé

Cécile RUSSIER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR
L'ADMINISTRATION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Bureau du recrutement

LE PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITE SUD-EST
PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES
PREFET DU RHÔNE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

ARRETE PREFECTORAL n° SGAMISEDRH-BR-2019-11-15-03
fixant la liste des candidats retenus par le jury à l'issue de l'épreuve d'entretien avec le jury du recrutement à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale – session numéro 2019/4, organisée dans le ressort du SGAMI Sud-Est, pour la zone Sud-Est

VU les articles L. 411-5 à L. 411-6 et R. 411-4 à R. 411-9 du code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 24 août 2000 modifié fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

VU l'arrêté ministériel du 24 août 2000 modifié fixant les droits et obligations des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2019 février 2019 autorisant l'ouverture d'un recrutement pour l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale – session numéro 2019/4, organisé dans le ressort du SGAMI Sud-Est, pour la zone Sud-Est ;

VU l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2019 fixant la liste des candidats autorisés à participer aux épreuves de recrutement à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale – session numéro 2019/4, organisées dans le ressort du SGAMI Sud-Est, pour la zone Sud-Est ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2019 fixant la composition du jury chargé de la notation des épreuves sportives du recrutement à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale – session numéro 2019/4, organisées dans le ressort du SGAMI Sud-Est, pour la zone Sud-Est ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2019 fixant la liste des candidats autorisés à participer à l'épreuve d'entretien avec le jury du recrutement à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale – session numéro 2019/4, organisées dans le ressort du SGAMI Sud-Est, pour la zone Sud-Est ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2019 fixant la composition des jurys chargés de la notation de l'épreuve d'entretien pour le recrutement à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale – session numéro 2019/4, organisées dans le ressort du SGAMI Sud-Est, pour la zone Sud-Est ;

SUR la proposition de Madame la Préfète déléguée pour la défense et la sécurité ;

ARRÊTE:

ARTICLE 1 : Sont admis à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale dans les départements de la Zone Sud-Est, dans le ressort du SGAMI Sud-Est – session numéro 2019/4, les candidats dont les noms figurent en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Madame la préfète déléguée pour la défense et la sécurité est chargée de l'exécution du présent arrêté.

A LYON, le 21 novembre 2019
Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des ressources humaines,

Pascale LINDER

ANNEXE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST

Candidats retenus à la session 2019-4 d'ADS sous réserve du résultat de l'enquête administrative et de la visite médicale

NOM	Prénom
ACHARD	CHARLES
ACOSTA	EMERIC
ALABAU	ELODIE
ALCARAZ	LISA
ALVES	ALEXIS
ANDREANI	ADRIEN
ANTOINE	XAVIER
AUBERT	ROMAIN
AVRIL	JULIEN
BALANTI	ENZO
BARBERAN	THOMAS
BELHADDAD	SONIA
BERNOS	THOMAS
BERUZON	FABIEN
BONNEFOY	AUDREY
BOUABDALLAH	RACHID
BROCVIELLE	MAXIME
BRUCHET	JESSY
CHATTON	LUCAS
CORNACCHIA	JADE
CORNET	KEVIN
CORVAISIER	YOANN
COULON	JOHANNA
COVIN	GABIN
CUNY	ROMAIN
DE VERMONT	YOAN
DEFFOND	CHLOE
DEL REY	AXEL
DIJOUX	WILSON
DUBOIS	QUENTIN
DUROURE	MALAURIE
FARRE	JULIEN
FRANGIAMONE	MATTEO
GAGNERET	CYRIL
GALLAND	ALEXIA
GALLI	GEOVANNY
GARDAVOIR	QUENTIN
GEOFFROY	ADRIEN
GOLLIOT	BRUNO
GONON	BAPTISTE
GRASSET	AXEL
GRONDIN	EDDY
GUERID	NABIL

NOM	Prénom
HAVET	BERENICE
HEUGUE	FABIEN
HORGNIES	LEA
JAUDINAUD	LUCAS
KORKMAZ	YASIN
LACOMBE	ANTHONY
LACROIX	AURORE
LAKHDARI	ISMAEL
LANTIAN	THOMAS
LECHEVIN	ALEXIS
LEGAC	JEREMY
LEMAITRE	ALEXANDRE
LIMOGES	LORENA
LO VERSO	EMANUELE
MAILLARD	DARLENE
MANDA-ABEGA	THAYS
MENDOLIA	JORDANE
MORIZET	TOMMY
MORVAN	DYLAN
OZTURK	MUHAMMED-FATIH
PARANT	VINICIUS
PECQUEUR	FABIAN
PERRIN	LAURA
PETRACCONE	ANDREA
PLANCHER	PIERICK
PLOTTON	ALEXANDRE
RIONDY	TANGUY
ROBERT	ANTHONY
ROCHER	BASTIEN
RUF	ALEX
SALAMA	BERTRAND
SCHMUTZ	EMILIE
SECQ	OCEANE
TALICHET	VINCENT
TAVERNIER	NICOLAS
TORRES GABRIEL	STEVE
VALLER	LUCAS
VAZ	ANTHONY
VERDIER	MATHEO
VUILLERMOZ	ALLYCIA
WAGLER	SONNY
WIERING	MARTIN

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR
L'ADMINISTRATION DU MINISTERE DE L'INTERIEUR

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

Bureau du recrutement

LE PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITE SUD-EST
PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES
PREFET DU RHÔNE
OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

ARRETE PREFECTORAL n° SGAMISEDRH-BR-2019-11-20-01
fixant la liste des candidats retenus par le jury à l'issue de l'épreuve d'entretien avec le jury du recrutement à l'emploi des adjoints de sécurité de la police nationale – session 2019/5 «AUVERGNE», organisée dans le ressort du SGAMI Sud-Est.

VU les articles L. 411-5 à L. 411-6 et R. 411-4 à R. 411-9 du code de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 24 août 2000 modifié fixant les modalités de recrutement et de formation des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

VU l'arrêté ministériel du 24 août 2000 modifié fixant les droits et obligations des adjoints de sécurité recrutés au titre du développement d'activités pour l'emploi des jeunes ;

VU l'arrêté préfectoral du 4 juillet 2019 autorisant l'ouverture d'un recrutement pour l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale session numéro 2019/5, organisé dans le ressort du SGAMI Sud-Est ;

VU l'arrêté préfectoral du 1 octobre 2019 fixant la liste des candidats autorisés à participer aux épreuves de recrutement à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale session numéro 2019/5 « AUVERGNE », organisées dans le ressort du SGAMI Sud-Est ;

VU l'arrêté préfectoral du 3 octobre 2019 fixant la composition du jury chargé de la notation des épreuves sportives du recrutement à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale – session numéro 2019/5 « AUVERGNE », organisées dans le ressort du SGAMI Sud-Est ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2019 fixant la liste des candidats autorisés à participer à l'épreuve d'entretien avec le jury du recrutement à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale - session numéro 2019/5 « AUVERGNE », organisée dans le ressort du SGAMI Sud-Est ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2019 fixant la liste des candidats autorisés à participer à l'épreuve d'entretien avec le jury du recrutement à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale - session numéro 2019/5 « AUVERGNE », organisée dans le ressort du SGAMI Sud-Est ;

VU l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2019 fixant la composition des jurys chargés de la notation de l'épreuve d'entretien pour le recrutement à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale– session numéro 2019/5 « AUVERGNE », organisées dans le ressort du SGAMI Sud-Est ;

SUR la proposition de Madame la Préfète déléguée pour la défense et la sécurité ;

ARRÊTE:

ARTICLE 1 : Sont admis à l'emploi d'adjoint de sécurité de la police nationale dans les départements de la Zone Sud-Est, dans le ressort du SGAMI Sud-Est – session numéro 2019/5, les candidats dont les noms figurent en annexe du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Madame la préfète déléguée pour la défense et la sécurité est chargée de l'exécution du présent arrêté.

A LYON, le 21 novembre 2019
Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des ressources humaines,

Pascale LINDER

ANNEXE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST

Candidats retenus à la session 2019-5 d'ADS sous réserve du résultat de l'enquête administrative et de la visite médicale

NOMS	PRÉNOMS
BARRILE	CELIA
BISCUIT	MARVIN
BOISSERIE	JASON
BOSQUET	GAEL
BOUSSET	AGATHE
CALMIER	ELVIRE
CARTIER	LEA
CORREIA	ALAN
DANZIN	EVAN
DEBRET	EMMA
DESGEORGES	AXEL
DUMONT	PIERRICK
FONNE	MATTHIEU
GARAU	SYLVAIN
GIBERT	MATHILDE
MAAMAR	MADJID
MAROTO	KEVIN
MASEI	STEEVE
MATTERN	BASTIEN
MAZEL	NICOLAS
MIECH	LORIS
MOREAU	THIBAULT
PERROT	ALEXIS
PUECHGUIRAL	DORINE
RAGE	MARINE
REYMOND	CLEMENT
RICHARD	CHLOE
RIZZO	QUENTIN
ROBLIN	PERLINE
ROUMAILLAT	MAXIME
ROUXEL	LAURE
SALMON	DYLAN
SANCELME	MAXIME
TADERENT	DORIAN
WASHETINE	ERWAN

Liste arrêtée à 35 noms

LYON, le 21 novembre 2019
Pour le Préfet et par délégation,
La directrice des ressources humaines,

Pascale LINDER

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL POUR
L'ADMINISTRATION DU MINISTÈRE DE
L'INTÉRIEUR

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES

BUREAU DU RECRUTEMENT

LE PRÉFET DE ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST
PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE RHÔNE-ALPES
ET DU DÉPARTEMENT DU RHÔNE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE

ARRETE PREFECTORAL N° SGAMISEDRH-BR-2019-11-21-03
fixant la liste des candidats agréés pour le recrutement sans concours d'adjoints techniques de la police nationale, spécialité « Hébergement et restauration » organisé dans le ressort du SGAMI Sud-Est – Session 2019.

VU la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

VU la loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique ;

VU le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, notamment ses articles L.393 et suivants et R. 396 à R 413 ;

VU le décret n°95-979 du 25 août 1995 modifié relatif au recrutement des travailleurs handicapés dans la fonction publique pris pour l'application de l'article 27 de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État ;

VU le décret n° 2004-1105 du 19 octobre 2004 relatif à l'ouverture des procédures de recrutement dans la fonction publique de l'État ;

VU le décret n° 95-1197 du 6 novembre 1995 portant déconcentration en matière de gestion des personnels de la police nationale ;

VU le décret n° 2006-1761 du 23 décembre 2006 relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints techniques des administrations de l'État ;

VU le décret n° 2016-580 du 11 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État ;

VU le décret n° 2016-1084 du 3 août 2016 modifiant le décret n° 2016-580 du 11 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État ;

VU le décret n° 2017-1470 du 12 octobre 2017 relatif à l'accès aux corps et cadres d'emplois de la catégorie C de la fonction publique par la voie du parcours d'accès aux carrières de la fonction publique d'État, territoriale et hospitalière ;

VU l'arrêté interministériel du 31 décembre 2007 fixant la liste des spécialités communes à plusieurs corps d'adjoints techniques des administrations de l'État ;

VU l'arrêté du 27 août 2010 portant déconcentration en matière de gestion des fonctionnaires des corps techniques et scientifiques de la police nationale ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juin 2019 autorisant au titre de l'année 2019 le recrutement sans concours d'adjoints techniques de la police nationale et fixant le nombre et la répartition des postes offerts ;

VU l'arrêté préfectoral du 04 juillet 2019 autorisant au titre de l'année 2019 l'ouverture d'un recrutement sans concours d'adjoints techniques de la police nationale, organisé dans le ressort du SGAMI Sud-Est ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 2019 fixant la composition du jury pour le recrutement sans concours d'adjoints techniques de la police nationale, spécialité « Hébergement et restauration » organisé dans le ressort du SGAMI Sud-Est – Session 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 septembre 2019 fixant la liste des candidats déclarés admissibles pour le recrutement sans concours d'adjoints techniques de la police nationale, spécialité « Hébergement et restauration » organisé dans le ressort du SGAMI Sud-Est – Session 2019 ;

VU l'arrêté préfectoral du 10 octobre 2019 fixant les listes des candidats déclarés admis pour le recrutement sans concours d'adjoints techniques de la police nationale, spécialité « Hébergement et restauration » organisé dans le ressort du SGAMI Sud-Est – Session 2019 ;

SUR proposition de la Préfète déléguée pour la défense et la sécurité Sud-Est,

ARRETE :

ARTICLE 1

Les dossiers des candidates déclarées admises pour le recrutement sans concours d'adjoints techniques de la police nationale session 2019 dont les noms suivent sont agréés :

Spécialité « Hébergement et restauration »

Liste principale

Numéro	*Civilité*	*Nom*	*Prénom*
LYON_1627853	Madame	CARLHIAN	SANDRINE
LYON_1630851	Madame	JOUBERT	MARIE-EMILIE

ARTICLE 2

La Préfète déléguée pour la défense et la sécurité est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le 21 novembre 2019

Pour le préfet et par délégation,
L'adjointe à la directrice des Ressources Humaines

Marie FANET

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ SUD-EST

SECRÉTARIAT GÉNÉRAL
POUR L'ADMINISTRATION DU
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE ET DES FINANCES

Bureau des affaires juridiques

DÉCISION

SGAMI SE_DAGF_2019_11_21_84 DU 21 NOVEMBRE 2019

portant subdélégation de signature aux agents du centre de services partagés pour la validation électronique dans le progiciel comptable intégré CHORUS –
Service exécutant MI5PLTF069

VU le décret n° 2014-296 du 6 mars 2014 modifié relatif aux secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur et modifiant diverses dispositions du code de la défense et du code de la sécurité intérieure ;

VU l'arrêté ministériel du 6 mars 2014 portant organisation des secrétariats généraux pour l'administration du ministère de l'intérieur ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGAMI-SE-DAGF-2017-10-06-28 du 5 octobre 2017 portant organisation du secrétariat général pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense et de sécurité Sud-Est ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGAMI-SE-DAGF-2019-11-14-83 du 14 novembre 2019 portant délégation de signature à Madame la préfète déléguée pour la défense et la sécurité auprès du préfet de zone de défense et de sécurité Sud-Est, secrétaire générale pour l'administration du ministère de l'intérieur de la zone de défense Sud-Est en matière d'ordonnancement secondaire ;

VU les décisions ministérielles et préfectorales affectant le personnel ;

D É C I D E

Article 1er. –Délégation de signature est donnée pour les programmes du ministère de l'intérieur,

– **152** « gendarmerie nationale », titres 2, 3 et 5,
– **161** « intervention des services opérationnels », titres 3 et 5,
– **176** « police nationale », titres 2, 3 et 5,

– **216** « conduite et pilotage des politiques de l'intérieur », titres 2, 3, 5 et 6,

– **232** « vie politique, culturelle et associative », titre 2,

– **303** « immigration et asile », titres 3 et 5,

– **307** « administration territoriale », titre 2

ainsi qu'une partie du programme du ministère des affaires étrangères et européennes,

– **105** « action de la France en Europe et dans le monde », pour le traitement des indemnités de mission et de changements de résidence de militaires de la gendarmerie affectés ou effectuant des missions au profit du Ministère des affaires étrangères/direction de la coopération de sécurité et de défense (MAE/DCSD)

et les opérations immobilières des implantations de la police nationale et de la gendarmerie nationale financées sur le programme du ministère des finances,

– **723** « opérations immobilières nationales et des administrations centrales », titres 3 et 5,

aux agents du centre de services partagés CHORUS du SGAMI Sud-Est dans les conditions définies ci-après pour les actes suivants :

§1. pour la validation électronique dans le progiciel comptable intégré CHORUS de la certification de service fait à :

- Monsieur **Aboubacar ABDOUL-KARIME**,
- Madame **Magali BARATHÉ,**
- Maréchale des logis **Aurélie BARRAU,**
- Madame **Mélanie BATISSE,**
- Madame **Samia BEGAI,**
- Madame **Sylvie BELON,**
- Madame **Sorya BENDELA,**
- Madame **Linsey BLANCHET,**
- Madame **Nelly BOIZOT,**
- Madame **Stéphanie BOUTEILLE**,
- Monsieur **Christophe CAUCHOIS,**
- Madame **Patricia CHALENCON**
- Madame **Cindy CHAULET**
- Madame **Nathaly CHEVALIER,**
- Maréchal des logis **Florian CHOUET,**
- Monsieur **René COHAS**,
- Madame **Aurélie COURTIEU**
- Madame **Tiphaine DALMAS**
- Monsieur **Loïc DARNON,**
- Monsieur **Yannick DESCOMBES,**
- Madame **Maria DA SILVA**,
- Madame **Elisabeth ESCOBAR,**
- Madame **Catherine FANTON**,
- Madame **Nathalie FAYE,**
- Madame **Catherine FOLLIGUET**
- Madame **Michèle GARRO,**
- Madame **Nicole GAT**,
- Monsieur **David GAUTHIER**
- Madame **Agnès GEOFFRE,**
- Madame **Macaréna GIRARD**,
- Monsieur **Nicolas GRÉGOIRE**
- Madame **Patricia GONNATI**,
- Madame **Christelle GACHON**
- Monsieur **Sébastien GUIRONNET**
- Monsieur **Christian JACQUES**
- Monsieur **Elvis KEMAYOU,**
- Madame **Lyla LILLOUCHE**,
- **Monsieur Maxime LOHSE**
- Madame **Nathalie LOIRE,**
- **Monsieur Laurent LUCHESI**
- **Madame Nathalie MALKA,**
- Madame **Fatiha MARCHADO,**
- Madame **Maria MUCI,**
- Madame **Séverine ORY,**
- Madame **Laetitia PATRICK**
- Madame **Karine PERNIN,**
- Madame **PEYRE DE FABREGUE,**
- Madame **Swann PHILIPPEAU,**
- Madame **Nathalie PICHON,**
- Madame **Raphaelle PIERRE,**
- Madame **Carole RAVAZ**
- Madame **Nadine REAU,**
- Madame **Séverine REBOLLAR,**
- Madame **Nathalie RIBOULET**
- Madame **Myriam SAGOUMA,**
- Madame **Christelle SAIGNE,**
- Madame **Isabelle SAULIER,**
- Monsieur **Mohamed SAVANE**

- Madame **Élisa SERIN,**
- Madame **Noria SPIRLI,**
- Monsieur **Selaseth SUM KEO,**
- Monsieur **Olivier TREILLARD ,**
- Madame **Marie-Jacqueline HAMOT,**
- Monsieur **Saindou IBRAHIM**,,
- Madame **Christine JACQUET,**
- Madame Corinne **VARGIU**,
- Maréchale des logis Géraldine **VILO**
- Madame **Sabrina ZIAT,**
- Madame **Lisa ZIVERI,**
- Madame **Nassera ZOIOUI,**
- Madame **Malika ZOIOU**

§2. pour la validation électronique dans le progiciel comptable intégré CHORUS des engagements juridiques et des demandes de paiement à :

- Monsieur **Aboubacar ABDOUL-KARIME**,
- Madame **Magali BARATHÉ,**
- Maréchale des logis **Aurélie BARRAU,**
- Madame **Sylvie BELON,**
- Madame **Sorya BENDELA**
- Madame **Nelly BOIZOT,**
- Madame **Stéphanie BOUTEILLE,**
- Maréchal des logis **Florian CHOUET,**
- Madame **Tiphaine DALMAS,**
- Monsieur **Loïc DARNON,**
- Madame **Catherine FANTON**,
- Madame **Nathalie FAYE,**
- Madame **Catherine FOLLIGUET,**
- Madame **Macarena GIRARD**
- Monsieur **Sébastien GUIRONNET**,
- Madame **Marie-Jacqueline HAMOT,**
- Madame **Lyla LILLOUCHE**,
- Monsieur **Laurent LUCHESI**
- Madame **Isabelle SAULIER,**
- Madame **Maria DA SILVA**,
- Monsieur **Selaseth SUM KEO,,**
- Maréchale des logis **Géraldine VILO,**
- Madame **Lisa ZIVERI,**

§ 3. pour la validation électronique dans le progiciel comptable des titres de perception à :

- Madame **Nathalie FAYE,**
- Madame **Marie-Jacqueline HAMOT,**
- Monsieur **Keo Selaseth SUM**,

Article 2. – Un spécimen des signatures et paraphes sera adressé, séparément, pour accréditation aux comptables assignataires concernés.

Article 3. –La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Lyon, le 21 novembre 2019

La cheffe du centre de services partagés
CHORUS du SGAMI Sud-Est,

Gaëlle CHAPONNAY

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Secrétariat général
Pour les affaires régionales

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE GESTION

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l' État modifié par le décret n°2005-436 du 9 mai 2005 portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier et dans le cadre de la délégation d'ordonnancement secondaire du préfet en date du 25 mai 2016 ;

Vu la circulaire du 12 juin 2019 relative à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État ;

Vu la note conjointe DITP/DB à monsieur le Préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes en date du 26 juillet 2019 ;

Vu l'arrêté n°19-290 portant délégation de signature du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes au secrétaire général pour les affaires régionales ;

Entre le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, représenté par le secrétaire général pour les affaires régionales, désigné sous le terme de « délégant » d'une part,

et

la préfète de l'Ardèche, désignée sous le terme de « délégataire » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes relevant de l'unité opérationnelle régionale du programme 349, relatif au Fonds pour la transformation de l'action publique (FTAP).

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

Article 2 : Prestations confiées au délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après;.

1- Le délégataire assure pour le compte du délégant, les actes suivants :

- il saisit les demandes d'engagements juridiques via Chorus formulaires dans la limite des crédits fixés par le délégant : 29 870 € TTC
- il veille à la conformité des justificatifs fournis (devis)
- il constate le service fait et assure le suivi des demandes de paiement (correction des anomalies, conformité des factures)
- il réalise en liaison avec les services du délégant les travaux de fin de gestion
- il réalise l'archivage des pièces qui lui incombe.

2- Le délégant reste responsable de :

- la décision de dépenses et recettes
- du pilotage des crédits de paiement

Article 3 : Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et limites fixées par le présent document.
Il s'engage à respecter les orientations budgétaires régionales définies annuellement par le délégant.

Le délégataire s'engage à rendre compte de son activité par la transmission au délégant des actes d'instruction pris dans le cadre de cette présente convention.

Article 4 : Obligation du délégant

Le délégant s'engage à fournir en temps utile tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

Article 5 : Modification de la délégation

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant validé par chacune des parties.

Article 6 : Durée de la délégation

La présente délégation prend effet lors de sa signature par les parties concernées. Elle est reconduite tacitement d'année en année jusqu'à la fin du dispositif.

Il peut être mis fin, à tout moment, à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite.

Ce document sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à LYON, le 4 novembre 2019.

Le délégant, Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du Rhône, représenté par le secrétaire général pour les affaires régionales, Guy LÉVI	Le délégataire, La préfète de l'Ardèche, Françoise SOULIMAN

ANNEXE :

Codification des demandes d'engagements juridiques :

Centre financier : 0349-CDBU-DR69

Centre de coût : BG00 / PRFSG01007

Domaine fonctionnel : 0349-01

Code activité : 034901012801

Groupe de marchandise : 40.01.02

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Secrétariat général
Pour les affaires régionales

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE GESTION

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l' État modifié par le décret n°2005-436 du 9 mai 2005 portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier et dans le cadre de la délégation d'ordonnancement secondaire du préfet en date du 25 mai 2016 ;

Vu la circulaire du 12 juin 2019 relative à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État ;

Vu la note conjointe DITP/DB à monsieur le Préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes en date du 26 juillet 2019 ;

Vu l'arrêté n°19-290 portant délégation de signature du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes au secrétaire général pour les affaires régionales ;

Entre le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, représenté par le secrétaire général pour les affaires régionales, désigné sous le terme de « délégant » d'une part,

et

le préfet de la Drôme, désigné sous le terme de « délégataire » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes relevant de l'unité opérationnelle régionale du programme 349, relatif au Fonds pour la transformation de l'action publique (FTAP).

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

Article 2 : Prestations confiées au délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après;.

1- Le délégataire assure pour le compte du délégant, les actes suivants :

- il saisit les demandes d'engagements juridiques via Chorus formulaires dans la limite des crédits fixés par le délégant : 29 870€ TTC
- il veille à la conformité des justificatifs fournis (devis)
- il constate le service fait et assure le suivi des demandes de paiement (correction des anomalies, conformité des factures)
- il réalise en liaison avec les services du délégant les travaux de fin de gestion
- il réalise l'archivage des pièces qui lui incombe.

2- Le délégant reste responsable de :

- la décision de dépenses et recettes
- du pilotage des crédits de paiement

Article 3 : Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et limites fixées par le présent document.
Il s'engage à respecter les orientations budgétaires régionales définies annuellement par le délégant.

Le délégataire s'engage à rendre compte de son activité par la transmission au délégant des actes d'instruction pris dans le cadre de cette présente convention.

Article 4 : Obligation du délégant

Le délégant s'engage à fournir en temps utile tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

Article 5 : Modification de la délégation

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant validé par chacune des parties.

Article 6 : Durée de la délégation

La présente délégation prend effet lors de sa signature par les parties concernées. Elle est reconduite tacitement d'année en année jusqu'à la fin du dispositif.

Il peut être mis fin, à tout moment, à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite.

Ce document sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à LYON, le 6 novembre 2019.

Le délégant, Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du Rhône, représenté par le secrétaire général pour les affaires régionales, Guy LÉVI	Le délégataire, Le préfet de la Drôme, Hugues MOUTOUH

ANNEXE :

Codification des demandes d'engagements juridiques :

Centre financier : 0349-CDBU-DR69

Centre de coût : BG00 / PRFSG01026

Domaine fonctionnel : 0349-01

Code activité : 034901012801

Groupe de marchandise : 40.01.02

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Secrétariat général
Pour les affaires régionales

CONVENTION DE DÉLÉGATION DE GESTION

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l' État modifié par le décret n°2005-436 du 9 mai 2005 portant statut particulier du corps du contrôle général économique et financier et dans le cadre de la délégation d'ordonnancement secondaire du préfet en date du 25 mai 2016 ;

Vu la circulaire du 12 juin 2019 relative à la mise en œuvre de la réforme de l'organisation territoriale de l'État ;

Vu la note conjointe DITP/DB à monsieur le Préfet de région Auvergne-Rhône-Alpes en date du 26 juillet 2019 ;

Vu l'arrêté n°19-290 portant délégation de signature du Préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes au secrétaire général pour les affaires régionales ;

Entre le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, représenté par le secrétaire général pour les affaires régionales, désigné sous le terme de « délégant » d'une part,

et

le préfet du Cantal, désigné sous le terme de « délégataire » d'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet de la délégation

En application de l'article 2 du décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 et dans le cadre de sa délégation d'ordonnancement secondaire, le délégant confie au délégataire, en son nom et pour son compte, dans les conditions ci-après précisées, la réalisation de l'ordonnancement des dépenses et des recettes relevant de l'unité opérationnelle régionale du programme 349, relatif au Fonds pour la transformation de l'action publique (FTAP).

Le délégant assure le pilotage des AE et des CP et n'est pas dégagé de sa responsabilité sur les actes dont il a confié la réalisation au délégataire.

Article 2 : Prestations confiées au délégataire

Le délégataire est chargé de l'exécution des décisions du délégant, s'agissant des actes énumérés ci-après;.

1- Le délégataire assure pour le compte du délégant, les actes suivants :

- il saisit les demandes d'engagements juridiques via Chorus formulaires dans la limite des crédits fixés par le délégant : 29 870 € TTC
- il veille à la conformité des justificatifs fournis (devis)
- il constate le service fait et assure le suivi des demandes de paiement (correction des anomalies, conformité des factures)
- il réalise en liaison avec les services du délégant les travaux de fin de gestion
- il réalise l'archivage des pièces qui lui incombe.

2- Le délégant reste responsable de :

- la décision de dépenses et recettes
- du pilotage des crédits de paiement

Article 3 : Obligations du délégataire

Le délégataire exécute la délégation dans les conditions et limites fixées par le présent document.
Il s'engage à respecter les orientations budgétaires régionales définies annuellement par le délégant.

Le délégataire s'engage à rendre compte de son activité par la transmission au délégant des actes d'instruction pris dans le cadre de cette présente convention.

Article 4 : Obligation du délégant

Le délégant s'engage à fournir en temps utile tous les éléments d'information dont le délégataire a besoin pour l'exercice de sa mission.

Article 5 : Modification de la délégation

Toute modification des conditions ou des modalités d'exécution de la présente délégation, définie d'un commun accord entre les parties, fait l'objet d'un avenant validé par chacune des parties.

Article 6 : Durée de la délégation

La présente délégation prend effet lors de sa signature par les parties concernées. Elle est reconduite tacitement d'année en année jusqu'à la fin du dispositif.

Il peut être mis fin, à tout moment, à la délégation de gestion, sur l'initiative d'une des parties signataires, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois. La dénonciation de la délégation de gestion doit prendre la forme d'une notification écrite.

Ce document sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Auvergne-Rhône-Alpes.

Fait à LYON, le 17 novembre 2019.

Le délégant, Le préfet de la région Auvergne-Rhône-Alpes, préfet du Rhône, représenté par le secrétaire général pour les affaires régionales, Guy LÉVI	Le délégataire, Le préfet du Cantal, Isabelle SIMA

ANNEXE :

Codification des demandes d'engagements juridiques :

Centre financier : 0349-CDBU-DR69

Centre de coût : BG00/PRFSG01015

Domaine fonctionnel : 0349-01

Code activité : 034901012801

Groupe de marchandise : 40.01.02